

cahiers

LEON TROTSKY



- Pierre Broué Elie Reynier, révolutionnaire du premier XXe siècle
Bruno Guigue Lénine et le totalitarisme
Gary Tennant Julio Antonio Mella
Michael Löwy La IVe Internationale en Amérique latine
Denis Collin Marxisme et morale

70
juin 2000

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Réglement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 70

Juin 2000

Présentation	3
Pierre Broué	
— Elie Reynier, révolutionnaire du premier XXe siècle	5
Bruno Guigue	
— Lénine et le totalitarisme	53
Gary Tennant	
— Julio Antonio Mella et les origines de la crise dans le PC de Cuba	71
Pierre Broué	
— Le GPU à la chasse aux trotskystes	89
Michael Löwy	
— La IVe Internationale en Amérique latine : les années 50	99
Denis Collin	
— Marxisme et morale	111
COURRIER	
— Lettre au directeur d' <i>Historia</i> sur un article de M. Alexandre Adler, « historien et éditorialiste »	121
LES DÉPARTS	
— Tony Cliff	125

Photo de couverture : Hal Draper (1914-1990) lors d'un débat en 1954

ERRATUM : La photo de couverture du N° 69 représentait Elie Reynier (voir l'article de Pierre Broué dans ce numéro) et non Hal Draper tel qu'indiqué.
Avec nos excuses à nos lecteurs

Présentation

Ce numéro commence par un gros morceau.

Pierre Broué nous a confié un article iconoclaste écrit pour une revue vivaroise dans laquelle on verra une section départementale de la Ligue des Droits de l'Homme lutter pour la réalisation du Front Unique ouvrier et l'imposer épisodiquement dans le cadre départemental.

On se rafraîchira la mémoire sur l'action anti-militariste — le Rif —, les procès de Moscou vus en France, le « pacifisme » et l'« antifascisme », les camps de Daladier en 1939 et, tout au long, cette petite phalange de communistes de la première heure exclus au temps de la « bolchevisation », dont Elie Reynier et son élève Gilbert Serret étaient les porte-drapeau.

Pierre Broué a également fait pour ce numéro une mise au point sur la recherche et les découvertes concernant la chasse aux trotskystes de Staline et de ses tueurs. La correspondance secrète déchiffrée par les services américains et publiée dans *Venona* nous livre quelques secrets et atteste de l'acharnement avec lequel Staline s'en prit au Socialist Workers Party américain.

Bruno Guigue prépare un livre dont il nous donne peu à peu les piliers, et c'est le cas de son article sur Lénine et le totalitarisme où il frappe durement les interprétations de Stéphane Courtois sans même avoir l'air de l'effleurer.

Gary Tennant, jeune chercheur britannique, a fait une thèse sur les trotskystes cubains et nous donnons ici de lui, sur le problème de Mella, une première contribution où il contredit tous les auteurs qui l'ont précédé dans cette revue, ce qui laisse espérer une belle et enrichissante discussion.

Michael Löwy fait une très claire mise au point sur l'histoire de la IVe en Amérique Latine, pendant les années 50, comme on aimerait en avoir pour plusieurs décennies. Un article-cadre.

Enfin, **Denis Collin**, dont on connaît les talents de polémiste, s'en prend à Trotsky avec une vivacité qui ne dissimule pas l'admiration.

La section document comporte une lettre ouverte dans laquelle l'historien et éditorialiste Alexandre Adler se voit reprocher le caractère superficiel de sa documentation et l'imprudence de ses affirmations reprenant, avec une coupable légèreté et sans l'ombre d'un élément solide, de vieilles calomnies contre Khristian Rakovsky.

Pierre Broué

Elie Reynier, révolutionnaire du premier XXe siècle

Au cours de l'année dernière, mes amis ardéchois qui publient la revue Mémoires d'Ardèche m'ont demandé de collaborer à un numéro consacré au militant ouvrier syndical et politique Elie Reynier. Je l'ai fait avec joie. Ce numéro double, n° 61 est sorti le 15 février 1999, avec de nombreux articles et documents, dont la biographie d'Elie Reynier qui m'avait été demandée.

Plusieurs camarades m'ont suggéré de publier ce texte dans CLT. Nous le faisons très volontiers : nous pensons que nos lecteurs seront particulièrement intéressés par les années 30 où la section départementale de la Ligue des Droits de l'Homme – animée par Elie Reynier – est le véritable moteur de la lutte pour le front des partis et syndicats ouvriers, jouant le rôle que des formations révolutionnaires s'assignaient mais ne sont pas parvenues à jouer.

Une famille de paysans huguenots du rude plateau vivarois. Des siècles de résistance au pouvoir, à l'arbitraire et l'intolérance. Le père et la mère, “ prolétaires de la classe des gens instruits, capacités, porte-parole, éducateurs

et interprètes de la classe paysanne »¹, comme l'écrivait Karl Marx, respectueux des maîtres d'école. Voilà pour le contexte local.

Le contexte mondial n'était pas moins riche. Elie Reynier était de la génération de Lénine et Trotsky, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Il était né quatre ans après l'écrasement des Communards parisiens par l'armée « versaillaise ».

S'il y avait des fées à Chalencon (Silhac), où il vit le jour le 1er décembre 1875, pour les petits enfants des pauvres et des rouges, elles n'ont pas été ladres avec lui au-dessus de son berceau : intelligence, ouverture d'esprit, soif d'apprendre et de comprendre, courage et dévouement, ardeur au travail, humour, indépendance d'esprit, combativité et autorité, fermeté et rigueur morale, conviction et scrupuleuse honnêteté.

Orphelin de père à 13 ans, interne boursier à Tournon, l'adolescent pauvre fut reçu à l'École normale supérieure de l'enseignement primaire de Saint-Cloud en 1897 et, « monté à Paris », brûla de la fièvre dreyfusarde, vécut de réunions en manifestations, de cénacles aux coude à coude de la rue. Il en dit : « *Nous nous serions fait tuer au service de la vérité et de l'innocence* »². Il revint à Tournon parler de la grande expérience parisienne qu'il venait de vivre : le combat des « dreyfusards ». C'est en ces années qu'il se constitua en homme dans cette dure bataille pour les Droits de l'Homme où tonnait comme un présage la grande voix socialiste de Jean Jaurès.

Le siècle des guerres et des révolutions commençait alors en France avec la lente renaissance de formations socialistes et le début de syndicats d'industrie. Ce républicain avancé était déjà socialisant. Il allait devenir syndicaliste avec son entrée dans le monde du travail.

C'était déjà un révolutionnaire tel qu'il pouvait en exister en France en ce début de siècle — et il n'en manquait pas — mais il allait le demeurer jusqu'à sa mort, ce qui fut plus rare.

1. Karl Marx, *La Lutte de Classes en France*, Pauvert, p. 213.

2. L. Vialle, *BFV*, p. 68.

SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

En Europe occidentale, la plus grande diversité règne alors à l'intérieur du mouvement ouvrier dans les rapports entre syndicats et partis. En Grande-Bretagne, le Labour Party est né en tant qu'instrument politique des syndicats à l'occasion des élections. Il a fini par les contrôler. En Allemagne, c'est le syndicalisme qui, d'abord instrument du parti, se rend peu à peu maître de lui. En Espagne, le parti et sa « centrale », l'UGT, sont modérés, acquis à l'action parlementaire, « opportunistes » disent ses adversaires, « réformistes », tandis que la CNT révolutionnaire est « anarcho-syndicaliste ».

En France, syndicats et partis éparpillés, d'abord enchevêtrés, deviennent rivaux puis voisins distants. L'originalité est le clivage politique entre la CGT et le Parti socialiste. Le courant révolutionnaire, c'est la CGT, hostile au parti de Jaurès et Guesde ; elle veut détruire l'Etat. Elle n'organise qu'une minorité des travailleurs, mais les secteurs les plus avancés. Elle se veut indépendante de l'Etat et des partis, y compris le Parti socialiste.

L'antimilitarisme allumé dans la société française par les aventures du Second Empire, puis les honteuses pratiques de l'état-major et des officiers antidreyfusards, est très vivace dans la CGT qui déploie de gros efforts, à travers la caisse de solidarité du « *Sou du Soldat* », pour rester en contact avec les jeunes travailleurs mobilisés.

La bourgeoisie contre le syndicalisme enseignant

Déjà en 1902, le Congrès des Bourses du Travail, rassembleur des syndicats, s'était prononcé pour l'admission des organisations et associations d'enseignants ayant pour but la défense de leurs intérêts.

Les amicales étaient un lieu de rencontre, le syndicat l'organisme de défense des intérêts corporatifs. Le passage des organisations d'enseignants de l'amicale au syndicat fut long et difficile, lassant parfois la patience de ceux pour qui comptait avant tout le combat aux côtés des ouvriers. Les gouvernements, de droite ou de gauche, essayaient d'empêcher une syndicalisation qui ne pouvait,

selon eux, mener qu'à la double catastrophe du « *droit de grève* » et de « *l'anarchie organisée* » (sic).

La Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et institutrices de la France et des colonies naquit le 13 juillet 1905. Son Manifeste parut le 24 novembre, affirmant quatre principes : l'indépendance du syndicalisme, le rôle de la classe ouvrière pour l'émancipation humaine, celui du syndicat comme cellule de base de la société et la défense permanente des intérêts des personnes. .

Ses adversaires clamaient que c'étaient « *des principes conduisant à la révolution* ». C'est bien ainsi qu'ils étaient conçus.

Elie Reynier enseignant et pédagogue

Après Saint-Cloud, titulaire du professorat, Elie Reynier fait son service militaire. Premier poste en 1900 à l'Ecole primaire supérieure de Crest où il doit enseigner l'anglais, qu'il ignore et apprend. Dans une famille qui lui a été recommandée par une société qu'il a fréquentée à Paris, il rencontre Marthe Gauthier : ils se marient en 1901. Ils auront cinq enfants. Il part faire une suppléance à l'Ecole normale de Loches puis demeure dans les EN, d'abord à Laval, ensuite à Montbrison, où il s'oppose à un directeur autoritaire et devient l'idole des normaliens : certains nouent avec lui des relations qui ne finiront qu'à sa mort. C'est là qu'il entre en politique morale en fondant une section de la Ligue des Droits de l'Homme.

Son entrée véritable dans la vie militante se fait dans le poste qu'il occupe de 1904 à 1934, professeur d'histoire-géographie à l'Ecole normale d'instituteurs de Privas, dans son département d'origine. Il s'installe en 1906 au Petit Tournon (Lyas), 17 avenue du Bois Laville, y demeure jusqu'à sa mort. Il est très influent parmi ses élèves, bien que jamais prosélyte, mais le respect qu'il leur manifeste est sans doute l'un des facteurs qui expliquent son influence, car il est à lui seul un appel à penser.

Il lit alors assidûment la revue *Le Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle qui s'efforce de rapprocher syndicalistes révolutionnaires et socialistes, comme le préconise alors le guesdiste Rakovsky. Il va être lecteur, parfois collaborateur, de *La Vie Ouvrière* et de *La Bataille syndicaliste*, et aussi de revues pédagogiques dont il est cofondateur et rédacteur, *L'Ecole rénovée*, dans la lignée de Francisco Ferrer, le pédagogue fusillé, puis *L'Ecole*

Emancipée. Et sa revue historique, à partir de 1928, les *Annales* de Lucien Febvre et Marc Bloch.

Militant ouvrier

Bien entendu, il ne songe pas à restreindre son activité au seul syndicat qui puisse l'accueillir, celui des professeurs d'EN, aux sections minuscules. Mais sa position d'enseignant à l'EN et ses immenses qualités d'homme et de professeur font de lui un personnage prestigieux aux yeux de ses élèves et de la fraction avancée des maîtres d'école ardéchois, très proches de lui sur le plan humain. Il ne peut fonder un syndicat d'instituteurs, mais rien ne l'empêche de convaincre des instituteurs de s'y consacrer. Ce qu'il fait.

Le syndicat des instituteurs de l'Ardèche est fondé en 1907 avec quarante-trois membres. Le trésorier est Clément Dayre, qui a son âge et qu'il a rencontré, écrit-il, « dans un congrès socialiste à Romans, à Noël 1905 »¹. Avec eux, quelques jeunes instituteurs, et déjà des institutrices, dont Elise Avenas, derrière eux des jeunes, ex-normaliens et normaliennes.

Reynier paie de sa personne. Les normaliens, exaspérés par une discipline autoritaire reposant sur la délation, se révoltent en 1908 : ils ne manquent pas dans leurs cours d'exemples de résistance à l'arbitraire. L'un des plus brillants, Alfred Salabelle, tenu pour un « meneur », est sanctionné, classé parmi les derniers à la sortie. Reynier dit ce qu'il pense de cet abus de pouvoir. Cela lui vaut un blâme et aussi un surcroît de prestige et d'autorité morale. On commence à dire dans ce pays rugueux et loyal : Reynier, c'est un Juste.

Il n'est pas membre du syndicat, seulement honoraire. Il a inspiré et conseillé ses dirigeants, les pousse à voler de leurs propres ailes. Il s'occupe de l'organisation syndicale des ouvriers, s'efforce de rallier à la CGT les syndicats naissants. On envisage de créer à Privas une chambre syndicale en 1908, au lendemain d'un Premier Mai très chaud, après une grève des mineurs de fer, les « hommes rouges » de Veyras². Le 23 octobre 1912, quand est fondée, à Romans, l'Union interdépartementale des syndicats ouvriers de Drôme-Ardèche, trois syndicats de l'Ardèche sont représentés : ceux des instituteurs, des

1. Notice sur la mort de Dayre (1875-1942), dactylographiée en rouge, archives privées.

2. OSA, p. 13.

chapeliers de Serrières, des chafourniers de Cruas-Le Teil, sur lesquels A. Salabelle prépare une brochure ¹.

Le coup d'arrêt de 1912

Les premières années de la deuxième décennie du XXe sont celles de la marche à la guerre. Des années plus tard, Elie Reynier souligne d'un trait vertical énergique de son crayon bleu les dernières phrases de l'introduction du livre de Georges Michon, *La Préparation à la Guerre, La Loi de Trois Ans 1910-1914* :

« En vérité, de 1910 à 1914, les maîtres du pays furent moins les politiciens au pouvoir que les féodaux de la banque et du fer, dissimulés derrière l'appareil républicain et parlementaire. Les historiens qui, volontairement ou à leur insu, ont négligé de tenir compte de ces puissances occultes, n'ont vu que l'apparence des choses et la réalité profonde leur a échappé »².

Les enseignants syndicalistes révolutionnaires ont fait de cette réalité la dure expérience. Au congrès de Chambéry, un délégué du Rhône fait modifier les statuts en y incluant l'obligation d'instituer dans chaque syndicat un « *Sou du Soldat* » pour aider « *moralement et pécuniairement* » les syndiqués sous les drapeaux : l'information occupe six lignes de la *Bataille syndicaliste* des trente-trois de son correspondant au congrès, Alfred Salabelle, le 17 août. Mais ce texte anodin sert de prétexte à une offensive sauvage. *La Croix*, d'une pierre deux coups, attaque et les maîtres et l'école :

« Eh quoi, le gouvernement veut que les pères de famille confient aveuglément leurs enfants à des instituteurs qui se sont peints eux-mêmes au congrès de Chambéry sous les traits odieux de révolutionnaires, de saboteurs, d'ennemis de la patrie et de la famille ! Autant vraiment les embaucher dans la CGT que les envoyer à l'école tenue par de tels maîtres »³.

Le député, ex-officier et ministre Messimy réclame au Conseil général de l'Ain « *des mesures résolues et énergiques* ». *Le Temps* écrit le même 23 août que « *les instituteurs réunis en congrès ont bafoué la patrie* ». Les chefs emboîtent le pas. Le 23 mai, sur proposition du ministre Guist'hau, le conseil des ministres ordonne la dissolution des syndicats enseignants.

1. OSA, p. 30.

2. Exemple personnel d'E. Reynier, archives privées.

3. *La Croix*, 21 août 1912.

Le conseiller d'Etat Sevastopoulo en service à Paris câble au tsar « l'indignation qui s'est emparée de la presse bien pensante » et lui explique que « les caisses qui existent sous le nom de "Sou du Soldat" sont des organisations purement antimilitaristes qui se donnent pour but de faire de la propagande socialiste dans l'armée et de favoriser la désertion »¹. Pourtant la palme revient à *L'Eclair* et à son titre du 17 septembre sur les instituteurs : « Leur ennemie, c'est la France » !

S'agit-il vraiment et seulement du Sou ? Non. La bourgeoisie, ses ministres et ses journalistes, ont choisi pour frapper le syndicalisme un secteur qu'ils jugent fragile mais aussi le thème le plus « porteur », l'antipatriotisme et la « trahison ».

L'adresse à la classe ouvrière

En fait le congrès de Chambéry a voté une autre résolution :

« Le congrès [...] adresse aux camarades ouvriers groupés dans la CGT l'expression de sa vive sympathie pour l'effort de libération et d'éducation qu'ils poursuivent. Les instituteurs suivent avec une attention passionnée la lutte quotidienne menée par la classe ouvrière pour améliorer son sort et défendre sa dignité : partageant ses angoisses et ses espoirs, ils sont fiers de militer dans ses rangs et se déclarent solidaires de tous les salariés unis sous le drapeau de la CGT ».

Pierre Monatte ne s'y trompe pas, dans *Le Semeur* du 30 août : « L'objet du scandale, le corps du délit, c'est l'adresse à la classe ouvrière et à la CGT. C'est ça et non autre chose ».

La bataille est rude. D'abord il y a surprise et incompréhension, flottement aggravé par l'action des amicales, conseillées par Me Pierre Laval, qui préconise la dissolution de la fédération. Certains syndicats départementaux se dissolvent. D'autres tiennent bon et celui de l'Ardèche en est. Reynier et ses disciples ne sont pas prêts à abandonner l'outil de la transformation sociale. Salabelle, au congrès de Bourges en 1913, est le premier lieutenant de Chalopin, champion des « résistants ».

Le gouvernement bat en retraite, renonce à exiger la dissolution, lève même les sanctions. Sur l'effet de cette crise en Ardèche, Elie Reynier écrit :

1. *Livre noir*, dépêche n° 58, 16-29 août.

« L'attitude gouvernementale après le congrès de Chambéry n'a pas eu d'effets bien sensibles. Elle a même déterminé quelques adhésions dues à l'indignation et à l'esprit de solidarité »¹.

La Fédération sort de l'épreuve meurtrie mais aussi trempée. De nouveaux dirigeants sont apparus : André Chalopin et Fernand Loriot, Louis et Gabrielle Dechézelles-Bouët, avec leur courage tranquille, leur défense principielle. Reynier est resté dans l'ombre : ses camarades lui ont interdit de signer le *Manifeste*, car, professeur, il n'a pas la couverture d'un instituteur. Salabelle a été l'une des grandes vedettes du conflit.

Il semble que Reynier se soit alors tourné vers les syndicats ouvriers, car c'est alors qu'apparaissent les premiers affiliés à la CGT. Avec les instituteurs, il y a déjà les chaufourniers de Cruas-Le Teil, de l'empire Lafarge, et les chapeliers de Serrières.

Reynier redevient historien un temps pour *La Vie Ouvrière* avec une histoire des syndicats en Ardèche, portant en épigraphe la formule de Karl Marx « *L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes* », et assurant en conclusion que « *seule l'union des groupements ouvriers actuellement existants peut donner à la vie syndicale un élan nouveau* »².

Le cas de ce professeur est unique en France puisqu'il est un permanent intersyndical volontaire non rétribué, pour des syndicats auxquels il n'est pas affilié.

LA GRANDE GUERRE

En août 1914, il plonge, avec des millions d'autres, dans la foule uniforme des « *mobilisés* », qu'il ne quittera qu'en 1917, démobilisé comme « *soutien de famille* ». C'est le début de la Première Guerre mondiale, la fin pour des millions de leurs illusions dans les partis et les syndicats ouvriers et leur « *lutte contre la Guerre* ».

1. OSA, p. 22, n° 1.

2. *Ibidem*, p. 30.

La vague d'union sacrée

Après l'assassinat de Jean Jaurès par un drogué de dope patriotique, c'est la débandade dans les partis socialistes des pays belligérants. Très vite leurs dirigeants obtiennent des portefeuilles ministériels ou des missions auprès des pays neutres pour les entraîner dans la guerre.

En France, le pire est, en supplément, la faillite du syndicalisme révolutionnaire, emporté par la vague à la suite du discours de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, annonçant, sur la tombe de Jaurès, son départ aux armées, qui ne se produira jamais.

L'hystérique Messimy menace en plein conseil des ministres :

« Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire [...]. Que ces gens-là ne s'imaginent pas qu'ils seront simplement enfermés en prison. Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes de feu : s'ils ne marchent pas, eh bien, ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés »¹.

Ce ne sont pas les menaces de Messimy qui entraînent les militants hostiles à la guerre mais leurs propres illusions. C'est ainsi qu'Elie Reynier, dans les débuts de la guerre, croit à sa version démocratique, « *la guerre du Droit* », la « *der des ders* », celle que l'on accepte pour que « *les enfants* » ne la connaissent jamais.

Les éléments ne manquent pas. Ainsi, écrasé de chagrin par la mort de son élève le plus cher, Alfred Salabelle, il compose en son honneur un poème en alexandrins où il célèbre ce « *Mort pour la liberté dans le monde et en France* »². Mais il s'indigne que certains osent dire que Chalopin « *s'est racheté* » en trouvant la mort au front. En 1915 encore, il écrit qu'il rompt de temps en temps des lances pour défendre la politique des Alliés. Gaston Chasson explique :

« Il fallait la durée et l'ampleur des sacrifices exigés et surtout leur injuste répartition, pour faire naître le doute puis retourner les convictions »³.

C'est ce qu'exprime une lettre du 20 mai 1915 à Marthe Maisonneuve :

1. Rosmer, *GMO*, 1, op. 109.

2. Archives privées, 1915.

3. G. Chasson, *BFV*, p. 51.

« Que des nôtres meurent ainsi, comme dans ce formidable combat des Eparges ! Combien faudra-t-il de telles "victoires" pour démolir définitivement toute notre jeunesse de 20 à 40 ans ? »¹.

Deux mois plus tard, il est au bout du raisonnement sur la « *der des ders* » :

« Après la guerre, la classe ouvrière se trouvera amputée d'un million d'hommes, tués au feu, morts de maladie ou gravement mutilés. N'y a-t-il pas là une vision effrayante des effets de la guerre ? Sans doute il faut continuer pour arriver à extirper à jamais ce fléau ? Qui parlera, après, de préparer encore la guerre, sera un inconscient ou un criminel »².

Vingt ans après, revenant sur ses illusions, il écrit, cette fois publiquement, ce qu'on peut considérer comme son autocritique sur ses illusions guerrières :

« Nous savons bien maintenant, si nous avons pu l'oublier stupidement à cette époque, que la guerre ne tue pas la guerre et qu'au contraire, elle l'entretient, que chaque guerre peut en préparer de nouvelles »³.

Le temps des noyaux

C'est du sein même du comité confédéral, la plus haute instance de la CGT, que s'est élevée la première protestation solennelle contre la guerre. Elle vient de Monatte qui démissionne en décembre 1914. Sa lettre est un acte d'accusation :

« Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité : elle pèse tout entière sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont les nôtres [...]. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'amener. Ce n'est

1. Archives privées.

2. *Ibidem*, 1915.

3. *E.E.*, 19 février 1935.

pas en tout cas les armées des Alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent »¹.

Autour de Monatte et de Rosmer se constitue ce qu'on a appelé « *le noyau de La Vie Ouvrière* », la tête et le cœur du mouvement ouvrier contre la guerre. S'y sont agrégés Raymond Lefebvre, avocat et écrivain, combattant révolté des horreurs qu'il a vues et vécues, le dirigeant métallo Alphonse Merrheim, le poète Marcel Martinet, Trotsky et les Russes de *Naché Slovo* et, par correspondance et visites intermittentes, Khristian Rakovsky, dirigeant du PS roumain, et rassembleur des « *antiguerre* » en Europe.

Ce petit noyau initial s'insère dans un courant international avec les conférences internationales de Zimmerwald, préparées par Rakovsky, de Kienthal, la naissance du mouvement zimmerwaldien, le CRRI (Comité pour la Reprise des Relations Internationales) dont le responsable, Fernand Loriot, entre dans l'histoire en allant porter à Lénine la caution des internationalistes français pour sa traversée de l'Allemagne dans le wagon dit « plombé ».

Pendant que certains rencontrent en Suisse des social-démocrates allemands antiguerre, Reynier qui fut en 1915 « *adjudant-chef dans une popote* »², sa « *popote de sous-offs du 119^e PAT, à Rosières, Harbonnières, Guillaucourt* »³, dans la Somme, fait une rencontre. Il apprend d'une boulangère, qui le tient d'un prisonnier allemand, qu'un député socialiste en uniforme a distribué le 1^{er} mai 1916, au cœur de Berlin, des tracts contre la guerre. Il saura plus tard qu'il s'agissait de Karl Liebknecht, engagé dans l'action antiguerre depuis l'été 14. Cette renaissance révolutionnaire d'une pousse de la social-démocratie allemande, c'est pour lui le monde remis sur ses pieds, la lumière au bout du tunnel. Il va accueillir la révolution russe avec ferveur.

En 1917, il parle à un de ses anciens élèves du nombre sans cesse restreint de ses correspondants : la mort fauche. Dans une autre lettre, il expose : « *Je ne puis que souhaiter de plus en plus ardemment la fin de l'atroce boucherie* »⁴.

1. Rosmer, *HMO*, p. 180.

2. *Carnet d'un Concentré*, p. 26.

3. *Ibidem*, p. 26.

4. G. Chasson, *BFV*, p. 58.

Quant à sa position finale sur la guerre, on peut la lire à travers le portrait qu'il fait du héros national Georges Clemenceau dans un compte rendu d'un autre livre de Georges Michon :

« Le sinistre vieillard de 1917-20 a tout renié de ce qu'il pouvait y avoir de fier dans son passé, luttes contre le colonialisme, pour la liberté individuelle, pour la diplomatie publique, pour la Révolution contre les grands chefs incapables et impunis [...]. Nul plus que lui sans doute n'aura contribué à abaisser la France aux yeux du monde entier, contribué au triomphe de la réaction sociale la plus oppressive ». Il conclut sur « l'homme qui "sauva la France" en faisant exterminer les Français et en préparant par chauvinisme féroce et sécheresse de cœur les exterminations nouvelles »¹.

Cette grande lueur à l'Est

Les syndicalistes de l'époque héroïque confluent. Le tournant, bien entendu, c'est 1917 et plus précisément Octobre. Toutes les grandes mesures de la révolution russe enthousiasment Reynier le militant, l'historien et l'ancien combattant. Les Russes sont ceux qui osent et, par cela seul, convainquent et entraînent. Comment ne pas être avec eux, qui incarnent les combats menés depuis la Révolution française ?

L'élève-instituteur Gaston Chasson est arrivé à l'EN de Privas quelques mois après le retour du prof d'histoire-géo. D'emblée, il a été « *pro-Reynier* »². Mais les nouvelles franchissent les murs. Ils sont nombreux, dehors, à condamner ce professeur « *moscoutaire* ». Lui, dit Chasson, tournait ses regards vers la grande lueur à l'Est, aurore d'une ère nouvelle. Comme Monatte et Rosmer, comme Loriot et Bouët, comme l'écrasante majorité de ceux de la Fédération qui revenaient vivants.

La première activité de Reynier civil est la reconstitution de la section privadoise de la Ligue des Droits de l'Homme, la LDH. Sa première apparition publique est une « *causerie* » sur Karl Marx. Critiqué, il se justifie en montrant que c'est un thème d'actualité. *Le Manifeste de l'Internationale* de 1871, qu'il reproduit et diffuse, condamne la politique d'annexions de l'Allemagne...

1. Archives privées.

2. G. Chasson, *BFV*, p. 22.

Au syndicat, ils sont trente¹. A la différence de nombre de ses camarades qui constituent la « gauche » du Parti socialiste, il n'en est pas. Il écrit d'ailleurs qu'il n'y a à Privas en 1920 ni individu ni groupe y appartenant², une quarantaine dans toute l'Ardèche. Retenons cependant qu'il figure comme « professeur et ancien combattant » sur une « liste d'Union républicaine démocratique et sociale » (on dirait aujourd'hui « Union de la Gauche »), conduite par le député radical Louis Antériou aux élections municipales de Privas le 30 novembre où il représente vraisemblablement la LDH³.

Il fera plus tard l'éloge de la liste pour les législatives de 1919, « entièrement socialiste et bien composée par la répartition des professions et des régions »⁴. Dans l'*Histoire de Privas*, il mentionne « le petit Groupe d'Etudes sociales de Privas-Coux qui écoulait un grand nombre de brochures socialistes ou libertaires »⁵, dont il était sans doute : il disparaît en 1920, contrecoup de l'adhésion du PS « à Moscou »⁶.

Le Parti communiste naît au congrès de Tours, sans délégué de l'Ardèche, bien que le département ait voté en majorité pour l'adhésion à la III^e Internationale. Les syndicalistes révolutionnaires ont d'abord été réservés, mécontents de la présence aux commandes de parlementaires et de journalistes.

La situation change début 1923 quand, au départ de L.O. Frossard, répond l'entrée au PC de Monatte, Barbusse, André Marty, des arguments, des cautions, pour Reynier. Des gens de la Fédération, Lorient et Bouët, sont dirigeants nationaux, des enseignants cadres régionaux. En Ardèche, Clément Dayre est au PC dès le début et Gilbert Serret y entre en 1923.

Un rapport de la Sûreté générale de juin 1921 cite Reynier parmi la dizaine d'enseignants communistes du département⁷. Dans un article documenté⁸, Gérard Roche écrit qu'Elie Reynier fut membre du PC et le quitta en 1924. Aucun collaborateur d'*Une belle figure vivaroise* ne le mentionne, dont Paul Boissel, qui a rédigé le chapitre *Le Militant*. Nous pensons qu'Elie Reynier

1. *BF LDH*, 17 février 1918.

2. *Le Réveil ardéchois*, 15 juin 1920.

3. *HDP*, 111, pp. 339-340.

4. *HDP*, 111, p. 341.

5. *HDP*, 111, pp. 339-340.

6. *Ibidem*.

7. Archives nationales, F7 13091.

8. Gérard Roche, *DCEF, CLT*, juillet-septembre 1978.

n'adhéra pas au PC. Le 3 juin 1940, du camp de Chabanet, il écrit à la commission de vérification des internés : « *C'est un fait que, depuis 20 ans, je n'ai appartenu à aucun parti politique et ne me suis occupé d'aucun* »¹ et l'on comprend la forme sous laquelle il a choisi de le dire, vingt ans après le congrès de Tours.

Mais le problème est-il de savoir s'il eut une carte ? Il était membre du Parti communiste au sens où le Manifeste de Marx et d'Engels était celui du Parti communiste, un camp de classe, une relation historique au prolétariat. Sous cet angle, il l'était pleinement. Même si l'embellie fut brève. Pas de son fait.

L'entre-deux-guerres

Elie Reynier reprend l'activité syndicale dans une période de répression et de sérieux conflits internes. Drôme et Ardèche se séparent. Le 7 septembre 1919, le congrès Drôme-Ardèche le décide. Reynier chargé de la commission d'organisation, l'Union des syndicats ouvriers de l'Ardèche naît au Teil le 8 novembre 1919². Elle compte mille six cents adhérents dont cent-dix enseignants.

Reynier en est secrétaire jusqu'à la fin des grèves de 1920. L'Union a désormais les moyens de payer un permanent syndical et le secrétaire-adjoint, le métallo pouzinois Jules Rouchon, vient d'être licencié. Reynier lui laisse la place.

Il est enfin membre du syndicat des instituteurs, la Fédération de l'enseignement ayant adopté une structure de syndicat unique qui permet d'accueillir les professeurs. Il s'est prononcé contre l'adhésion de l'amicale des professeurs d'EN à la CGT où elle ne ferait, dit-il, qu'accélérer « *l'évolution vers la mollesse et la veulerie* ».

Une nouvelle phase

En 1922, quand se produit dans la CGT la scission voulue par Jouhaux et les siens, la Fédération rejoint la CGTU (unitaire). Au congrès fédéral, Reynier

1. Archives privées.

2. Em. 15 février 1920.

aurait présenté Gilbert Serret à ses vieux camarades, annonçant en lui la relève ¹. Une nouvelle phase commence car, en 1924, l'exclusion du PC de Monatte, Rosmer et autres adversaires de la « caporalisation » appelée « bolchevisation », marque aussi le syndicat. Nombre d'anciens quittent le parti et Reynier l'aurait sans doute fait s'il en avait été.

Ce sont cependant des communistes, pas toujours dociles, qui dirigent la fédération à partir de 1924, Joseph Rollo, puis Maurice Dommanget, Jean Aulas, tous proches de Reynier. A Noël 1928, le PC lance une offensive forcenée pour la soumettre. La majorité des enseignants communistes ne suit pas ; certains quittent le parti, d'autres sont exclus. Les amis de Reynier sont « la majorité fédérale », liée plus tard à l'« Opposition unitaire » de Rosmer dans la CGTU. La lutte de tendances revêt des aspects déplaisants. La MOR (Minorité Ouvrière Révolutionnaire) contrôlée par le PC traite Serret et ses amis de « jaunes » et de « contre-révolutionnaires » et chante sur l'air de la Carmagnole qu'on pendra les « trotskystes-centristes ». Serret devient secrétaire fédéral en 1930, à 28 ans.

Reynier, qui lui fait une confiance totale, peut prendre ses distances de l'action syndicale courante. Il résiste au courant antisoviétique qu'expriment ceux de ses anciens camarades organisés désormais dans la Ligue syndicaliste avec Monatte. Dans le *Bulletin fédéral* de la LDH en 1930, il écrit, à propos de la « croisade antisoviétique » dont font partie Panaït Istrati et Boris Souvarine, qu'il a admirés :

« Nous invitons tous nos camarades à y réfléchir sérieusement. Si graves que soient les fautes et les crimes d'une révolution, ils ne doivent pas nous en faire oublier le point de départ :

Les révolutions, qui viennent tout venger

Sont un bien éternel dans leur mal passager (V. Hugo).

Descendant des révolutionnaires de 93, je ne crois pas que nous ayons le devoir ni le droit de participer à des campagnes qui veulent non pas vraiment corriger des abus mais clairement renverser une révolution »².

1. L. Bouët, *MSU, CDLR*, p. 12. Reynier ne s'en souvenait pas.

2. *BF LDH*, 25 mars 1930.

Militant de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

A partir de 1924, Elie Reynier consacre le gros de son action militante aux Droits de l'Homme, à « *la Ligue* » comme on dit alors. En devenant son président départemental, il fait un choix décisif, car il s'agit d'une responsabilité incompatible avec d'autres. C'est une véritable division du travail qui s'établit entre Serret et lui.

L'instituteur Louis Vialle, qui fut son ami et son bras droit à la LDH, son vrai complice dans la vie, a témoigné de ce qu'était pour lui cette tâche :

« Il aimait lutter non peut-être pour la lutte elle-même mais pour la défense de toute cause qu'il jugeait belle et juste. Sa conviction faite, il entamait la bataille sans trop en mesurer les risques, oubliant sa tranquillité personnelle, les repréailles administratives toujours possibles et la "qualité" de l'adversaire ».

Dans des conditions difficiles, car il faisait nombre de déplacements à bicyclette, le président avait une tâche énorme : « *questions d'ordre général, défense de la Paix, de la liberté individuelle, de la laïcité* », enquêtes, puis rédaction d'appels, protestations, articles¹.

Il s'impliqua beaucoup dans la lutte contre la guerre du Rif. Cette expédition de reconquête coloniale de deux armées modernes sous le commandement de Pétain et Franco n'était que mollement combattue par la direction de la LDH. Il soulignait :

« A aucun degré [il ne saurait] être question cette fois comme en 14 d'une guerre du Droit, de la Liberté et de la Justice (sauf peut-être de la part des Rifains) »².

L'enjeu était selon lui plus important que lors de l'affaire Dreyfus, le « *droit à la vie pour des millions d'innocents, Français ou Africains* ». Il engagea sans mandat son autorité de président en prenant part aux deux grandes réunions organisées par le Comité d'Action contre la Guerre au Maroc animé par le PC et la CGTU, à Valence le 7 juin 1925 et au Tell le 5 juillet. Son initiative approuvée de façon rétroactive, il renonça à participer au comité qui exigeait des prises de position rapides alors que les structures de la LDH étaient lourdes et lentes.

1. *Ibidem*, 50.

2. *Em.*, 8 mai 1925.

L'autre grande affaire dans laquelle la section ardéchoise de la LDH intervient est celle du procès, puis de l'exécution des anarchistes italo-américains Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Reynier parle d'« *odieux jugement de classe* », dit que les juges ont manifesté leur haine des étrangers, puni les opinions révolutionnaires de deux hommes qui haïssaient la guerre ¹.

Dans ces deux cas, il se plaint de la « *mollesse* » de l'organisation nationale, du Comité central de la Ligue. De même pour la révision des sentences des conseils de guerre de 1917 et de l'intervention contre la révolution russe ou des affaires liées à la guerre du Rif. Il fait campagne pendant quatorze ans contre la révocation d'un professeur de médecine de Marseille, le Dr Charles Platon. Louis Vialle poursuit :

« Sur le plan local et départemental, le président fédéral, aidé du secrétaire, était aussi l'avocat des petites gens. Ce fut là une tâche immense, ingrate, absorbante, mais aussi une source de joies profondes en cas de succès, d'ailleurs presque toujours obtenu [...]. Il s'agissait d'abus de pouvoir, d'injustices, de négligences administratives, de pensions non payées, de droits non respectés »².

Il se lia d'estime dans ce travail à l'avocat catholique Joseph de Montgros. Dans la LDH, la section de l'Ardèche était minoritaire, reprochant à la direction « *ses concessions à l'esprit officiel, la lenteur dans l'intervention et surtout son manque d'ardeur anti-belliciste* »³. Elle était unique par son rôle politique que Vialle a tant vécu qu'il ne le relève plus, celui d'une avant-garde travaillant à unir syndicats et partis. Sous l'impulsion de Reynier, la LDH devint un facteur important de la vie politique en Ardèche.

Antifasciste et pacifiste

Bien des proches de Reynier ont fait de son pacifisme le centre de sa pensée politique. En Ardèche, amis et adversaires complètent le terme par un adjectif en disant « *pacifisme intégral* », qui pourtant change tout. Dans son excellent travail, malheureusement inédit, sur les instituteurs ardéchois, Eric Darrieux emploie pour désigner la doctrine de la majorité fédérale en ce domaine

1. *Ibidem*.

2. Vialle, *BFV*, p. 51.

3. *Ibidem*, pp. 54-55.

le terme de « *pacifisme révolutionnaire* ». Résumons-le dans les termes même de Gilbert Serret :

« A bas la guerre, le chemin de la paix passe par la révolution sociale qui, en écrasant le régime capitaliste et en effaçant les frontières, supprimera à jamais les causes des guerres ¹ [...] Un fusil, soit, mais au service du prolétariat ² [...] Dans la guerre de classes, le pacifisme absolu, la non-résistance, la passivité sont des crimes à l'égard de la classe ouvrière »³.

La lutte de classe à laquelle Reynier participe à travers le soutien de la Fédération aux luttes ouvrières passe à partir des années 30 par le combat contre le fascisme — le développement du fascisme en Allemagne sous la forme du national-socialisme (nazisme) et en France des formations d'extrême-droite appelées « *les Ligues* ». Le terme d'antifascisme n'avait pas encore le sens qu'il prit après la prise du pouvoir par la voie légale des bandes hitlériennes en janvier 1933.

En fait, une grande bataille politique se déroulait à l'intérieur du mouvement ouvrier mondial. L'Internationale communiste stalinisée avait lancé après Staline la théorie selon laquelle la social-démocratie se fascisait, devenant « *social-fasciste* », ce qui signifiait pour les PC le rejet de toute proposition de front unique de sa part. La majorité fédérale faisait, elle, partie des rares organisations qui réclamaient, face au fascisme, selon la formule de Gilbert Serret, « *un vaste front unique loyal, offensif, de toutes les organisations de la classe ouvrière* »⁴.

Amsterdam - Pleyel

Un test de cette politique se déroule à l'occasion de deux congrès organisés pour l'Internationale communiste par Willi Münzenberg. Dans un premier temps, c'est un appel contre la guerre de Romain Rolland et Henri Barbusse, écrivains compagnons de route du stalinisme, qui sert à convoquer à Amsterdam, en août 1932, un « *congrès* », parade destinée à exonérer ses vrais organisateurs de leur politique de division.

La majorité fédérale y participe en indiquant le cadre qu'elle lui assigne :

1. *Em.*, octobre 1935.

2. *Em.*, janvier 1930.

3. *EE*, 16 juillet 1933.

4. *EE*, 20 mai 1934.

« La Fédération de l'Enseignement estime que [...] le Congrès doit d'abord déchirer toutes les illusions pacifistes semées par la bourgeoisie libérale et le réformisme ; ce n'est pas avec des rameaux d'olivier qu'on fera baisser la gueule des canons ¹ [...]. Le Congrès international se discréditerait à jamais s'il écartait les moyens révolutionnaires de lutter contre la guerre »².

Gilbert Serret est membre du Comité national d'organisation. A Amsterdam, les délégués de la Fédération, comme ceux de l'opposition de gauche trotskyste, bénéficient de l'infrastructure du RSP hollandais de l'ex-représentant de la Comintern en Chine, Sneevliet (Maring).

Les trois délégués enseignants, plus Reynier à titre personnel (il y a aussi Jouve, du Teil, de la CGTU), sont frappés du désordre. « *Tout travail était impossible* », écrit Serret, invoquant le nombre des participants (deux mille deux cents délégués et huit cents invités), la multiplicité des langues, l'absence de traducteurs, le manque de rapport préalable, la confusion générale et « *l'atmosphère de délire* », dit-il, « *savamment entretenue par les chants révolutionnaires et les innombrables cris de "Rotfront" (Front rouge)* »³. Bilan médiocre : Gilbert Serret n'a pas pu obtenir la parole. Il est écarté du Comité mondial, composé de personnalités sans mandat ni liens réels avec le mouvement ouvrier.

Pourtant Reynier et ses camarades utilisent le panneau « Amsterdam » pour tenir une série de réunions contre la guerre afin de construire un réseau de comités de lutte. Ils ont presque toujours des orateurs du PC, très souvent ceux du syndicat des instituteurs, le SN de la CGT, la CGT et la CGTU. Ils ont avec eux des socialistes indisciplinés comme Ludovic Bacconnier et *L'Ardèche socialiste*, qu'il dirige, soutient le mouvement.

Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le Comité d'Amsterdam convoque un Congrès contre le fascisme salle Pleyel à Paris. La Fédération y adhère sans illusion. C'est Amsterdam en pire, avec le passage à tabac de l'italien Leonetti, traqué par le fascisme italien, ancien compagnon de Gramsci, devenu trotskyste, présent comme correspondant de presse.

Le représentant de la Fédération, Jean Aulas, se voit généreusement accorder cinq minutes, mais, aussitôt interrompu aux cris de « *trotskyste*,

1. *Em.* juin 1932.

2. Serret, *H FUE*, IV, p. 203.

3. *Ibidem*, p. 204.

salaud »¹, est évacué sans violence de la tribune par le service d'ordre. Amsterdam et Pleyel fusionnent mais, comme l'écrit Serret, « *la Fédération ne se prête plus à la comédie* »². L'épisode, pour elle, est terminé.

Le Front unique en marche

La fédération ardéchoise, même après la disparition de *L'Ardèche socialiste*, soutien fidèle, redouble d'efforts dans sa lutte pour le front unique contre le fascisme.

En 1934, la compromission de politiciens radicaux avec un escroc, l'affaire Stavisky, relance le mouvement des Ligues d'extrême-droite qui dénoncent « *les voleurs* » et les « *métèques* ». Le 6 février, elles se battent avec les forces de police à proximité du Palais-Bourbon et à l'entrée de la Place de la Concorde. L'émotion est considérable : la menace du fascisme se concrétise. Les barrières contre le Front unique vont s'abattre l'une après l'autre.

Tandis que les directions du PC et de la SFIO tergiversent à Paris, la section départementale de la LDH vote à Privas une résolution qui assure que « *la responsabilité des événements du 6 février repose tout entière sur les bandes fascistes qui souhaitent installer en France le régime hitlérien* »³.

Le 11 février, il y a dans les rues de Privas plus de quatre mille personnes pour manifester à l'appel de la CGT et de la CGTU, de la LDH, des amis de l'Union soviétique. Ni PC ni SFIO n'ont appelé mais leurs militants sont là : le lendemain, à Paris, les deux cortèges, on le sait, vont fusionner place de la Nation.

Dans les semaines et les mois qui suivent, contre-manifestations et manifestations s'enchaînent. Reynier, élu président du Comité de Vigilance de Privas au cours d'une réunion publique, se multiplie, parlant presque chaque jour devant parfois des centaines d'auditeurs. Le préfet écrit à Paris que « *le mouvement antifasciste représente la seule force d'activité permanente dans le département* »⁴ et souligne le rôle que jouent comme toujours les membres de l'enseignement primaire appartenant au SU et au SN. Eric Darrieux relève que

1. *Em.* juin 1932 ?

2. Serret, *op. cit.*, p. 211.

3. ADA 5 M 49 1.

4. Cité par Darrieux, *IA*, p. 63.

« les réunions organisées à l'instigation du PC et sans la présence d'un enseignant n'attirent pas les foules »¹.

Le 15 avril 1934, Gilbert Serret est à la tête d'une contre-manifestation à Annonay où se tient le congrès de l'Union nationale des Anciens Combattants, la plus importante des Ligues, dont les deux orateurs sont des vedettes de l'extrême-droite (tous deux futurs ministres de Vichy), Georges Scapini et Xavier Vallat. Veut-on à droite un bras de fer en Ardèche² ? Il semble. Quand Xavier Vallat vient aux Vans, le commissaire de police voit dans les contre-manifestants « communistes et jeunes voyous » et, « dans cette foule peu recommandable, des fonctionnaires dont [...] ce n'était pas la place, une bande d'instituteurs »³.

Une odeur de la guerre civile

Au lendemain des événements des Vans, le journal *Le Réveil*, de Largentière, écrit : « Communistes et socialistes se tendaient fraternellement la main. Les Vans avait senti passer la Révolution ».

Mais les classes dirigeantes ne tendent pas la joue gauche. Au début de juin, une décision est prise dans les cercles dirigeants de l'extrême-droite : la venue à Privas, afin d'expliquer « la signification du 6 février », d'un orateur connu, le député de la Gironde Philippe Henriot. Pour Reynier, c'est un fasciste (il sera plus tard ministre de Pétain et dirigeant de la Milice). Il vient appuyer son collègue, l'industriel Pierre Valette-Viallard, à une réunion publique le 11 juin.

Reynier et Bacconnier sont pour une riposte immédiate, à la dimension de la provocation que constitue ce choix : le commissaire de police les désigne comme « les premiers instigateurs de cette manifestation ». Selon lui, Reynier a dit qu'il fallait empêcher à tout prix la tenue de la réunion d'Henriot. Il précise :

« Le président Reynier croit qu'avec l'appui certain des instituteurs de l'Ardèche, le groupement antifasciste pourra atteindre le chiffre de 200 ce qui

1. *Ibidem*, p. 64.

2. ADA 1 MP 97.

3. ADA 5 M 48.

permettra d'envahir la salle au risque (sic) d'enfoncer les portes et de s'emparer du Bureau »¹.

Les autorités ne lésinent pas : une cinquantaine de gendarmes, soixante-quinze tirailleurs marocains et une centaine d'artilleurs de Valence, en réserve. Casqués et armés, ils vont repousser les assauts répétés de la foule entraînée par Reynier et Bacconnier vers le théâtre de l'Odéon, où Henriot et Valette-Viallard sont déjà devant huit cents personnes venues en autocar. Les assauts lancés d'abord de la place de l'Hôtel de Ville, puis de la place du Champ de Mars ne pourront franchir les barrages de la rue du Théâtre (aujourd'hui rue Elie Reynier, ce sont les malices de l'Histoire).

Finalement, après avoir brisé à coups de pierres le haut-parleur qui transmettait à l'extérieur le discours de Philippe Henriot, les contre-manifestants, maîtres de la rue — les évaluations varient de quatre cents à un millier —, se regroupent au Champ de Mars. Bacconnier et Reynier se juchent sur le rebord d'un bassin où un partisan de Philippe Henriot vient juste de prendre un bain forcé.

Il y a quelques arrestations et la condamnation d'un instituteur anarchiste, Alfred Arnaud (qui sera plus tard un commandant FTP) mais c'est un échec pour les amis d'Henriot qui n'ont pu tenir leur réunion qu'à huis clos, sous la protection des forces de l'ordre. Certains commentaires reflètent la peur. *Le Courrier de Tournon* écrit que « quelques centaines d'énergumènes ont donné un avant-goût du grand soir ». *L'Humanité*, elle, oubliant le social-fascisme, écrit le 13 juin : « A Privas, les ouvriers sont maîtres de la rue ».

Le Front unique semble en marche. L'unification syndicale sur le plan national est à l'horizon. L'Ardèche a été à l'avant-garde et l'impulsion d'Elie Reynier décisive. On débat maintenant des perspectives et des délais. Trotsky vient d'être expulsé de France et la planète est pour lui sans visa. Les Serret offrent de le recevoir à Saint-Montan. Mais le préfet s'y oppose et il va finalement à Domène (Isère) chez un autre instituteur, Laurent Beau. Un autre instituteur, Raoul Faure, organise à Noyarey une rencontre, le 8 août 1934 avec des représentants de la Fédération, dont Serret, après leur congrès de Montpellier. Trotsky ne parvient pas à les convaincre d'« entrer » dans la SFIO pour raccourcir les chemins du Front unique, dans lequel il voudrait les pousser

1. ADA 5 M 49.

plus vite et il sera parfois très dur dans son jugement sur eux. Pourtant, en même temps, il conserve une grande estime pour Serret et son travail.

Serret a refusé l'« *entrisme* », mais le 12 octobre 1934, il écrit :

« Nous allons à toute allure vers le fascisme. Progressivement nos conditions matérielles de vie et nos libertés vont s'amenuisant. Nous vivons une époque de régression sociale qui nous mène au fascisme et vraisemblablement à la guerre mondiale [...] S'unir d'abord ! Lutter ensuite ! »¹.

En cela, il coïncide avec Trotsky. C'est entre autres pour cette raison que la haine grandit, menaçante, contre Elie Reynier et Gilbert Serret.

La haine

Eric Darrieux cite un rapport de l'inspecteur d'Académie de l'Ardèche qui parle d'une « *vaste entreprise de désorganisation de l'école par les dirigeants du syndicat unitaire* » et développe :

« L'action révolutionnaire dans le domaine scolaire se double d'une action révolutionnaire à caractère social et même politique. Il multiplie les ordres du jour en faveur des grévistes de la région. Aucune occasion n'est perdue de critiquer l'œuvre coloniale de la France et celle des grands chefs qui nous ont donné la victoire »².

Cet admirateur des maréchaux, qui dénonce « *la stratégie de libération du prolétariat* », moucharde en parlant de « *l'action dissolvante de M. Reynier* ».

En février 1932, le *Bulletin des écoles libres* s'en prend à Gilbert Serret « *grand chef révolutionnaire, un Staline au petit pied* », s'apitoie sur les parents « *obligés de [lui] confier cette chose si précieuse et si délicate qu'est l'âme des enfants* ».

Un versement récent aux archives départementales nous apprend l'existence en 1933 d'une enquête diligentée par le ministre de la Guerre Edouard Daladier sur la base d'un rapport du général Gouraud, gouverneur militaire de Paris, contre des personnes ayant adressé des témoignages d'encouragement à des détenus de la prison militaire du Cherche-Midi. Les personnes visées sont Elie Reynier et sa collègue, amie et collaboratrice, Louise Abrial. Accusation inepte :

1. *Em.* octobre 1934.

2. ADA 5432 cit. *Darrieux*, 1979.

membres de la LDH, ils ont protesté contre des conditions de détention mais ne pouvaient en aucun cas « *encourager* » à l'objection de conscience.

La question est l'identité du premier dénonciateur¹. Gringoire, dont on connaît la violence verbale et la prose assassine, écrit :

« Un misérable ose écrire que les Allemands sont des frères et que ses seuls ennemis sont des Français [...] Ce misérable se nomme Gilbert Serret »².

La palme revient à un auteur anonyme pour une lettre adressée à Serret et publiée dans *Le Flambeau* des Croix de Feu en octobre 1934 :

« Quant à vous, instituteurs du désordre public, terrez-vous, cachez-vous dans vos montagnes, les patriotes, dans quelques mois, après avoir brisé le front commun, sauront vous découvrir, tremblants de peur et de honte. Nous chasserons les mauvais Français, les mêtèques en tous genres [...]. Sus et mort aux meneurs excitateurs qui cherchent la guerre civile. Ils disparaîtront coûte que coûte »³.

Toute cette haine va exploser quelques années plus tard, au temps de Pétain, précisément un de ces « *grands chefs* » qui ont « *donné la victoire* » — merci chef ! — quand les Philippe Henriot, Georges Scapini, Xavier Vallat seront ses ministres de choc.

Bientôt pourtant, c'est une autre rupture et ce sont d'autres menaces. Le puissant appareil international de Staline, ses partis, ses journaux, ses intellectuels, ses tueurs comme ses diplomates, s'en prennent aux hommes de l'espèce de Reynier, Serret et autres partisans de la paix en les présentant comme des agents du fascisme.

Elie Reynier, toujours identifié en Ardèche à la Ligue des Droits de l'Homme et rassembleur de ces hommes qui se divisent, continue sur la lancée qui l'a fait adhérer en mars 1935 au CVIA (Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes), point d'ancrage du Rassemblement populaire. En mai 1935, il rejoint la section privadoise des Amis de l'Union soviétique.

Dans l'intervalle, en octobre 1934, il a pris sa retraite, non pas frappé d'une « *mise à la retraite d'office* », comme on l'a écrit, mais en conséquence d'un décret-loi récent.

1. ADA 1 MP 191.

2. *Gringoire*, 14 juin 1937.

3. Original, archives privées.

Vers le Front populaire

En France, le tournant du PCF de la politique de la « troisième période », de la dénonciation du « social-fascisme » à celle du Front populaire, qui étend l'alliance, au-delà des partis socialistes, aux radicaux, considérés comme incarnant les « classes moyennes », se situe en mai 1935, après la conclusion du pacte franco-soviétique signé par Staline et Pierre Laval.

Ce dernier est revenu de Moscou avec une déclaration de Staline approuvant la politique de défense nationale du gouvernement français, un désaveu de la politique antimilitariste du PC français, lequel s'aligne aussitôt, avec son affiche « Staline a raison ». La rupture est inévitable avec ceux qui menaient campagne avec lui contre « le Fascisme et la Guerre » et particulièrement les enseignants ardéchois de la FU.

Eric Darrieux écrit :

« Les instituteurs membres des Jeunesses communistes et du parti communiste abandonnent la campagne antimilitariste menée contre la Préparation militaire supérieure à l'École normale, contre la loi de prolongation du service militaire à deux ans »¹.

Gilbert Serret attaque la politique des partis et de l'URSS :

« Le pacte d'assistance mutuelle est une machine de guerre impérialiste, l'URSS et l'Internationale communiste nous mènent à l'union sacrée et à la plus épouvantable des tueries [...] »². Nous continuerons notre voie vers la Paix par la Révolution [...], à être des antimilitaristes irréductibles, ne voulant marcher dans aucune des guerres baptisées "défense de l'URSS" ou de "sécurité française". Nous continuerons à travailler avec acharnement à la ruine définitive de notre propre impérialisme et de l'impérialisme mondial qui sont les causes profondes de la guerre »³.

La fédération unitaire participe en août 1935 au congrès de Saint-Denis contre la Guerre et l'Union sacrée, tentative de regrouper les éléments fidèles à l'internationalisme prolétarien. Elie Reynier est présent à titre personnel. Dans

1. Darrieux, *op. cit.*, p. 65.

2. *EE*, mai 1933.

3. *EE*, février 1936.

l'intervalle, le congrès d'Angers a engagé la Fédération vers la fusion qui va accompagner la réunification de la CGT.

Reynier, sous le titre « *Par la Révolution - La Paix* » argumente en novembre 1935 contre les nouveaux bellicistes anti-révolutionnaires des PC :

« Il est impossible [...] de faire reculer seule, une guerre menaçante, donc peu efficace de l'attaquer seule, de ne combattre que "la guerre en soi" : il faut mettre en cause tout le système. Si tu veux la Paix, prépare la Révolution »¹.

Le Front populaire au pouvoir

La victoire électorale du Front populaire en mai 1936, la puissante vague des grèves de juin, son arrêt par la CGT et l'influence récemment acquise du PC, puis le début de la guerre civile espagnole marqué par l'intervention italo-allemande du côté nationaliste, la non-intervention de l'URSS, la révolution sociale là où les militaires ont été battus, aggravent les tensions.

Enfin, l'appui de l'URSS à la République à partir d'octobre 36 et sa participation à la répression en Espagne contre les éléments révolutionnaires posent le problème de façon aiguë. L'antifascisme se réduit à l'hostilité aux puissances fascistes, l'axe Rome-Berlin et Franco, et secondairement, aux fascistes de son propre pays, simple « *cinquième colonne de l'étranger* ». Il est opposé à la révolution.

Elie Reynier n'est nullement sur une position de repli au moment capital de juin 1936. Ce sont des perspectives politiques très ouvertes qu'il propose à la section fédérale de la LDH avec une résolution générale :

« Se réjouissant du succès incontesté du Rassemblement populaire, elle exprime son vif désir de voir le Parlement et le Gouvernement nouveaux réaliser sans retard et très énergiquement l'action indispensable pour laquelle ils ont été désignés : lutte contre les trusts, les grandes banques, les industries privées de guerre, le rapprochement solide et durable des peuples ».

Il avertit en même temps :

« Carence et retard de cette œuvre urgente causeraient une déception qui conduirait droit au fascisme et à la dictature et c'est bien ce qu'escomptent les adversaires du régime ».

1. *Em.*, novembre 1935.

Au congrès fédéral d'Aubenas, il présente son analyse en déplorant que l'on crée dans le pays ce qu'il appelle « *une psychose de guerre anti-hitlérienne [...] avec une suprême habileté, préparant le pays, au nom de la lutte contre l'hitlérisme, à une nouvelle union sacrée* ». Il développe :

« Prétendre que nous sommes partisans d'Hitler c'est une facétie ou une sottise [...]. Une guerre, même avec Hitler, serait forcément dans les premiers jours l'avènement de la dictature la plus draconienne, de la censure totale, de la prison, et du poteau pour les hérétiques [...], non pas une guerre du Droit et de la civilisation contre la Barbarie, mais une guerre qui, fût-elle pour défendre "la Révolution russe", serait un des pires moyens de la défendre puisqu'elle aboutirait à des millions et des millions de morts, de mutilés, de veuves et d'orphelins et à des massacres et des ruines incalculables, aux crimes les plus odieux, tous les crimes de la guerre ».

Il termine par ses raisons d'espérer :

« Nous voulons croire que le Rassemblement populaire ne sera pas une duperie ; que ses succès ne seront pas suivis de la plus dure déception de notre vie publique. Raisons d'espérer ? Il n'y en a qu'une, puissante certes, c'est l'enthousiasme populaire que l'on sent partout dans les villes et les petites communes rurales, que la foule ait crié à Blum au Mur des Fédérés : "Blum, de l'énergie, de l'énergie !", un élan et une confiance aussi extraordinaires, il y a là quelque chose de grand. Nos chefs n'ont qu'à marcher. Plus vigoureusement ils agiront, plus vigoureusement ils seront soutenus. Oseront-ils ? »¹.

La réponse à cette question n'a pas tardé. Elle s'est appelée la pause pour les revendications, la non-intervention en Espagne, puis les procès de Moscou.

L'appel aux Hommes

Le milieu de 1936 voit exploser une affaire Dreyfus à l'échelle mondiale : les procès de Moscou, où, après des aveux invraisemblables et déshonorants tant pour eux que pour la cause révolutionnaire, sont condamnés la plupart des compagnons de Lénine et adversaires de Staline, Zinoviev et Kamenev, Piatakov et Radek, Boukharine et Rakovsky enfin, et tout au long, l'inlassable hurlement sauvage, le cri de mort contre Trotsky, incarnation du démon, accusé des pires crimes. La seule base de l'accusation est constituée par des aveux dont on sait aujourd'hui qu'ils avaient été arrachés par la torture ou d'atroces chantages.

1. *BF LDH*, mai 1936.

La première protestation importante, le texte organisateur de la campagne française contre les procès de Moscou, *L'Appel aux Hommes*, a été écrit par Marcel Martinet, ce fin poète du noyau de *La Vie Ouvrière*, fidèle correspondant d'Elie Reynier, à la demande de Léon Sedov, le fils de Trotsky. Il exige une commission d'enquête impartiale sur les accusations lancées par Staline dans sa campagne meurtrière :

« Devant la réalité quelle qu'elle soit que recouvre le procès de Moscou, tous ceux, ouvriers ou intellectuels pour qui la Révolution d'Octobre a signifié une étape décisive vers la justice sociale et déjà, dans la nuit de la guerre des nations, une magnifique renaissance humaine, tous se sont sentis bouleversés. Tous, ils veulent, nous voulons savoir.

Nous voulons savoir d'abord — et cela suffit — par simple souci de la dignité humaine.

Nous voulons savoir par solidarité profonde avec le peuple de l'URSS. A tête, les ennemis de la liberté et de la justice, nos La Rocque et nos Doriot, dénoncent comme le centre de perdition Moscou, Moscou. Contre leur pernicieuse sottise, nous ne possédons dans une époque anxieuse comme la nôtre qu'une seule arme efficace, la vérité. Il nous la faut donc cette vérité, et entière, et quelle qu'elle soit.

Les travailleurs français depuis plusieurs mois ont repris conscience d'eux-mêmes ; ils se rouvrent à l'espérance. Mais ils sentent aussi que "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" ! Ou jamais ne sera. Pour qu'ils puissent accomplir leur tâche de paix et de justice, il faut avant tout qu'ils voient clair, qu'ils luttent en pleine clarté. Le procès de Moscou barre soudain leur route d'une ombre immense. Cette ombre doit être dissipée, elle doit l'être au plus tôt ».

Et l'appel final :

« Nous nous adressons aux hommes de tous les partis qui se disent dévoués à la libération des travailleurs, tous ceux, quelles que soient leurs idéologies particulières, qui ne connaissent de progrès humains que lorsque sont authentiquement accrues la justice sociale et la dignité de l'homme. Qui d'entre ceux-là refuserait de demander la vérité ? »¹.

Parmi les signataires de ce texte capital contre les crimes staliniens, on trouve, à côté d'Elie Reynier, les noms de ses camarades Monatte, Martinet,

1. Roche, *loc. cit.*, pp. 99-100.

Louis et Gabrielle Bouët, Dommanget, Emery et de plus jeunes, des écrivains, des journalistes, des historiens.

Bataille autour des procès de Moscou

C'est une dure bataille. La France populaire, dans les mois qui suivent la victoire électorale, se repaît d'illusions. Le Parti communiste, membre de la coalition victorieuse, est sous sa protection. Dans une grosse partie de la classe ouvrière et chez les intellectuels dits de gauche prévaut une mystique de l'URSS et le début du culte de Staline. Une attaque contre eux est considérée comme une aide objective au « fascisme ». Injures, menaces, calomnies, coups même, pleuvent sur ceux qu'on accuse de « trotskysme » (on dira plus tard « hitléro-trotskysme »). Un exemple est le traitement réservé à André Gide, autrefois adulé, après la publication de *Retouches à mon Retour de l'URSS*, où il s'est permis des critiques de la répression stalinienne.

Phénomène frappant, bien mis en relief par Gérard Roche, des intellectuels comme Romain Rolland, des organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme, qui avaient battu froid à la Révolution russe, se rallient aux assassins de révolutionnaires. Reynier ne se laisse pas abattre par cette double trahison des principes et des luttes menées en commun, mais il en souffre.

Il y a de nombreuses réunions contradictoires dans tout le pays et les instituteurs y jouent le rôle que l'on peut imaginer. Une grande bataille politique se livre au sein de la Ligue des Droits de l'Homme dont les dirigeants, entraînés dans le meilleur des cas par la mystique du Front populaire, manifestent une grande confiance dans le régime stalinien et entreprennent une défense très biaisée des procès de Moscou. Le comité central a désigné une commission de trois membres chargée de rapporter sur le premier procès de Moscou, celui des Seize. Le rapport est rédigé en un temps record par l'avocat Raymond Rosenmark qui n'a rien d'un avocat des Droits de l'Homme. Gérard Roche écrit :

« Me Rosenmark se contente de suivre le compte rendu officiel du procès et l'analyse de l'avocat britannique Pritt [compagnon de route connu]. Comme ce dernier, il se refuse à mettre en doute la spontanéité des aveux, ce qui constituerait selon lui "un manque absolu d'esprit scientifique" contraire à

toutes les règles en matière de preuves. Il exclut la possibilité d'aveux arrachés par la torture ou tout autre moyen dans seize cas sur seize »¹.

Elie Reynier est dans la minorité avec Magdeleine Paz, Emery, Georges Pioch, le combattant anti-colonialiste Félicien Challaye, Georges Michon, pacifistes de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix ou membres du Comité Amsterdam-Pleyel ou du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes. Il fustige à travers la direction de la LDH « *la rubrique permanente des lâchetés, des compromissions, des concessions de toutes sortes* ». Dans *l'Ecole Emancipée* du 1er novembre, sous le titre « *La Décomposition du dreyfusisme* », il replace l'épisode dans l'histoire contemporaine. Le 13 janvier 1937, il s'en prend à Guéhenno pour sa mauvaise polémique contre Gide, le comparant à Ponce-Pilate, dont il rappelle au passage que « *la cuvette a gardé quelque renommée dans l'histoire* ». Il fustige les intellectuels français qui vilipendaient la Russie tandis que lui et ses amis défendaient âprement et ardemment la Russie révolutionnaire².

Bientôt, il y a de nouveaux procès à Moscou. Le congrès de Tours de la LDH, en juillet 1937, repousse par 1 488 voix contre 255 et 53 abstentions une motion de Félicien Challaye en faveur de la poursuite de l'enquête. C'en est trop. Les minoritaires démissionnent du comité central !

« Nous refusons de nous associer plus longtemps à ce déni de justice qui, pour la Ligue de l'affaire Dreyfus, équivaut à une démission [...]. Nous refusons de nous associer plus longtemps à un silence complice [...]. La seule question, ô dreyfusards renégats : "Doit-on rechercher avant tout la Vérité ? Doit-on dire ce qu'on croit la vérité, et la question corollaire, comment sert-on le prolétariat (et même l'humanité), par le mensonge et le silence, ou par la vérité ?" »³.

Pour Reynier et les siens, l'Internationale communiste et les PC sont les défenseurs d'une nouvelle union sacrée pour la défense de l'URSS qui extermine « trotskystes », socialistes et communistes de gauche, anarchistes, chez elle et en Espagne. Reynier, dans une lettre du 14 septembre 1937, dénonce la campagne de meurtres « *contre de vrais révolutionnaires* » en Espagne et les calomnies

1. Roche, *ibidem*.

2. *EE*, 13 février 1938.

3. *Cahiers LDH*, 1er novembre 1937.

contre le POUM¹. C'est la fin d'une certaine Ligue, mais surtout celle des espérances de réaliser un front unique face à la guerre.

Face à la Guerre

Le groupe d'Elie Reynier est arrivé au bout du rouleau. La politique mondiale lui a passé autour du cou un nœud coulant qui se resserre dès qu'il tente de lui échapper et ses tentatives en ce sens, après les horizons entrevus, semblent bien dérisoires.

D'abord leur force matérielle s'est réduite ou, du moins, n'est plus aussi favorablement disposée. Le temps n'est plus où la section ardéchoise de la LDH était catalyseur et centre des organisations ouvrières et démocratiques et Reynier leur rassembleur. Gilbert Serret et ses camarades ont certes gardé les rênes du syndicat mais ils y sont en minorité, non seulement en Ardèche mais au plan national et perdent leur influence. Ils savent qu'on ne suscite pas une révolution par des proclamations, bien placés pour le savoir, eux qui avaient mis en garde contre le désespoir qui suit l'espérance déçue.

Gilbert Serret a-t-il une chance ténue de convaincre quand il parle au congrès de la CGT à Nantes en 1938 ? Il obtient 121 mandats sur 25 204. En fait ces hommes ne peuvent plus rien. Tout est décidé sans eux, en-dehors d'eux et, par la force des choses, contre eux, par « *les bandits qui sont causes des guerres* », comme le chantait Montéhus dans *La Butte rouge*.

Reynier avait posé la classique question des pacifistes : vaut-il mieux être un chien vivant ou un lion mort ? Il semble qu'il ne se soit pas rapproché de la réponse « *chien vivant* », ne serait-ce qu'à cause de l'Espagne et aussi parce que les révolutionnaires russes avaient vu dans un sens contraire le rapport entre guerre et révolution.

Bien entendu, la conception « *intégrale* » du pacifisme place ses tenants dans une position impossible. Caricaturons. Cette conception de la guerre/apocalypse, où l'humanité se détruit, mettant fin à l'histoire, est une conception aussi catastrophiste que catastrophique. Si la guerre est apocalypse, il n'y a plus ensuite que le néant. Le rôle des pacifistes sera-t-il de fermer boutique et de faire la queue à la porte des prisons en attendant la fin du monde ?

1. *Ibidem*, 19 octobre 1938.

En 1938, leur arme, face à la crise de Munich, c'est le Centre syndicaliste de Lutte contre la Guerre, mis sur pied par Emery, que Reynier seconde avec Chasson, des tracts, des pétitions contre la guerre, une campagne dont, selon *L'Emancipation*, Reynier est le moteur. Une dérision, dont il se console mal en assurant malheureusement que « *les peuples ont montré leur amour de la paix* »... en acclamant leurs chefs, au retour de Munich.

Quelques semaines plus tard, c'est la fameuse grève du 30 novembre 1938, mal engagée, très ambiguë — contre les décrets-lois ou contre Munich ? C'est un vrai désastre pour le syndicat en Ardèche : deux cent soixante grévistes syndiqués, cinq cents syndiqués n'ont pas fait grève. Logiques, les amis d'Emery, vrais munichois, ont appelé les syndicalistes du Rhône à ne pas faire grève.

Dans l'intervalle, les staliniciens se déchaînent. En Ardèche, leur porte-parole, Henri Chaze, est un ancien dirigeant des Jeunesses communistes qui refuse dès 1938 de diffuser le journal syndical, selon lui, « *l'instrument d'une propagande qui vise à affaiblir nos forces en divisant au plus grand profit de nos adversaires et en particulier des fascistes* »¹. L'année suivante, le même liera sans vergogne cette propagande aux « *incendiaires du Reichstag et aux bourreaux de la classe ouvrière du IIIe Reich* »². Avant de défendre quelques mois plus tard le pacte Hitler-Staline. Ce pacte, nous ne le commenterons pas. Aucun des protagonistes ne peut en traiter sérieusement en public. Comme l'avait annoncé Gilbert Serret, Daladier veillait.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Yvonne Issartel, normalienne à la veille de la guerre, trésorière du syndicat en 1939, raconte :

« La guerre déclarée, la répression du gouvernement Daladier frappait durement les militants syndicalistes. Les responsables étaient envoyés dans leurs postes de disgrâce et nous devions resserrer les rangs pour assumer les responsabilités

1. *Em.*, mars 1938.

2. *Em.*, avril 1939.

syndicales. Ce fut l'époque des réunions clandestines à La Voulte, Valence. Reynier fut toujours des nôtres »¹.

La « *drôle de guerre* » amenait son premier lot de malheurs, la mort d'André Blachon, successeur de Reynier à l'EN, tué au front, et le grave accident survenu à l'armée à Gilbert Serret : trois vertèbres brisées, gravement handicapé, astreint au port d'un corset douloureux. Fin mai, ce furent l'arrestation et l'internement de Reynier.

En camp

Suzanne Blachon, veuve de guerre, évoque cette arrestation le 29 mai 1940, à 9 h 30 :

« On l'accusait d'être communiste, russophile, stalinien, que sais-je ! Un homme subversif. On n'y regardait pas de trop près, on voulait ignorer combien de lances il avait déjà rompu avec le stalinisme »².

Il apprendra plus tard que la cause de son arrestation est une carte postale du 20 mai dans laquelle il s'indigne d'une phrase de Paul Reynaud parlant de « *colmater* » une brèche ouverte dans le front. « *Avec les poitrines de nos enfants ?* ».

On me permettra de faire ici ma première intervention de témoin. J'avais alors 14 ans. Garçon indépendant, j'avais pour mes parents un réel respect et je respectais ceux qu'ils respectaient. Je respectais ce curieux vieux monsieur barbu qui se déplaçait à vélo avec un gros cartable et parlait avec passion. L'émotion de mes parents à ces simples mots : « *Monsieur Reynier arrêté* » me frappa. Ils ne commentèrent pas, ne tentèrent devant moi aucune explication.

J'étais enclin à comprendre une « *guerre du Droit* » contre Hitler, mais pourquoi ceux qui l'avaient déclarée jetaient-ils Reynier en prison ? Je me posais la question tous les soirs en regardant au loin, sur le Coiron, au-dessus de la plaine du Lac, les lumières de Chabanet, cette ancienne bergerie transformée en camp de détention où le vieux professeur respecté dormait sur des planches disjointes et une paille sans paille. Pourquoi ? L'exode et la débâcle me donnèrent la réponse. Ceux qui nous dirigeaient et nous commandaient étaient dans leur rôle en emprisonnant les hommes respectables.

1. *BFV*, pp. 68-69.

2. S. Blachon, *BFV*, p. 66.

Il y en avait à Chabanet de non moins respectables, l'instituteur Célestin Freinet, communiste et pédagogue novateur, l'ingénieur Robert Louzon, *alter ego* de Monatte, l'homme qui avait acheté pour la CGT l'immeuble de la Grange-aux-Belles, et celui que Reynier mentionne avec affection encore dans une lettre de juin 1952, Joseph Thibon, communiste du Teil, dont il loue l'intelligence, la curiosité d'esprit, la largeur de vues, regrettant que ce vieux militant n'ait pas été correctement traité dans son parti où des jeunes — notamment Henri Chaze mentionné plus haut — « *lui ont bouffé le peau du dos* »¹ : Thibon confie à Reynier que ce jeune bureaucrate l'a traité de « *vieille croûte* » et de « *bon à rien* »². Ses discussions avec les membres du PC sont parfois âpres, quand il a affaire à ceux qu'il appelle « *les charbonniers* » : « *Idolâtrie, absence totale de sens critique et de sens moral quand il s'agit de Staline* ». Mais d'autres sont pour lui de vrais camarades. Il prend soin de distinguer le « *stalinisme* » du « *communisme* ».

Ce séjour fut bref ; Reynier arriva le 29 mai et sa valise, apportée par un jeune collègue, 48 heures plus tard. Les Ardéchois furent déménagés le 5 juin vers le camp de Saint-Angeau à Riom-ès-Montagne d'où, arrivés le 8, ils repartirent le 11 pour arriver à Carpiagne le 13. Reynier avait réussi dans l'intervalle à mettre au point un système de communication « *clandestin* » dont nous ne savons rien, sauf que son technicien était Louis Vialle, son vieux complice. Le 17, il note « *le gouvernement de la dictature avec Pétain* », redoute « *une répression intérieure accrue* ». L'Algérie — Toggourt — était leur destination mais l'entrée en guerre de l'Italie les bloqua à Chibron le 20 juin. Sans doute les démarches d'hommes alertés par Vialle, des députés, le socialiste Froment, le radical Gaston Riou, du recteur Sarrailh et des sénateurs Lautier et Marcel Astier, avaient-elles eu le temps d'aboutir ? Il fut libéré le 6 juillet. « *Trop beau pour être vrai* », s'exclame-t-il³. Peu après son retour, il fut en effet informé par un commissaire de police qu'un arrêté d'assignation à résidence au Petit Tournon le concernant avait été signé le 14 juin 1940.

« La commune de Lyas n'a ni coiffeur, ni trésorerie, ni Archives départementales, ni restaurant et il s'agit de "ne pas quitter sans autorisation les

1. Lettre à F. Serret, 9 juin 1952, archives privées.

2. *Carnet du Concentré*, p. 31. Le Carnet est publié dans le n° 61-2 des *Mémoires d'Ardèche*.

3. *Carnet du Concentré*, p. 54

lieux fixés" : ça me paraît clair mais c'est bien dérangerant »¹. Il ajoutera plus tard : « Je n'ai donc plus bougé que pour les commissions nécessaires et autorisées, en tirant un peu par moments sur l'élastique »².

Le 20 août 1940, il s'entendit refuser par le préfet la permission de se rendre aux obsèques d'Elise Avenas, brisée par deux mois de détention. L'homme de Vichy, commenta : « *Une personnalité comme celle de Mademoiselle Avenas... et la vôtre [...]. Sans doute la Révolution, par vingt-cinq personnes, au bord d'une tombe* »³.

C'est en décembre qu'il révisa ses notes, écrivit une introduction pour son *Carnet du Concentré*, « *dans une France aujourd'hui domestiquée, adulatrice ou abêtie, ou silencieuse de terreur et de rancune et attendant la revanche du bon sens, de la liberté, du droit, de l'équité* »⁴. Sa résidence surveillée allait durer jusqu'au 22 septembre 1941 et ne prit fin que sur des interventions d'ex-syndicalistes ralliés à Vichy et peut-être aussi de personnalités vichystes locales, de la Légion, sensibles à l'émotion provoquée par le sort de cet homme âgé, ancien combattant, exprimée par l'avocat Joseph de Montgros, et en vue d'un apaisement.

L'enfant et le maître d'école

C'est à sa libération que j'eus la chance de rencontrer vraiment Elie Reynier. Ma mère, très donquichottesque, s'était précipitée chez Mme Reynier dès la nouvelle de son arrestation et, bénéficiaire de la « *révision des amitiés* », comme il disait, s'y précipita en apprenant sa libération. Je l'accompagnai. Il me reçut avec beaucoup de gentillesse, m'indiquant livres politiques et historiques. Je feuilletais, en écoutant. Il racontait des souvenirs de camp. Deux anecdotes me sont restées, celle du lieutenant qui avait des dossiers à « *conspuer* » et qui menaçait : « *N'essayez pas de fuir, j'ai un œil de larynx* ». Je n'ai pas ri : pareil imbécile pour garder un Elie Reynier !

Il m'autorisa à lui emprunter une dizaine de volumes. Je me souviens seulement de quatre volumes rouges — la raison de mon choix — l'*Histoire de*

1. Lettre du 17 juillet 1940, archives privées.

2. *Carnet du Concentré*, p. 54.

3. *Carnet du Concentré*, p. 16.

4. *Carnet du Concentré*, p. 2.

la Révolution russe de Trotsky. La semaine suivante, je revins seul, vidai puis remplis mon cartable et nous avons parlé. Tout l'été. Je l'écoutais mais aussi je le discutais. Il était ravi de ce que ma mère appelait mon insolence car je n'étais pas toujours de son avis. Elle vint un jour expliquer « *au maître* » qu'il ne se rendait pas compte que j'étais jeune. L'œil brillant derrière le lorgnon palpita un instant puis, avec un sourire discret mais rosse, il dit : « *Vraiment, chère amie, il est jeune ? Je ne m'en étais pas aperçu* ». Quelques années plus tard, j'ai évoqué pour France Serret les souvenirs de mes visites au Petit Tournon, de l'enfance à l'âge d'homme :

« Il était pour moi l'homme qui savait tout, qui avait tous les livres et la clé du monde. Je me faisais expliquer aussi bien les problèmes que me posaient les cours d'histoire [...] que ceux du monde : la plus-value, les procès de Moscou, le syndicalisme, le relief volcanique, les rapports entre la réforme protestante et le développement du capitalisme, Gandhi, Trotsky, Rainer-Maria Rilke, Walt Whitman, la Guerre d'Espagne, les problèmes religieux, notamment les traductions de la Bible, et puis la Commune de Paris, et l'enseignement, la pédagogie moderne, les métiers de l'imprimerie, le classement des archives... Je lui ai parlé de tout ce qui m'intéressait et tout me passionnait. Il répondait en bon pédago, cadrant le problème, puis faisait le tour de sa bibliothèque, et me rapportait bouquins, brochures, coupures, notes manuscrites [...].

Puis il y a eu une deuxième phase. Je venais moins souvent parce que j'avais quitté Privas. J'allais pourtant toujours chez lui, dès mon arrivée, sinon le premier jour, du moins le lendemain. Mais je n'étais plus un petit garçon. J'étais un jeune homme qui se lançait comme tant d'autres à cette époque dans une vie qui s'appelait "lutte armée". Je transportais des armes, je maniais des explosifs, j'ai séjourné au maquis, suivi une école de cadres dans les montagnes, appris à tuer et rejoint les Etudiants communistes. Je n'avais pas oublié ce qu'il m'avait appris mais cela appartenait à un autre monde, celui d'avant-guerre. Il fut à cette époque le seul contact pour moi entre ces deux mondes.

Maintenant, chez lui, c'était moi qui parlais. Il savait écouter comme je voudrais toujours savoir le faire avec les jeunes, il posait des questions, il voulait comprendre et c'était pourtant, je le comprends avec le recul, diablement difficile pour lui d'admettre l'itinéraire que je suivais. Il m'interrogeait de temps en temps et me poussait sur d'autres terrains où il pouvait me rappeler les principes, les méthodes de pensée et de recherche. J'ai eu une poussée "écrivaine", je lui envoyais poèmes, pièces de théâtre, manifestes en tout genre. Il répondait, annotait, critiquait, me traitant avec un sérieux inimaginable.

Ce n'était pas là une attitude superficielle : je me souviens d'une algarade dans son bureau avec un de ses anciens disciples qui m'avait crucifié du haut de son expérience parce que je disais mon aversion pour le pacifisme devenu une solution individuelle de fuite. Reynier prit ma défense avec une violence qui me surprit, disant en substance que je cherchais et que je ne connaissais de vérité que celle que j'avais vécue. Lui, en tout cas, ne disait pas qu'il ne s'était jamais trompé, il disait même qu'il s'était certainement trompé, puisqu'il avait été battu et que j'avais raison de tout remettre en cause puisque je le faisais sans me ménager »¹.

1943 - La mort et le désespoir ?

Dans cette guerre qui semble alors interminable, 1943 est lourde de malheurs et de menaces. Gilbert Serret, ramené en Ardèche, à Balazuc, poste pour débutant, sur sa demande après un déplacement d'office, est inquiet : des hommes qui ont été ses camarades, pour lui maintenant des « *traîtres* », rôdent autour de lui, lui écrivent. L'un d'eux tente de l'entraîner ou de l'acculer au refus périlleux d'adhérer à une association professionnelle pétainiste. On lui conseille d'être sur ses gardes : Xavier Vallat, l'homme qui imagina la Légion et dirigea le commissariat aux questions juives, a toujours du poids, déteste Gilbert, a essayé d'empêcher son retour. Les gendarmes réclament aux Serret leurs photos ; le lieutenant confie que c'est « *un autre service* » qui les exige. Milice ?

La tragédie est proche. C'est dans l'extraordinaire site naturel de Balazuc, dans un *gour* de l'Ardèche où le courant semble l'avoir amené, qu'on a retrouvé au petit matin du 30 juin 1943 le cadavre de Gilbert, un trou au front et un bras levé, comme si on l'avait trainé. Braconnier impénitent, il était parti s'occuper, la veille au soir, du filet de pêche aux blancs procuré par son ami Chasson.

Deux hommes jeunes, en short, étaient apparus les jours précédents. Ils passèrent devant la porte de l'école où les Serret prenaient le frais avec leur hôte de quelques jours, Elie Reynier, et les saluèrent. Gilbert, en allant à son filet le lendemain, les aperçut et eut le sentiment qu'ils l'épiaient. Il en fit part à sa femme. On sut plus tard que deux bergères avaient de haut observé le même manège. Le surlendemain soir, il ne revint pas.

1. Lettre de P. Broué à F. Serret, 22 avril 1966, archives privées.

Il fut très discrètement enterré. L'hommage de la population ne lui fut rendu que des années plus tard, en décembre 1950, à Saint-Montan, lors de l'enterrement de Maria Chaullet-Serret, sa mère. Selon une lettre de France Serret à Louis Bouët, Joseph Thibon, membre historique du PCF en Ardèche, soulevé contre la guerre en 1917, cheminot révoqué en 1920, camarade de détention d'Elie Reynier en 1940, rappela en termes émouvants « *le souvenir de l'ardent militant qui était aimé de toute la classe ouvrière de cette vallée du Rhône et si redouté de tous les fascistes du coin* »¹.

Serret a-t-il été assassiné ? La question ne peut pas être écartée, même si elle n'est pas résolue. De la « *balle dans la peau* » promise en 1933 au congrès de la CGTU aux menaces des Croix de Feu en 1934, les assassins possibles ne manquaient pas. Les Miliciens ne pouvaient pas ne pas s'intéresser à lui. L'enquête conclut à un accident, thèse discutable mais utile aux gens en place. D'autres adversaires de gauche du stalinisme et d'autres bêtes noires des patrons de combat et des Miliciens ont péri de façon moins mystérieuse en cette période. Reste l'hypothèse d'une glissade fatale avec le lourd corset.

Comme le démontre pourtant sa correspondance avec René Dazy, France Serret a pensé qu'il s'est agi d'un crime commis par des tenants de la « *Réaction nationale* », et nous partageons son jugement. C'est probablement la Milice qui a tué Gilbert Serret, et ce fut la revanche des Xavier Vallat, Philippe Henriot, Georges Scapini et de tous ceux qui l'ont tant haï.

Elie Reynier ne prononça plus jamais le nom de son ami sans que ses yeux s'emplissent de larmes. Il ferraila pour défendre sa mémoire contre les vichystes du journal *Au Travail*, de Chambéry, qui avaient tenté une opération frauduleuse pour l'annexer à leurs idées et qu'il contraignit, malgré les risques considérables pour lui, à publier un démenti.

C'était pour lui le deuil majeur. Pas le seul. Au début de la guerre, il avait ressenti profondément la mort au front d'André Blachon. Il était très inquiet pour son fils Paul, prisonnier en Allemagne. Il fut très affecté en 1943 par la mort, d'une méningite, d'une de ses petites-filles, Lucienne, fille de Paul, sa « *Lulu* », et lui consacra un poème et des lignes déchirantes². Et puis Elise Avenas, Clément Dayre... Madame Reynier et lui avaient recueilli un enfant juif

1. Lettre de F. Serret à L. Bouët citée dans *LMSU, CDLR*, p. 14.

2. Archives privées.

qui resta deux ans avec eux. Il ne mentionnait jamais cet hôte clandestin dont nous ne connaissons que l'existence et ignorons jusqu'au nom.

Le 31 août 1943, à un homme d'*Au Travail* qui lui fait des avances en assurant qu'il leur doit la fin de sa résidence surveillée et le retour de Gilbert en Ardèche, il répond :

« J'ai 68 ans [...] et un pessimisme désespéré devant une "humanité maudite" (Jaurès) et la banqueroute de tous mes rêves. Je me tais. Et je ne m'accroche à la vie que par quelques affections et par le travail, la longue élaboration de mon *Histoire de Privas*. Mais je me considérerais comme un renégat à tout ce que j'ai fait et pensé depuis l'âge d'homme si j'abandonnais, comme vous et d'autres le faites, une bonne partie de mon attitude et de mes idées de naguère... Et nous suivons, oh, sans emballement naïf mais avec une vive curiosité, la nouvelle expérience italienne, chute du fascisme et "pseudo-démocratie" »¹.

Reynier et l'actualité de la guerre

Elie Reynier avait revendiqué avant-guerre la double étiquette d'antifasciste et de pacifiste. Quel sens ces mots avaient-ils pour lui désormais ? Le pacifisme dit intégral avait entraîné Emery dans la collaboration avec l'occupant. Il en était profondément attristé car cette évolution était pour lui un reniement.

Il était parfois brusque avec ceux qui s'autorisaient de leur passé commun pour essayer de le tirer vers ce qu'il appelait la « *Réaction nationale* » et la « *Dictature clérico-hitlérienne* ». Méprisant, il lança à l'un d'entre eux que, puisqu'il lui avait envoyé des sentiments « *révolutionnaires* », il n'aurait pour lui que des sentiments « *non-révolutionnaires* ». Mais il souffrait beaucoup, sur le plan personnel, du reniement de ses anciens camarades ou disciples².

Des hitlériens, il s'attendait depuis longtemps au pire. Mais il ne confondit jamais le soldat ouvrier ou paysan allemand incorporé avec l'officier ou le dignitaire nazi. Il fut passionné par ce que je lui dis de l'expérience trotskyste de « *fraternisation* » avec les soldats allemands autour d'*Arbeiter und Soldat*.

Dans des remarques qu'il s'autorise dans son *Histoire de Privas*, il mentionne les sentiments populaires, le fait que l'armistice de 40 fut « un grand

1. Archives privées.

2. *Ibidem*.

soulagement pour tous, à ce moment-là»¹ et que « le débarquement des Américains en Afrique du Nord [...] fit rayonner de joie les figures fermées et sympathiser cordialement des inconnus »². Cela ne l'empêchait pas de commenter de façon sarcastique les accords entre le commandement américain et les Darlan ou Badoglio, fascistes ou serviteurs du fascisme la veille.

Quant à la répression, il n'oubliait pas l'existence de « l'ennemi dans son propre pays », les Miliciens de ses vieux ennemis, Xavier Vallat, Scapini, Philippe Henriot. Il soulignait : « Cette histoire n'est pas faite et nous ne sommes pas outillés pour l'esquisser »³, était cependant touché que des Privadois, pourtant membres de la Légion Française des Combattants, aient œuvré pour la fin de son assignation à résidence.

Après 1944, exclu des Etudiants communistes, j'ai rejoint le PCI trotskyste. Nous en sommes revenus aux discussions politiques, même à propos de l'histoire. Je ne fus donc pas étonné quand je le vis dans l'*Histoire de Privas* tenter d'expliquer le passé par le présent :

« Cette résistance [contre l'envahisseur et contre la dictature de ses "collaborateurs" à l'intérieur] à l'oppression du pouvoir nous fait saisir clairement celle des Camisards aussi bien que celle des Chouans contre-révolutionnaires animés d'un tout autre esprit, d'une passion partisane politique et religieuse tout opposée. Entre les deux, c'était également, mais pacifique dans sa ténacité, celle des huguenots du XVIII^e avec leurs assemblées du désert, leurs pasteurs et prédicateurs ardents »⁴.

Libération de Privas

« Depuis huit jours et neuf nuits consécutifs, les troupes de la Résistance harcèlent l'ennemi installé dans Privas [...]. Le samedi 12 août, le cercle de feu qu'ils ont installé sur les collines qui entourent la ville se resserre [...]. Les derniers Boches se fraient un passage au prix de lourdes pertes »⁵.

Ce récit épique est du journal FTP *L'Assaut*, daté du 21 août 1944. Très charitable, Reynier se contente dans son *Histoire* d'un commentaire laconique

1. *HdP*, 111, p. 405.

2. *HdP*, 111, p. 405.

3. *Ibidem*, p. 406.

4. *Ibidem*, 45, n° 2.

5. Récit reproduit dans *HdP*, III, p. 407.

« *Ce bluff n'est pas de l'histoire. Il ne s'explique en partie que par la joie devant la fuite de l'occupant allemand* »¹.

Il me raconta cette journée. Les occupants étaient partis au petit matin. Il travaillait aux Archives quand il entendit dans l'entrée la voix d'une femme terrorisée. C'était l'épouse d'un avocat privadois aux idées pétainistes, mais qui n'avait pas fait le moindre mal pendant ces années et avait même été à la pointe des protestations dans son milieu contre son assignation à domicile. Elle était épouvantée par son arrestation brutale, le fait qu'on l'avait traité de « *collabo* » et de « *fasciste* ». A qui penser, sinon au Juste, même si l'on est de droite ?

Il s'inquiéta : allait-on recommencer à arrêter les gens pour leurs idées ? Il courut à la préfecture et fonça droit dans le bureau du préfet où il fut reçu par un homme affable qu'il engueula copieusement. Le préfet semblait ému et lui demanda de bien vouloir lui serrer la main. « *Libérez-le plutôt* » répliqua-t-il. En fait ce n'était pas le bon préfet, mais celui de Vichy qu'on hébergeait encore. Le préfet « *du maquis* », Jacques de Sugny, dit Loyola — « *mauvais présage* » grommela Reynier — fut compréhensif et l'affaire en resta là, l'avocat ayant été libéré après un bref séjour à... Chabanet.

Le passage du flambeau

Il appartenait cependant à Reynier, en passant le flambeau, de tenter un bilan de l'action de son groupe, ce qu'il fit dans une adresse à la première réunion en vue de la reconstitution du syndicat à La Voulte le 18 octobre 1944. Texte fascinant dans lequel le rapport guerre/révolution resurgit sous un aspect nouveau, balayant les phrases d'avant 40 sur l'apocalypse et celles de 1943 sur le désespoir, et remettant la révolution à l'ordre du jour : une autocritique si radicale qu'on n'est pas certain qu'elle ait été entendue par ceux à qui elle s'adressait.

Il parle des disparus, Elise Avcnas, Clément Dayre et quelques autres : la guerre n'a pas creusé les vides redoutés et annoncés. Il insiste évidemment sur la mort de Gilbert Serret :

« Le dernier départ est le plus amer. Car si l'on peut exprimer un regret plus vif pour le départ anticipé d'Elise, la génération de Dayre, la mienne, il est normal qu'elle s'en aille, ayant fait son temps et rempli sa tâche. Mais un Gilbert Serret

1. *Ibidem*.

disparu à 40 ans et de qui — dès le jour même de sa mort — maints d'entre nous ont dit "Il était de ceux dont on aurait bien eu besoin, le jour venu"... Le jour est venu, bien plus tôt que nous n'osions l'espérer, de constituer une "2e République" honnête, propre, solide, renouvelée, une République sociale et morale qui hausse les esprits et les cœurs. Cette Révolution ardemment souhaitée de nous tous, elle a éclaté et Gilbert Serret n'est plus là pour collaborer à cette tâche surhumaine et dont nous voyons si cruellement les difficultés [...].

Saluons avec joie une "résurrection", celle des Ecoles normales. Je l'avoue, je ne supposais pas depuis octobre 1940 que mes yeux verraient leur rétablissement. Je n'aurais jamais osé espérer que la dictature — cléricale et hitlérienne à la fois — pourrait, je ne dis même pas s'effondrer, mais se décomposer en quelques jours aussi lamentablement. L'une des premières mesures de la grande Réaction nationale a été annulée par l'une des premières mesures de l'actuelle Révolution : c'est d'un excellent augure pour celle-ci. Espérons que cette réouverture marque l'avènement de la laïcité réelle (sans sectarisme, mais ferme), de la liberté intellectuelle, de l'encouragement au personnel enseignant au point de vue matériel et moral [...].

Il y a beaucoup à faire et vous avez du pain sur la planche ; nous n'avions de 1907 à 1939 pas mal travaillé, nous méritons l'estime de ceux qui nous remplaceront : maintenant, recommencez, et faites bien mieux que nous »¹.

Après la Libération

Au lendemain de la libération de Privas, l'unanimité se fit pour qu'il soit de la commission de criblage chargée de l'épuration des « *collabos* ». Cette responsabilité n'allait pas seulement au persécuté de Vichy mais au Juste de la LDH. Louise Abrial écrit qu'il en fut « *très touché* »². Il eut de durs conflits contre les ambitions, les rancunes, les jalousies, mais tint bon, manifestant une fois encore sa rigueur intellectuelle et morale.

Puis il retourna à ses travaux, ses livres d'histoire — son *Histoire de Privas* commencée en 1910 — et de géographie régionale. Il lisait nombre de journaux qu'il hachurait au crayon bleu ou rouge, découpant des articles pour de nombreux dossiers faits d'une feuille cartonnée pliée.

1. Archives privées. Le texte publié dans *Emancipation* a été modifié. Elie Reynier a écrit Révolution.

2. L. Abrial, *BFV*, p. 18.

Il s'intéressa aux procès sur la question des camps soviétiques et y trouva confirmation de son opinion du stalinisme. Il suivait de près les questions coloniales et, au temps de la guerre d'Indochine, me fit voir ses dossiers sur les années 30, la mutinerie de Yen-Bay, les soulèvements paysans et la répression. J'appris ainsi que le supplice de la baignoire avait été mis au point par des policiers français à Saïgon-Cholon et que les mêmes avaient utilisé l'introduction de fourmis rouges dans le sexe pour arracher aux femmes des « *aveux* ». Il me prêta des articles de Daniel Guérin et le *Voyage au Congo* d'André Gide.

J'avais noué des relations avec les travailleurs vietnamiens hébergés dans la caserne du Champ de Mars : ils m'invitaient à leurs stages politiques dans les montagnes, me faisaient visiter leurs prisons ouvertes, discutaient de tout interminablement, me faisaient transposer en français leurs chants de combat. Reynier émit le désir de les rencontrer. Nous n'eûmes pas le temps. Un ministre qui était, je crois, socialiste, les fit enlever de nuit et rapatria les « *meneurs* » au bagne¹. Après leur arrivée – à Poulo-Condor, m'a-t-on assuré – nous n'avons plus jamais entendu parler de Nguyen Van Danh ni de Vo Van Dat.

L'arrestation de l'assassin d'une famille de paysans lui redonna l'espoir d'éclairer la mort de Gilbert Serret : l'homme avait été maquisard près de Balazuc. Il envisagea même de reprendre le harnais de la LDH mais comprit vite que l'enquête était close pour de bon.

Son vieux sang rouge de révolutionnaire...

On me permettra un autre souvenir personnel. Peu après son accession au secrétariat général de la SFIO, Guy Mollet parla à Privas, hôtel du Cheval blanc, à un meeting de son parti où les vieux militants s'étaient massés pour l'entendre. Je lui avais vaillamment porté la contradiction sur la politique de « *troisième force* », assurant qu'elle tournait le dos à la réalisation du socialisme en France.

Le public m'avait acclamé parce que j'étais du pays, que je ne parlais pas trop mal et surtout parce que j'étais jeune. Guy Mollet le comprit et, au lieu de

1. Les responsables de ce groupe s'appelaient Nguyen Van Danh et Vo Van Dat.

me répondre, m'ensevelit sous les compliments, me qualifiant d'espoir du socialisme et me donnant rendez-vous à la SFIO.

C'est alors qu'Elie Reynier monta à la tribune. Il dit seulement qu'il avait dépassé les 70 ans, que pourtant, voyez-vous, Monsieur Guy Mollet, il était d'accord avec ce jeune camarade par la bouche de qui avait parlé « *toute une génération de militants* ». Il lança fièrement « *Mon vieux sang rouge de révolutionnaire n'a pas encore jauni* ». J'ai oublié la suite, sauf qu'il se dirigea vers moi, me donna une accolade qui avait tout d'un *abrazo* espagnol et que je ressentis comme une sorte d'adoubement.

Son dernier combat

Quelques années plus tard, alors qu'il atteignait ses 78 ans, Elie Reynier eut l'occasion de donner une dernière leçon de militantisme et de courage. Dans le cours de la grève générale d'août 1953, Georges Cros, un postier privadois de 28 ans, secrétaire des agents et secrétaire-adjoint de la Fédération postale, fut arrêté et condamné sur-le-champ à douze jours de prison puis révoqué, pour avoir refusé d'obéir à un ordre de réquisition.

Pendant quelques jours, il semble que son organisation syndicale se contenta de lancer des appels à des pétitions et délégations au préfet. On imagine l'inquiétude et l'indignation d'Elie Reynier pour qui cette répression exigeait une riposte unitaire. Il fallait une riposte de tous les syndicats et le vieil homme s'y employa de toutes ses forces. Les pétitions, dont le mouvement fut organisé et largement repris, affluèrent vers la préfecture. Un jugement fut fixé au 18 août à 15 heures. Il était prévu à la suite un meeting à l'Hôtel de Ville, à 18 h 15, organisé par les trois unions départementales, CGT, CGT-FO et CFTC.

Après les trois représentants des UD et les porte-parole des groupes de grévistes, l'honneur revenait à Elie Reynier de clore ce meeting. Larmes aux yeux, il dit sa joie, « *avec déjà un pied dans la tombe* », d'assister à la résurrection de l'unité ouvrière. *Les Allobroges*, porte-parole du PC dans la région, écrivirent :

« M. Reynier, vieux militant syndicaliste, lutteur infatigable pour la cause de la justice et de la liberté, dans une très émouvante intervention, appela les travailleurs de toutes tendances à persévérer dans cette voie pour, dans l'union, gagner la bataille des revendications ».

En sortant du meeting, il passa dire un petit bonjour à ma mère, lui raconta l'histoire et lui dit : « *J'espère que le petit sera content de moi* ». Il le fut. Il l'est encore.

Quelques jours après, alors que la naissance d'un nouveau petit-enfant dans la famille avait exigé une brève absence de Mme Reynier, il fut frappé des premières atteintes du mal qui l'emporta le 1er septembre 1953.

Les Allobroges du 2 septembre écrivirent :

« Elie Reynier avait 78 ans. Mais son esprit était resté si vif, sa clairvoyance si efficace, et son dévouement pour les justes causes de la liberté si complet, que c'est un jeune, un très jeune camarade, que nous avons l'impression de pleurer ».

Le même quotidien rappela le 4

« ce que lui doivent tous ceux que leur courage transforma en victimes de l'imbécile répression, et qui trouvèrent en lui, ancien interné politique, l'appui d'une chaude amitié et le secours d'une volonté toujours prête à se battre, chaque fois qu'une injustice était commise ».

Comme il l'avait souhaité, France Dérouret-Serret, veuve de son « *fil* *intellectuel et militant* » le plus cher, prononça le discours sur sa tombe le 3 septembre.

ÉLIE REYNIER DANS NOTRE HISTOIRE

Bien que ce travail ait été écrit pour une revue régionale, son contenu, sa portée, dépassent de beaucoup l'horizon et la mémoire de notre Ardèche. Avec Reynier, comme sa génération à lui avec Zola, mais sur une course plus longue et plus complète d'expérience de l'humanité, nous vivons un moment de la conscience humaine.

Il est très rare qu'un lutteur de classe, comme on disait au début de ce siècle, parvienne de son vivant et sans trahir les siens, à gagner l'estime et même l'amitié de ses adversaires. Il l'est moins qu'un homme calomnié et vilipendé se trouve, un demi-siècle plus tard, célébré par ceux-là même qui s'affirment successeurs de ses insulteurs. C'est son cas.

Pour comprendre cette avance sur la victoire de sa cause, qui ne peut assurément être que totale et à terme unanimement reconnue, il faut abandonner les abstractions et se placer sur le terrain de l'action et de l'histoire, du rapport de l'individu avec le collectif.

Reynier fut exceptionnel par sa droiture et son amour de la vérité. Lorsqu'en 1914 il se laissa entraîner dans le flot de la « *guerre du Droit* », il ne dit pas un mot contre ses camarades restés sur les positions de la résistance et, quand il les rejoignit, fut célébré comme un de ceux qui « *étaient restés inébranlablement fidèles* ».

Admirateur enthousiaste de la Révolution russe, il est de même resté fidèle au peuple soviétique tout au long de l'éprouvante dégénérescence que le pouvoir soviétique a connu dans son isolement. Il n'a jamais confondu forme et contenu, Staline et la révolution, ni jeté l'enfant avec l'eau sale de la baignoire.

On imagine son indignation devant le *Livre noir du communisme*, l'addition de victimes des deux camps pour grossir la note-en-cadavres des « *communistes* », les staliniens allègrement confondus avec leurs victimes et l'affirmation, au terme de ce XXe siècle, celui de deux guerres mondiales, de l'hitlérisme, du fascisme, de Franco, de Pinochet, voire de Staline, que c'est « *le communisme* » qui est « *criminogène* ».

Quelle leçon il donne aux compagnons de route du stalinisme qui se sont nourris dans ses mangeoires pour mieux combattre le communisme ! Au moralisme suffisant des Victor Basch et Jean Guéhenno, il répond en toute simplicité qu'on doit la vérité aux travailleurs et que la leur cacher ne peut qu'obscurcir leur conscience et préparer leur défaite.

Il a fallu plus d'un demi-siècle, depuis que Reynier a démontré de magistrale façon la perversion du dreyfusisme par le prétendu pragmatisme stalinienn, pour que des hommes qui ont menti et se sont menti pendant des décennies soulèvent un peu le bandeau sur leurs yeux et se résignent à admettre au moins un trognon de vérité.

Comment leur faire comprendre qu'une partie du confort intellectuel dont ils pensent jouir en toute propriété, ils le doivent non seulement au silence des victimes abattues dans les caves de la Loubianka, mais aussi au cri des Reynier, à tous ceux qui ont dit non à leurs rêves ensanglantés et oui à la vérité, fût-elle atroce ?

L'appel à la fraternité humaine dans la boue des tranchées, l'affirmation du primat de la vérité dans la boue des procès, c'est ce qu'ont réalisé la poignée d'hommes dont Elie Reynier était des plus nobles. Nous pouvons être fiers de lui. Suivre sa trace, c'est se battre pour la vérité, « *refuser le mensonge triomphant qui passe* », comme a dit Jean Jaurès, défendre ses idées jusqu'au bout, préserver son indépendance d'esprit et le droit imprescriptible de dire non. Pour soi, pour tous.

Sources

Archives :

Archives nationales, Paris, F7 1309 1.

Archives départementales de l'Ardèche, séries M 5, M 48, 1 MP 170 à 176, 1 MP 188, 1 MP 197, 1 MP 198.

Archives départementales de la Loire, 13 M 5.

Archives privées.

Ecrits d'Elie Reynier autres qu'articles :

Carnet du Concentré (Manuscrit, archives privées).

Histoire de Privas, tome III, Aubenas, 1951 - HdP III.

L'Organisation syndicale en Ardèche, Paris, 1913 - OSA.

Revue et périodiques contenant des articles politiques ou syndicaux d'Elie Reynier :

L'Ancien Combattant, *Bulletin fédéral de la LD (BF LDH)*, *Cahiers de la LDH*, *l'Ecole Emancipée (EE)*, *L'Emancipation (Em.)*, *Le Réveil ardéchois*, *La Vie Ouvrière (VO)*.

Ouvrages et études :

Abrial... Vialle, *Une belle figure vivaroise : Elie Reynier*, Aubenas, 1967 - BFV.

- Louis Bouët, *Les Militants du Syndicalisme Universitaire, Ceux de la Relève*, Avignon, n.d. [1972] - LMSU CDLR.
- Eric Darrieux, *Une génération d'instituteurs ardéchois dans la crise des années trente*, mémoire de maîtrise, dact., Université d'Aix-en-Provence - IA (cet excellent travail inédit est pratiquement inaccessible, même sous sa forme de mémoire dactylographié, comme s'il contenait des secrets d'Etat. Dernière heure. Ayant reçu le prix Maurice Boule, il va être édité).
- Gérard Roche, « Défense et Contre-enquête en France », n° spécial « Les Procès de Moscou dans le Monde », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, juillet 1979, pp. 61-109 - DCEF PDM.
- Alfred Rosmer, *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre*, tome 1, Paris 1936 - HMO I.
- Le Syndicalisme dans l'enseignement, Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1936*, Grenoble 2ème éd. 1968, présentation et notes de Pierre Broué, tome IV, Gilbert Serret - H FUE.

Bruno Guigue

Lénine et le totalitarisme

S'il est loin d'être innocent, le procès en totalitarisme fréquemment intenté à Lénine mérite néanmoins quelques éclaircissements. Pourquoi les bolcheviks à peine arrivés au pouvoir, en 1917, ont-ils créé un appareil répressif symbolisé par la fameuse Tcheka ? Pourquoi ont-ils procédé à la dissolution de l'Assemblée constituante ? Comment ont-ils été entraînés sur la pente d'une désastreuse guerre civile ? Par quel processus ce sanglant affrontement a-t-il créé les conditions d'une dégénérescence de la révolution qui culmina, connue on le sait, dans l'avènement de la terreur stalinienne ? Formuler ces questions, tenter d'y répondre en scrutant le repli du présent sur le passé, en soulignant ce qui échappe à la volonté des acteurs, une telle entreprise ne relève pas de la pure investigation historique. Elle requiert également, en s'affranchissant de toute illusion rétrospective, de résister à la tentation d'un jugement sans nuances, et d'identifier, dans le communisme, les ruptures successives qui forment la trame de son histoire.

Considérons, d'emblée, l'événement crucial que fut la dissolution de l'Assemblée constituante, dont Rosa Luxemburg dira qu'elle marque un « point de non-retour » dans la suppression de toute démocratie en Russie soviétique. Les bolcheviks y étaient en minorité : 168 sièges pour dix millions de voix (23,9 % des suffrages), soit un score honorable pour un parti dont les responsables, six mois auparavant, étaient en prison ou dans la clandestinité. Le

groupe de loin le plus important, toutefois, demeure celui des socialistes-révolutionnaires, plébiscités par le vote paysan, qui disposent de 380 sièges. A première vue, l'explication de l'événement semble s'imposer d'elle-même : minoritaires au sein d'une assemblée librement élue, les bolcheviks ont préféré la disperser plutôt que de laisser le pouvoir leur échapper au profit de leurs adversaires¹. Une telle interprétation, néanmoins, donne lieu à un faisceau d'interrogations. Si les bolcheviks avaient une si piètre idée de la démocratie représentative, s'ils déniaient toute légitimité à l'opération du suffrage, pourquoi avoir organisé ces élections ? Pourquoi avoir pris le risque de voir leurs adversaires, battus en octobre, resurgir de l'ombre dans laquelle l'insurrection victorieuse les avait relégués ? En outre, force est d'admettre que les bolcheviks furent les seuls à honorer la promesse des vainqueurs de Février. Indéfiniment reportée par les coalitions successives depuis la chute du tsarisme, la convocation de la Constituante n'advint qu'en janvier 1918, c'est-à-dire au lendemain de la victoire bolchevique. Mais cela, objectera-t-on, ne nous éclaire pas encore sur les motifs qui ont poussé les bolcheviks à la dissoudre aussitôt après l'avoir convoquée : que Lénine ait dû concéder l'organisation d'un scrutin démocratique n'ôte rien à la brutalité avec laquelle il a prononcé l'annulation de son résultat. L'examen des circonstances de l'événement, toutefois, permet d'en dévoiler le sens. Car il n'est pas indifférent que la dispersion de l'Assemblée ait été l'œuvre d'un détachement ouvrier dirigé par un matelot anarchiste, ni qu'elle survint à la suite des proclamations provocatrices de la majorité parlementaire. En déclarant que l'Assemblée est le dépositaire légal de la terre russe, en contestant la légitimité du pouvoir soviétique, en s'obstinant à réclamer la démission de Lénine et Trotsky, cette majorité avouait qu'elle était en retrait sur le IIème congrès des soviets. C'est au prix d'une funeste illusion que l'Assemblée se prévalut d'une majorité circonstancielle pour dénier rétrospectivement toute légitimité aux conquêtes d'Octobre. La terre ? Elle est déjà aux mains des paysans et le décret bolchevique a donné à cette occupation spontanée une consécration légale. Le pouvoir ? Il a été arraché par les soviets au gouvernement provisoire et ils n'entendent pas le lâcher au profit d'une

1. Au demeurant, le résultat du scrutin fut largement faussé par la présence simultanée, sur les mêmes listes, composées avant octobre, des SR de gauche alliés aux bolcheviks et des SR de droite opposés à l'insurrection d'Octobre.

assemblée de revenants. La démission exigée avec obstination de Lénine et Trotsky ? Une telle intransigeance de la part de l'opposition rendait impossible le moindre compromis et excluait la perspective d'une coalition, pourtant proposée par Kaménev au lendemain d'Octobre.

Ainsi, en s'attribuant une légitimité que ses proclamations contribuaient simultanément à dissoudre, la Constituante n'a pas seulement manifesté son impuissance politique. Elle s'exposait délibérément à un conflit avec les masses révolutionnaires dont l'issue ne laissait aucun doute. L'ironie du sort a voulu qu'elle fût dispersée par sa propre « garde prolétarienne », mais d'autres se fussent volontiers chargés d'une telle besogne. Il suffisait que son attitude éveillât le soupçon d'un recul dans le processus révolutionnaire pour susciter la colère du peuple. En somme, la dissolution de l'Assemblée constituante réédite le « coup de force » d'Octobre : aux prises avec une légitimité acquise par le suffrages les bolcheviks en opposent une autre, laquelle résulte aussi d'une opération électorale mais jouit du double privilège de son antériorité et de sa nature de classe : la légitimité soviétique. Accomplie par un détachement prolétarien, la dispersion de l'Assemblée est décidée par l'exécutif des soviets, organe délibérant de l'Etat depuis octobre 1917. Et c'est en vertu de la légitimité acquise au II^{ème} congrès qu'est prise cette décision, dans laquelle bolcheviks et SR de gauche mêlent une fois encore leurs suffrages.

A restituer l'histoire de l'Assemblée constituante, à décrire les circonstances de sa dissolution, on mesure l'ampleur du travestissement opéré par l'historiographie dominante. La dispersion d'une assemblée librement élue fait aujourd'hui figure d'événement fondateur du totalitarisme ; et sa dénonciation fournit la trame d'un discours sur la volonté de domination inhérente au bolchevisme. Qu'une telle interprétation ne va pas de soi, c'est ce que montre l'histoire des relations entre le parti bolchevique et ses rivaux socialistes au lendemain de la révolution. Car à la notable exception des SR de gauche, ces formations politiques opposent une fin de non-recevoir aux propositions d'alliance formulées par les bolcheviks dès la première réunion de la Constituante. Alliés de Lénine durant l'insurrection, représentés au gouvernement après Octobre, les SR de gauche, en revanche, font partie de la majorité soviétique. Exclue par la direction de leur parti, ils ont constitué une formation indépendante, qui bénéficie d'une forte représentation jusqu'au V^{ème}

congrès des soviets. Depuis l'insurrection d'Octobre jusqu'au début de la guerre civile, leur presse paraît avec une liberté dont elle fait largement usage. Instaurée par la révolution, la démocratie soviétique fait ainsi place à l'expression du pluralisme, tolère la liberté de la presse et admet en son sein un débat politique dont témoignent les âpres discussions entre révolutionnaires.

La guerre civile liquide la démocratie

Or, cette démocratie prolétarienne instaurée par les bolcheviks, le sort en fut dramatiquement scellé par la guerre civile. La concentration du pouvoir entre les mains du parti constitua son résultat politique le plus tangible. Avec la guerre civile, on vit l'insurrection des SR de gauche et la répression gouvernementale, en août 1918, liquider les derniers vestiges du pluripartisme. On vit les interventions étrangères et la révolte des généraux blancs mettre la Russie soviétique au bord de l'effondrement, l'exercice des libertés civiles, alors, impitoyablement subordonné aux nécessités de la lutte ; la peine de mort abolie en octobre rétablie et la Tcheka frapper sans pitié les ennemis de la Révolution ; le parti, véritable ossature du régime, exercer le pouvoir effectif par le truchement des soviets ; le régime contraint de recourir à d'anciens officiers tsaristes pour venir à bout de l'agression intérieure et extérieure ; l'Armée rouge victorieuse de ses adversaires, enfin, après trente mois d'un affrontement au terme duquel les communistes héritent d'un pays dévasté.

La responsabilité des mesures d'exception que réclamait la dureté des temps, Lénine l'a pleinement assumée : la répression exercée par la Tcheka, comme les restrictions apportées à la liberté de la presse. Mais encore faut-il observer que la terreur rouge ne fit que répliquer à la terreur blanche, infiniment plus meurtrière ; que les camps d'internement ouverts durant le conflit furent fermés dès 1922, bien loin de préfigurer le goulag. Et il est significatif que la courbe de la répression ait accompagné, tout à la fois, la courbe de l'ingérence étrangère et celle du terrorisme antibolchevique ; qu'organisée au lendemain d'Octobre, la Tcheka n'ait commencé à frapper qu'en mars 1918, au moment de l'offensive allemande ; que la répression ait pris son essor à partir de juillet, lorsque les SR insurgés assassinent Volodarsky à Moscou et les Alliés débarquent dans le Nord ; qu'elle ait battu son plein avec la série d'attentats qui

frappent les dirigeants bolcheviques (Ouritsky tué, Lénine grièvement blessé le 30 août 1918).

C'est dans ce contexte que Lénine, s'adressant aux ouvriers américains, formule un plaidoyer pour la violence révolutionnaire qui laisse deviner une sombre résignation à la cruauté de l'époque :

« Nos fautes ne nous font pas peur. Les hommes ne sont pas devenus des saints du fait que la révolution a commencé. Les classes laborieuses opprimées, abêties, maintenues de force dans l'étau de la misère, de l'ignorance, de la barbarie, pendant des siècles, ne peuvent accomplir la révolution sans commettre d'erreurs. On ne peut enfermer dans un cercueil le cadavre de la société bourgeoise et l'enterrer. Le capitalisme abattu pourrit, se décompose parmi nous, infestant l'air de ses miasmes, empoisonnant notre vie : ce qui est ancien, pourri, mort s'accroche par des milliers de fils et de liens à tout ce qui est nouveau, frais, vivant. »¹

Reste qu'au soir de sa vie, à l'instant où déclinent ses forces irréversiblement, Lénine considère l'œuvre à laquelle il a lié son destin avec un profond sentiment d'amertume. Car le spectacle d'une Russie désolée, d'un peuple en proie à la famine au sortir de sept ans de guerre, est loin d'inspirer l'enthousiasme grâce auquel se bâtissent des lendemains qui chantent. La guerre civile russe ? Trois années d'affrontement meurtrier qui, s'ajoutant au désastre de la guerre impérialiste, plongent la Russie dans un abîme de désolation. Plusieurs millions de morts : tués au combat, victimes de la terreur ou de l'effroyable famine qui sévit jusqu'en 1921 ; une industrie démantelée, dont l'indice de production est ramené à celui de l'époque de Pierre le Grand, au XVII^{ème} siècle ; des campagnes où les paysans vivent en autarcie, à l'écart d'une économie marchande dont la disparition condamne les villes à la disette. Au cœur de ce naufrage où paraît sombrer le pays tout entier, un seul vaisseau émerge encore : l'appareil du parti. Comme suspendue dans le vide, la dictature bolchevique s'exerce en apesanteur ; elle déploie ses effets à distance d'une société dont les forces vives ne lui manifestent qu'indifférence ou hostilité. Principale bénéficiaire de la révolution d'Octobre, la paysannerie assouvit sa faim de terre. Rassérénée par la « nouvelle politique économique », la petite bourgeoisie profite de la liberté retrouvée du commerce. Anéantie par la guerre

1. Cité par Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, Minuit, 1965, pp. 124-125.

civile ou absorbée par l'appareil d'Etat, la classe ouvrière a quasiment disparu du paysage. Une dictature du prolétariat sans prolétariat ; un socialisme qui se résume à la gestion de la pénurie, une révolution internationale qui se dérobe de jour en jour : telle est la situation de la Russie à l'issue de la guerre civile.

Capitalisme d'Etat ?

Quelle était, dans un tel contexte, la signification de la révolution bolchevique ? Sur quelle structure économique bâtir un véritable Etat prolétarien ? Comment empêcher la dégénérescence du pouvoir et préserver l'intégrité morale du Parti ? Comment conjurer le péril bureaucratique, enfin, dans un pays aussi arriéré que la Russie ? Autant d'interrogations que Lénine affronte résolument dans les dernières années de sa vie. Autant d'incertitudes auxquelles il fait face avec une lucidité qui lui donne la force, en dépit du mal qui le ronge, d'essayer d'infléchir le cours des choses. Bien contradictoires, cependant, paraissent les réponses qu'il tente de leur apporter. La NEP ? Dictée par la nécessité, sans aucun doute, de rétablir les circuits économiques anéantis par la guerre civile, de restaurer les conditions de la production agricole et d'inciter les paysans à vendre l'excédent nécessaire à l'approvisionnement des villes. Il n'en reste pas moins qu'elle fait peser sur la révolution en cours la menace d'une restauration du capitalisme. Et si la NEP consiste à injecter à l'Etat prolétarien une dose de marché, cette injection pourrait à la longue se révéler mortelle. Mais que dire, a fortiori, de ce « capitalisme d'Etat » aux vertus duquel Lénine tente de convertir ses camarades en ces années d'incertitude ? Assurément, un tel mot d'ordre traduit l'attrait exercé par une étatisation de l'économie dont l'Allemagne combattante a fourni le modèle durant la Grande Guerre. Cette nouvelle formule, en outre, Lénine l'invente pour désigner la période traversée par la Russie d'un terme qui dissipe toute illusion sur son caractère socialiste. Comment nommer, en effet, un Etat qui se dit prolétarien, repose sur la dictature d'un parti au sein duquel la classe ouvrière est minoritaire, nationalise les banques, les transports et la grande industrie, mais confie au secteur privé l'agriculture, le commerce et l'artisanat ?

La formule selon laquelle « l'Etat prolétarien doit faire bloc avec le capitalisme d'Etat contre l'anarchie petite-bourgeoise », à son tour, n'est-elle pas contradictoire avec l'impératif de l'alliance entre les ouvriers et les paysans ?

L'arriération de la Russie la prédestine-t-elle à cette forme inédite de capitalisme dans laquelle l'Etat prend la direction de l'économie pour lui imposer l'acquisition de techniques étrangères et la soumettre aux exigences de la planification ? Ou, mieux encore, l'adoption du capitalisme d'Etat d'inspiration germanique suggère-t-elle qu'un compromis avec l'Occident bourgeois reste possible sur le terrain de la coopération économique ? Ainsi, le plus remarquable est que Lénine ait été sensible, dès 1921, aux avantages de l'industrialisation planifiée (futur ingrédient, en d'autres circonstances, des plans quinquennaux staliniens) tout en proclamant les vertus d'une libéralisation de l'économie indispensable au rétablissement des échanges ; qu'il ait répugné, en dépit de l'idéologie officielle, à qualifier de socialiste le régime issu de la guerre civile, qu'il ait considéré la NEP comme une trêve exigée par l'instinct de survie mais loin de donner ses traits définitifs à la société soviétique ; qu'il ait hésité, en somme, à inscrire l'expérience en cours au répertoire traditionnel de la théorie révolutionnaire.

Un prolétariat entre guillemets

Car du début de l'année 1921 à mars 1923 — date à laquelle, à nouveau frappé par la maladie, il cesse toute activité politique jusqu'à la fin de ses jours — Lénine est aux prises avec une situation d'autant plus dramatique qu'elle contrecarre la visée fondamentale du bolchevisme. En voyant s'évanouir l'espoir d'une révolution européenne, l'isolement de la Russie inflige un cuisant démenti aux perspectives internationales ouvertes par l'insurrection d'Octobre. Du coup, cet échec renvoie les bolcheviks au douloureux présent russe. En leur ôtant le soutien tant espéré du prolétariat mondial, il les prive tout à la fois d'un avenir et d'un ailleurs. Le parti bolchevique n'est plus l'étincelle d'une hypothétique révolution internationale, mais l'héritier infortuné d'un peuple en proie à la famine. Qu'en est-il du parti, au juste, après trente mois de guerre civile ? Indéniablement, sa physionomie a été bouleversée, ses liens avec le prolétariat distendus, son fonctionnement perverti. Si Lénine place tous ses espoirs, en ces années tragiques, dans la régénération du parti, c'est bien parce qu'il a conscience, tout à la fois, des dangers qui le minent de l'intérieur et de son exceptionnelle capacité d'initiative. Celle-ci, toutefois, n'est-elle pas illusoire au lendemain de la guerre civile ? Et ne prit-elle pas ensuite une forme, avec le

stalinisme, dont Lénine eût condamné les excès? « *La bourgeoisie*, dit-il, *comprend bien qu'en réalité "les forces de la classe ouvrière" ¹ consistent à présent dans la puissante avant-garde de cette classe, le parti communiste russe.* » Etrange aveu, en vérité, où l'on prête à ses adversaires le don de nommer les choses comme elles sont... Et l'idée que le parti constitue « la plus solide racine de la dictature », avancée par Lénine un peu plus tard, n'est-elle pas tout aussi absurde en regard du projet d'émancipation révolutionnaire ?

Un prolétariat entre guillemets auquel se substitue peu à peu l'appareil du parti, telle est donc la situation politique créée par la guerre civile. Car celle-ci n'a pas seulement anéanti la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments ont été tués au combat ou absorbés par l'appareil administratif. Elle n'a pas seulement désorganisé la production industrielle et dispersé les travailleurs dans les campagnes. La guerre civile a profondément affecté la physionomie du parti et altéré son mode de fonctionnement. « *L'immense majorité des membres du parti ne sont pas encore assez éduqués politiquement pour qu'on ait une direction effectivement prolétarienne en un moment aussi difficile* », constate Lénine avec amertume. Plus grave encore : l'état d'urgence imposé au pays, la tension extrême liée à la défense de la révolution, la menace permanente que font peser l'intervention étrangère et les offensives blanches, ont exigé une mobilisation constante et une discipline totale. Il fallut procéder à des mutations, organiser des transferts de personnel d'un front à l'autre, bref diriger le parti comme une armée en s'affranchissant des règles démocratiques. Comme le relève Moshé Lewin : « *Aucun procédé démocratique n'aurait permis ces solutions, seuls des procédés autoritaires : ordres, nominations, déplacements d'office les rendaient possibles. Ces méthodes nullement prévues par la théorie ou par les statuts, mais pratiquées pendant trois ans, sont devenues une réalité de la vie du parti.* »

Le péril bureaucratique

L'empreinte de la guerre civile, on le voit, réside d'abord dans cette militarisation du pouvoir qu'encourage au même moment la disparition des organes de la démocratie prolétarienne. Car, de l'aveu de Lénine, « *les soviets*

1. Cité par Moshé Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Minuit, 1978. Les guillemets sont de Lénine.

qui étaient par nature des organes de gouvernement par les travailleurs, sont devenus des organes de gouvernement pour les travailleurs par la couche la plus avancée du prolétariat, mais non par les masses laborieuses. » Et à l'instar des comités d'usine, création spontanée de la classe ouvrière, le contrôle ouvrier lui aussi, proclamé par la révolution d'Octobre, se voit absorbé par l'administration centralisée des syndicats. En somme, la concentration du pouvoir au profit de l'appareil reproduit au sein du parti, à la faveur du « communisme de guerre », le processus de militarisation induit par la défense révolutionnaire. Mais comment expliquer, dès lors, que la dérive autoritaire inaugurée par la guerre civile n'ait point cessé avec la fin des combats ? Outre la force des habitudes et la résistance de l'appareil, ne faut-il y voir, également, l'effet d'une substitution du parti au prolétariat dont Lénine a fourni la justification à maintes reprises ? L'interdiction des fractions au sein du parti, votée par le Xème congrès au moment de la répression de Kronstadt, n'est-ce point l'œuvre de Lénine, soutenu en la circonstance par celui qui se fera plus tard le chantre de la démocratie soviétique, Trotsky ? Sans aucun doute, l'attitude politique des dirigeants bolcheviques restera déterminée jusqu'au bout par une croyance aveugle en la régénération du parti, véritable planche de salut, à leurs yeux, d'une révolution à la dérive. Et Lénine lui-même ne s'en départira jamais, même quand ses inquiétudes, au soir de sa vie, prendront une dimension tragique devant l'inéluctabilité d'un destin qui lui échappe.

Reste qu'en dépit de ses illusions, il offre l'image d'un dirigeant révolutionnaire qui lutte désespérément contre la dégénérescence de l'Etat auquel il a donné naissance. « *Qu'est-ce qui manque donc ?* s'exclame-t-il en 1922. *C'est fort clair, ce qui manque aux dirigeants communistes, c'est la culture. Prenons le cas de Moscou: quatre mille sept cents communistes responsables et une énorme masse de bureaucrates. Qui mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent, je crois qu'on peut dire qu'ils sont menés.* » La menace qui plane sur la révolution, Lénine l'identifie, de façon significative, à un ennemi intérieur dont la puissance néfaste s'accroît avec l'ascension de l'appareil : le « bureaucratisme ». Mais, victime d'une illusion d'optique, il en attribue l'origine au poids du passé. Dans cette masse de bureaucrates qui parasitent l'Etat des soviets, il voit autant de *tchinovniki*, de ces fonctionnaires tsaristes qui ont rallié le régime après avoir espéré se soustraire à

son autorité. Et il demeure longtemps aveugle à l'extrême nouveauté d'un phénomène dont Trotsky donnera une explication beaucoup plus convaincante :

« La démobilisation d'une Armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie soviétique un rôle considérable. Les gradés victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. »¹

Ainsi le parti offre-t-il un terrain privilégié à l'expansion de la bureaucratie, indépendamment du poids social des fonctionnaires tsaristes. Et s'il prête son concours à la formation de cette nouvelle couche sociale, c'est précisément parce qu'il détient le monopole du pouvoir. Ce n'est pas une des moindres contradictions de Lénine, dès lors, que cette volonté de renforcer coûte que coûte la cohésion du parti à l'instant où celui-ci, en étendant son emprise sur la société, conforte la position de la bureaucratie. Et il faut admettre que l'interdiction des fractions contribuera, en organisant l'auto-épuration du parti, à liquider les vestiges de la démocratie.

Le dernier combat de Lénine

Et pourtant, comment ne pas voir, en même temps, l'acharnement déployé jusqu'à la fin par un Lénine que ronge la maladie ? Son énergie déclinante, il l'emploie à traquer le bureaucratisme rampant qui gangrène l'Etat des soviets, à fulminer contre la résurgence du « chauvinisme grand-russien », à tenter de réduire l'influence de celui qui réunit en sa personne les tares' du régime bureaucratique, Staline. Moshé Lewin a restitué, dans *Le dernier combat de Lénine*, l'histoire de cet ultime effort, de cette lutte désespérée contre la dégénérescence de la révolution. Il nous montre un Lénine que sa déchéance physique place dans la dépendance du bureau politique et de son secrétaire général. Un Lénine qui n'hésite pas, alors, à faire « bloc » avec Trotsky pour défendre obstinément les acquis de la révolution. Un Lénine qui récuse obstinément le projet de « constitution de l'Union soviétique » élaboré par Staline, décidément trop favorable au centralisme « grand-russien ». Un Lénine que révulse la violence avec laquelle Ordjonikidzé, l'émissaire spécial de Staline en Transcaucasie, traite les communistes géorgiens. Un Lénine qui incite ses

1. Léon Trotsy, *La révolution trahie*, Minuit, 1965, p. 63.

camarades à redoubler de vigilance contre le bureaucratisme, et les met en garde contre la tentation d'une désastreuse fuite en avant. Dans son ultime message au parti, il dresse un réquisitoire implacable contre les tares du régime. Ironisant sur la « culture prolétarienne », Lénine y déclare à l'emporte-pièce « *qu'il suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures prébourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique et féodale* ». Il incrimine la profonde arriération du pays et jette le soupçon sur un régime qui se dit « socialiste », alors qu'il n'atteint même pas le niveau de la culture bourgeoise. Il fustige « l'esprit de routine le plus moisi » qui paralyse le pouvoir des soviets et génère une « monstrueuse indécision devant les moindres changements ». Il déplore qu'une bureaucratie de la pire espèce exerce son influence non seulement sur « les administrations soviétiques », mais aussi sur « les organisations du Parti ». Il avoue enfin, dans un suprême élan de lucidité : « *Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques.* »¹

Bien énigmatique, cependant, demeure cette dernière formule les « prémisses » d'un régime socialiste peuvent donc exister avant l'édification d'une structure économique adéquate ? Ces « prémisses » sont politiques, supposons-nous, en ce qu'elles tiennent à la dévolution du pouvoir, dont on présume alors qu'il est exercé par les soviets. Mais n'a-t-on pas vu précédemment qu'il reposait en réalité entre les mains du parti, c'est-à-dire de son appareil ? A repérer de telles contradictions, l'on mesure en tout cas la complexité du dernier message que Lénine a délivré à l'opinion russe et internationale. Car pour irrésistibles qu'ils paraissent, les progrès de la bureaucratisation ne dissipent pas pour autant, chez lui, l'espoir d'un sursaut prolétarien. Pas plus que l'échec de la révolution européenne ne bouleverse, à ses yeux, les données d'un rapport de force qui excède en définitive le théâtre occidental. Tout dépendra, en dernier ressort, de l'ampleur du répit qui sera accordé à la Russie des soviets. « *Saurons-nous tenir, s'interroge-t-il, avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?* » Et que faire en attendant ? Adopter

1. *La Pravda*, 9 mars 1923.

cette règle, répond Lénine : *« Mieux vaut moins, mais mieux. Mieux vaut dans deux ans ou trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de fournir un bon matériel humain. »*

Lénine fondateur du totalitarisme ? Où a-t-on vu, en vérité, un dictateur « totalitaire » qui écrit à l'occasion de son dernier article : *« Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts. »* Ou encore : *« Voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette vaine agitation nous donnait une apparence de travail ; en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux. Il faut enfin que cela change. »* On en conviendra, voilà qui est assez éloigné des odes au Chef suprême, des louanges au Guide génial et autres homélies staliniennes ! S'il est vrai que le totalitarisme est inséparable d'une subversion des règles du langage, alors celui de Lénine se dérobe sans mal à cette définition. Mais il y a plus. La critique léniniste de la bureaucratie, on l'a vu, s'arc-boute à une dénonciation de l'héritage tsariste qui lui impute toutes les formes d'inertie qui paralysent l'Etat des soviets. A considérer le poids du passé, en effet, la déification du Maître absolu accomplie par le stalinisme n'est pas sans évoquer le spectre d'Ivan le Terrible, ni sans éveiller le souvenir d'une autocratie érigeant le souverain au dessus de ses sujets. D'autant qu'avec Staline, rien ne manque au tableau du despotisme classique : ni le suicide ou l'assassinat de l'épouse, ni la suppression de Kirov, le dangereux rival aimé du peuple, ni l'élimination de Iagoda, l'encombrant exécuter des basses œuvres. La nouveauté réside plutôt dans le décor : le vacarme des hauts-fourneaux, les hymnes à l'industrialisation, le labeur des forçats de Sibérie, les odes au Guide suprême et au coryphée de la Science... La guerre civile, assurément, a provoqué ce repli du présent sur le passé grâce auquel le pouvoir le plus archaïque vint s'épanouir à l'ombre d'une idéologie qui se voulait l'incarnation de la modernité.

Le mort saisit le vif

Qu'on ne mesure pas suffisamment cette pesanteur de la tradition autocratique russe, voilà ce qui nous est suggéré par la lecture des derniers écrits de Lénine. Celui-ci a-t-il conscience de la nature exacte du péril, pour autant, lorsqu'il ajoute à son « testament » une dernière pièce dans laquelle il juge Staline « trop brutal » et suggère de le déposer au profit d'un homme « plus patient, plus loyal et plus attentionné envers les camarades » ? On en douterait volontiers. Mais il est troublant que Lénine ait adjoint ce post-scriptum à l'issue du violent conflit qui l'opposait à Staline sur la question géorgienne. A-t-il vu se profiler la silhouette d'un despote oriental derrière les méthodes coercitives du secrétaire général et le comportement de satrape de son émissaire ? Et simultanément, quand il les accuse d'avoir agi à l'égal de « ce chauvin grand-russien, essentiellement malfaisant et agressif qu'est le bureaucrate russe typique », ne reconnaît-il pas que l'élite du parti porte une écrasante responsabilité dans la résurgence de l'impérialisme ? Au reste, les deux propositions sont loin d'être inconciliables : les survivances du passé ont pris forme dans les hommes du présent, voilà la vérité. Et derrière la figure en apparence renouvelée de l'Autocrate, le mort saisit toujours le vif. Au crépuscule de son existence, Lénine n'a donc pas seulement scruté les démons du passé qui resurgirent à la faveur d'une nouvelle formation historique. Observant la renaissance de l'arrogance grand-russienne, il voit bien que l'Etat des soviets ne s'est pas contenté de recueillir l'héritage historique des Tsars. Une telle interprétation, au demeurant, il en fixe les limites en précisant que la bureaucratie s'est épanouie « dans les administrations du parti et les institutions soviétiques ». Ce qu'il suggère de la sorte, c'est que le fléau n'a pas seulement pour origine le substrat social hérité du passé, mais aussi une couche nouvelle dont la révolution a favorisé l'essor. Dans l'appareil d'Etat qui se confond désormais avec celui du parti, il discerne un foyer nouveau à partir duquel s'épanouit une représentation inédite du pouvoir. Et, contre ce qui lui apparaît comme le germe d'une dégénérescence, il quête désespérément un antidote.

C'est pourquoi il découvre les vertus de la coopération paysanne, tant décriée avant Octobre comme la manifestation d'un esprit petit-bourgeois : n'est-elle pas, en effet, la seule solution alternative à une collectivisation forcée dont il

présentent l'exorbitant coût humain ? C'est pourquoi, dans le même esprit, il tente de prémunir le parti contre les tentations d'une périlleuse fuite en avant. « Mieux vaut moins, mais mieux. » Assurément, le dernier message de Lénine vaut pour le futur. Il préfigure les termes d'un débat qui hantera le régime soviétique. Il prononce une condamnation anticipée et sans appel de la démesure stalinienne. Or cette démesure sans précédent, voit-on seulement à quel point elle bat en brèche les visées de Lénine ? Pour démontrer que ce dernier a fait le lit du totalitarisme, encore faut-il s'affranchir de la réalité historique en accréditant le dogmatisme stalinien. Comparons plutôt les deux langages. Staline déclare en 1934 : « Le dépérissement de l'Etat » se produira par « un renforcement maximum du pouvoir de l'Etat. » Lénine, lui, écrit en 1917 : « *Plus démocratique est l'Etat constitué par les ouvriers armés et qui "n'est plus un Etat au sens propre", et plus vite commence à s'éteindre tout l'Etat* ». Peut-on concevoir opposition plus radicale ? Un Etat, d'un côté, dont l'affirmation de puissance atteint son zénith dans la fiction de son dépérissement et un Etat, de l'autre, appelé à dépérir en se dissolvant dans la démocratie prolétarienne.

Langage révolutionnaire, langage totalitaire

Difficile, dès lors, de voir dans le langage de Lénine la préfiguration du discours totalitaire. Un exemple significatif ? Lorsqu'il veut justifier la NEP, à l'occasion de son ultime intervention devant l'Internationale communiste, celui qui est encore le chef de la Russie soviétique commence par dépeindre crûment la crise de 1921. « *Les insurrections paysannes, dit-il, composaient le tableau général de la Russie... Les masses sentaient ce que nous ne pouvions pas formuler consciemment, mais que nous reconnûmes après un court espace de quelques semaines, à savoir que le passage direct à une forme économique purement socialiste, à la distribution purement socialiste des richesses était au-dessus de nos forces.* » Or les crédits dont la Russie soviétique a besoin, l'étranger les lui refuse. Il faut donc battre en retraite, et Lénine n'hésite pas à le dire ouvertement : il faut fonder des sociétés mixtes où une fraction du capital appartiendra aux capitalistes privés de l'étranger. Pourquoi ce compromis ? Pourquoi cet écart avec la théorie ? Parce que, répond-il, « *nous apprenons ainsi à faire le commerce et nous en avons bien besoin... Il n'y a pas de doute que nous avons commis une quantité énorme de sottises et que nous en commettrons*

encore. Personne ne saurait en juger mieux que moi. Si nos adversaires nous arrêtent pour nous dire : Lénine lui-même reconnaît que les bolcheviks ont commis une quantité énorme de sottises, je leur répondrai : oui, mais nos sottises sont d'une tout autre nature que les vôtres... Il faut, quant à nous, que nous apprenions à lire, à écrire, à comprendre ce que nous avons lu. »

« On a rarement vu, commente Maurice Merleau-Ponty, un chef de gouvernement avouer avec cette franchise des soulèvements de masses, donner raison à ces soulèvements, fonder là-dessus une nouvelle politique, indiquer lui-même les risques d'échec, reconnaître ses erreurs, se mettre à l'école des masses, à l'école de l'étranger, à l'école des faits. On le voit, Lénine n'a pas peur de fournir des armes à la réaction. Il n'ignore pas l'usage qu'on peut faire de ses paroles. Il pense cependant que ce franc langage rapporte plus qu'il ne coûte, car il associe au gouvernement les gouvernés et, en lui donnant l'appui des masses dans le monde entier, il lui concilie ce qui pour un marxiste est le facteur principal de l'histoire. »¹

On chercherait en vain, dès lors, quelque connivence entre des politiques aussi irréconciliables. Le langage de Lénine est révolutionnaire, le langage de Staline, totalitaire. L'un dit les choses comme elles sont, même si elles heurtent le sens commun. L'autre nomme les choses par leur contraire, moyen éprouvé de s'assurer sa soumission. Mais cette subversion des codes du langage est inséparable d'un monstrueux renversement de la perspective révolutionnaire : là où Lénine préconise l'instauration d'un Etat qui commence à dépérir dès qu'il commence d'exister, Staline forge un Etat qui n'existe que par le mythe de son dépérissement, masque grotesque de son expansion indéfinie.

L'invention du culte

Lénine eut-il le pressentiment de son destin posthume au pays du socialisme ? On en douterait volontiers, tant le culte de la personnalité lui était étranger. Unanimement reconnue, son abnégation l'a prémuni contre la tentation d'ériger sa personne au-dessus des masses auxquelles il vouait son existence. Lénine était possédé par la révolution, et non l'inverse. Et loin de servir sa volonté de puissance, la révolution incarnait à ses yeux la puissance de la volonté. Est-ce à dire qu'il réussit, pour autant, à juguler la formidable emprise

1. Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur, essai sur le problème communiste*, Gallimard, 1947.

d'un passé qui resurgit à la faveur de la réaction stalinienne ? Rien n'est moins sûr. S'il est transformé, dès le lendemain de sa disparition, en objet d'un nouveau culte païen, c'est contre son propre enseignement, à rebours de cette humilité révolutionnaire qu'il n'a cessé d'incarner, et malgré les protestations indignées de sa veuve. Aussi, ce meneur d'hommes peu enclin à l'introspection ne pensait sûrement pas à lui-même lorsqu'il écrivit, en exergue de *L'Etat et la Révolution*, des lignes auxquelles la liturgie totalitaire instaurée après sa mort confère, toutefois, un caractère prémonitoire :

« Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions... Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de consoler les classes opprimées et les mystifier, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit. »¹

Evouant les mésaventures d'un « marxisme » défigurés par les renégats de la IIème Internationale, l'analyse n'en contribue pas moins, on le voit, à éclairer le devenir du « léninisme ». Car il est vrai que l'enterrement de la révolution, sous l'impulsion des épigones, a coïncidé avec l'instauration du culte du Chef. En voulant perpétuer le souvenir du fondateur, sa momification justifiait à l'avance la divinisation du successeur. Et comme une poupée russe, l'adoration de Staline vivant s'est emboîtée dans la vénération de Lénine *post mortem*. Orchestrée par les grands prêtres du marxisme-léninisme, cette renaissance de la religion d'Etat marque le coup d'envoi de la réaction totalitaire. Elle signale l'absolutisme d'une dictature qui cumule la maîtrise de la société et la connaissance de ses fins dernières. Si elle relie les vivants et les morts, c'est pour inscrire la domination à laquelle elle prétend dans une éternité imaginaire. En figeant l'image du fondateur, l'orthodoxie prête alors au dictateur infailible qui lui succède une mystérieuse omnipotence : celle d'un sphinx qui tire sa quiétude marmoréenne de la puissance tutélaire du mausolée. L'instauration du culte est donc indissociable de la division entre dominants et dominés dont le stalinisme représente une forme inédite. Et elle vise, à des fins de domination absolue, la production réglée d'un imaginaire collectif. C'est pourquoi le nouveau culte repose sur des rites, dont la répétition inlassable assure la

1. Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Denoël-Gonthier, 1976, p. 7.

diffusion des signes destinés à engendrer l'obéissance et organise une discipline qui fait jouer, en faveur de l'ordre, les associations de la mémoire. C'est pourquoi il se montre si prodigue en cérémonies, dont la solennité parfaitement réglée plie les corps aux gestes de la soumission et les esprits aux préceptes de l'orthodoxie. Processions rituelles devant le mausolée, statues à la gloire du fondateur et rites expiatoires pour les opposants sont autant de signes qui témoignent d'un détournement tyrannique du sens par une nouvelle cléricale.

Requiem pour un testament

Aussi n'est-il guère surprenant que la liturgie stalinienne, à l'instant où elle inaugure le culte léniniste, procède à une amputation significative des textes sacrés. Opération de basse politique, l'occultation du testament de Lénine est l'indispensable supercherie, la mystification originelle qui fonde la nouvelle religion totalitaire. *« Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est à dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux. »* Publié sans délai, un tel jugement eût immanquablement modifié le cours de l'histoire. En dissipant le mythe de la filiation bolchevique entre Lénine et son successeur, la diffusion de ce texte au sein du parti eût ruiné les fondements de la dictature stalinienne. Car la vertu de cette ultime parole, c'est qu'elle inscrit le stalinisme au registre des ambitions humaines tout en soulignant son incompatibilité avec l'éthique révolutionnaire. Et c'est son caractère prémonitoire qui lui donne au aujourd'hui son incomparable valeur, alors même que son occultation, en son temps, l'a empêché d'influer sur le cours des événements.

Mais en neutralisant l'effet du testament, son occultation a surtout privé la révolution d'une interrogation poignante sur sa signification et son devenir. Elle a jeté le voile sur cette tragédie intérieure qui rongea le fondateur du bolchevisme jusque dans ses derniers moments. Ce que le bureau politique s'emploie à faire disparaître, c'est le terrible exemple d'une douloureuse lucidité, cette « blessure la plus rapprochée du soleil » qu'évoquait René Char. En embaumant Lénine,

les épigones se débarrassent de l'encombrant souvenir de cette souffrance tout en accreditant la fiction d'un ultime consensus. Ils ne suppriment pas seulement la possibilité d'une contestation qui eût été susceptible de s'alimenter à sa source. Ce qu'ils relèguent dans l'oubli, c'est Lénine vivant, acharné à lutter contre la déchéance de la révolution, au profit d'un Lénine mort, dont le cadavre embaumé est le vestige d'une révolution défaite.

Assortie d'un culte qui plonge ses racines dans l'inconscient religieux, l'élimination du testament préside ainsi à l'usurpation de l'héritage révolutionnaire. Elle permet d'instaurer une continuité mythique là où l'histoire témoigne d'une rupture. Mensonge officiel par omission, elle brouille opportunément les cartes du jeu successoral et facilite la liquidation des concurrents. Pour usurper un héritage, rien ne vaut l'élimination des ayant-droit ; *a fortiori* s'ils y consentent, mi-victimes, mi-complices, d'une usurpation qui finira par leur coûter la vie : c'est le Politburo unanime qui a décidé de garder le testament au secret, ces mêmes hommes que Staline enverra devant le peloton d'exécution. Lénine momifié, Trotsky exilé, la « vieille garde bolchevique » exécutée : le stalinisme a fait place nette. Grand consolateur d'un prolétariat exsangue, il lui a offert en dévotion l'étrange momie d'un nouveau culte pharaonique. Et la mystification a pu s'y déployer à la faveur d'une canonisation du fondateur qui marque, à sa façon, le repli du présent bolchevique sur le passé tsariste. « *La tradition des peuples du passé, disait Karl Marx, pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants.* »

Gary Tennant

Julio Antonio Mella et les origines de la crise dans le PC de Cuba

La question de savoir si oui ou non Julio Antonio Mella, probablement le plus éminent communiste de la région des Caraïbes à la fin des années 30, était devenu trotskyste au moins dans sa pensée, dans les mois qui ont précédé son assassinat à Mexico en janvier 1929, a été posée tant par **Robert Alexander** que par **Alejandro Gálvez Cancino**¹. Le récit d'Alexander conclut que, bien que Mella ait nourri quelque sympathie pour les positions de Trotsky susceptibles d'expliquer son assassinat, il est sans doute excessif d'imaginer que Mella fut réellement gagné à la cause du trotskysme.

Cependant Gálvez Cancino fait de lui l'une des personnes les plus significatives dans la formation au Mexique : qui fut sa base en exil à partir de 1926, d'un noyau trotskyste. Il assure que Mella était considéré par les trotskystes mexicains comme le pionnier du courant à l'intérieur du Partido Comunista de México (PCM) qui se poursuivit dans la formation, de l'Opposition de gauche mexicaine à la fin de 1929 et au début de 1930.

Tout en reconnaissant que Mella n'appartint à aucun groupe d'Opposition de gauche, Gálvez Cancino donne des détails sur divers épisodes qui suggèrent

1. R. Alexander, *Trotskyism in Latin America*, Stanford 1973. A. Gálvez Cancino, « Julio Antonio Mella : Un Marxista revolucionario » ; *Criticas de la Economia Política*, México, 30, 1986, pp. 101-151.

que, sur le plan personnel, Mella avait de la sympathie pour le hors-la-loi Trotsky. D'après les recherches de Gálvez Cancino, parmi les références de Mella à Trotsky, la dédicace qu'il écrivit dans un exemplaire de *La Plateforme de l'Opposition de gauche*¹ qu'il donna au futur membre de l'Opposition de gauche mexicaine Alberto Martínez : « Pour Alberto Martínez, pour réarmer le communisme, Julio Antonio Mella »².

D'autres études ont également souligné le trotskysme latent de Mella. **Olivia Gall**, par exemple, a montré que Mella était au centre du cercle qui, après sa mort, donna naissance à l'Opposition de gauche³. **Bernard Claraval**, militant dans le milieu communiste mexicain⁴, était convaincu que l'engagement de Mella avec ceux qui allaient continuer en formant l'Opposition de gauche mexicaine avait une grande importance pour le développement futur du trotskysme au Mexique. Faisant référence aux désaccords de Mella avec le Parti communiste mexicain, Claraval écrivit dans les années 40 : « *La première pousse de l'Opposition au Mexique fut Mella... La seconde Blackwell* »⁵. Les trotskystes cubains eux-mêmes assuraient que Mella avait incarné l'essence du trotskysme, à savoir l'opposition à la collaboration de classe, dans ses discussions avec le communisme officiel à Cuba et plus tard dans toute l'Amérique Latine⁶, et qu'après sa visite à Moscou en 1927, il quitta la Russie en s'identifiant à l'Opposition de gauche internationale⁷.

Bien que les travaux cubains postérieurs à 1959 aient totalement exclu l'idée que les « désaccords » entre Mella et la direction du PCC n'étaient pas

1. *La Plateforme de l'Opposition* était le principal document de l'Opposition unifiée en 1927 ; la direction stalinienne en avait interdit la diffusion.

2. Gálvez, *op. cit.* p. 153.

3. *Trotsky la Vida Política en el período de Cárdenas 1937-1940*, México 1991, pp. 46-50.

4. **Bernardo Claraval** appartenait au cercle dirigeant des JC, entre 1929 et 1933.

5. B. Claraval, *Cuando fui Comunista*, México, 1945, p. 150. **Russell Blackwell** dit **Rosalio Negrete** dans les pays hispaniques (1904-1969), membre du PC des EU, fut envoyé au Mexique à la fin des années 20, travailla dans les organisations de jeunes.

6 « Mella y el Marxismo Revolucionario » ; *Voz proletaria* (La Havane), mars 1961, p. 3.

7. Editoriales : « Julio Antonio Mella », *Revolución proletaria* (La Havane) ; 31 janvier 1945, p. 4.

plus que des questions de style ¹ et qu'ils n'ont jamais été un défi à la théorie et à la pratique de cette dernière, les rivaux politiques de Mella dans le mouvement communiste international ont bel et bien accolé l'étiquette de « trotskysme » à Mella sur plusieurs points. Le présent article étudie les hypothèses opposées et estime que toutes les accusations de trotskysme contre Mella masquaient en fait le contenu réel de son opposition. En d'autres termes l'étiquette « trotskysme » a été utilisée pour l'attaquer et le discréditer à un moment où le tournant brutal vers la Troisième Période était en gestation, et où l'homogénéité politique était d'une importance croissante.

Je crois que Mella, loin d'avoir adhéré à une stratégie de Révolution permanente, était attaché à une perspective plus proche du syndicalisme cubain et ses traditions national-révolutionnaires que la Comintern avait été capable de se concilier pendant la Deuxième Période. Ainsi, tandis que Mella insistait sur l'importance de l'organisation ouvrière indépendante dans le domaine économique, il n'insistait pas pour un cours politiquement indépendant d'action de la classe ouvrière. A sa place, il préconisait la lutte pour une révolution démocratique multi-classiste dans les mouvements impérialistes, qui tendait à ramener la révolution à un problème technique, une affaire militaire.

Etudiant audacieux et évoluant très vite vers la gauche à l'Université de La Havane au début des années 20, Mella fut secrétaire de la Federación Estudiantil universitaria, qui condamna en 1923 « toutes les formes d'impérialisme, particulièrement l'intervention de l'impérialisme yankee dans les affaires cubaines »² et rendit publique son opposition à la propriété privée des moyens de production. Avec d'autres étudiants et assistants, il créa une école ouvrière, l'Université Populaire José Martí et, sous l'influence des idées marxistes, fut largement responsable du rapprochement qui se produisit entre les mouvements étudiants et ouvriers. Ayant rejoint un petit cercle communiste, l'Agrupación Comunista de La Havane en 1924, Mella considéra de plus en plus que le

1. Soto, *op. cit.* p. 128. Parmi les « histoires » cubaines ne mentionnant pas les désaccords avec Mella, Dumpierre, *Mella; Biografía*, La Havane, 1977 ; F. Pérez Cruz, *Mella y la Revolución de Octubre*, laH. 1980.

2. Aguilar L. E., *Cuba 1933 ; Prologue of a Revolution*, Ithaca, 1972, pp. 73-74.

mouvement de réforme universitaire transcendait les murs académiques, et l'appela « une autre bataille de la lutte de classe »¹.

En juillet 1925, alors qu'il était en train d'organiser les organisations multi-classistes auxiliaires des communistes, la Liga Anticlerical et la Liga Anti imperialista de las Américas², Mella esquissa ses idées sur la nature de la lutte révolutionnaire et la nature socialiste de la révolution. Faisant la distinction entre les idéaux démocratique et socialiste et dépassant le cadre démocratique de **Martí**, Mella dit :

« Les révolutionnaires des Amériques qui aspirent à abattre les tyrannies dans leurs pays respectifs [...] ne peuvent vivre avec les principes de 1789. Malgré l'arriération mentale de certains, l'humanité a progressé et, en faisant les révolutions en ce siècle, on peut compter sur un facteur nouveau : les idées du socialisme en général, avec telle ou telle nuance, prennent racine partout sur le globe »³.

Sa pensée de chercheur et son indépendance se manifestèrent au congrès de fondation du PCC. Il interrogea **Enrique Florès Magón**, l'émissaire du PCM envoyé en 1925 par le Parti mexicain pour rassembler les divers groupuscules communistes au sein du PCM sur la base de cellules du parti et du centralisme démocratique⁴. Influencé par les traditions anarcho-syndicalistes du mouvement ouvrier cubain et des mouvements révolutionnaires, Mella exprima aussi son opposition résolue à toute participation à des élections à Cuba. Il semble bien que ce soit au prix d'un gros effort que Magón ait réussi à faire accepter certaines de ces idées par la Comintern.

Les convictions passionnées de Mella l'ont aussi conduit à se lancer dans des actes individuels d'héroïsme et de résistance tout à fait extraordinaires. L'un d'eux, qui s'avéra un grand tournant, fut la grève de la faim qu'il entreprit après avoir été arrêté et emprisonné le 27 novembre 1925 sous l'accusation, forgée de

1. Cité dans Suchliki, *University Students and Revolution in Cuba*, Florida 1969, p. 21.

2. Les partis nationalistes bourgeois faisaient partie de la Ligue pan-américaine anti-impérialiste. Trotsky considérait la politique des Ligues comme une manifestation de la ligne pro-Guomindang.

3. Cf « Imperialismo, Tirania, Soviet », *Venezuela Libre*, 1er juillet 1925, dans J. A. Mella *Escritos Revolucionarios* ; México, 1978 ; pp. 75-77.

4. Serviat, *40 Aniversario de la Fundacion del Partido Comunista*, La H. 1963, p. 112-114.

toutes pièces, d'avoir placé une bombe au théâtre Payret à La Havane. Elle commença le 6 décembre, provoqua la formation d'un Comité pour la Libération de Mella, qui organisa des manifestations à travers Cuba et dans des centres d'exil comme New York et Paris. Devant la pression qui montait, les accusations qui pesaient sur lui furent abandonnées et sa libération décidée.

Mais le PCC s'était opposé à la grève de la faim et Mella dût affronter sa critique. Alors que les sources écrites cubaines d'après 1959 ne vont pas au-delà de l'indication suivant laquelle « le parti ne vit pas d'un bon œil la grève de la faim et pressa Mella de l'arrêter »¹, les historiens qui ont eu accès aux archives de la Comintern à Moscou admettent que Mella fut « mis à l'écart du parti » dans la première quinzaine de janvier en résultat de son action.

Le tribunal du PCC qui s'occupa de l'affaire accusa Mella d'indiscipline et d'opportunisme tactique et la direction du parti parvint à la longue à convaincre le PCM et le Comité exécutif que Mella avait réellement abandonné les principes de base du parti cubain. Cependant, après l'intervention de l'Exécutif de la Comintern et du PC mexicain, tous deux vigoureusement opposés à la décision du PCC, Mella fut finalement « réintégré » dans le parti cubain en mai 1927. Selon **Lazar et Victor Kheifets**, la Comintern considéra l'exclusion *de facto* de Mella comme un acte stupide qui contribua à isoler le PCC des masses petites-bourgeoises qui suivaient la Ligue anti-impérialiste².

Dans une situation où Mella a été effectivement exclu du PC, il a choisi de partir pour l'exil quand il a une fois de plus été convoqué devant la justice le 18 janvier 1926. Voyageant vers l'Amérique centrale, il a été expulsé du Honduras et du Guatemala avant de s'arrêter au Mexique où il a tout de suite rejoint le PCM et est également devenu membre du Comité exécutif de la section mexicaine du large bloc de la Liga anti-imperialista de las Américas. La date de son arrivée au Mexique coïncide avec une période de crise interne dans le PCM.

1. B. Castillo « Como vieron a Mella. Fragmentos de Entrevistas », *Pensamiento Critico* ; La H., 39, avril 1970, p ; 40. Soto, *op. cit.*, 145-146.

2. L & V. Jeifets, « Quién Diablos es Andréi ? », *Memoria*, México, 12, mars 99, p. 23. ; M. S. Kheifets, « Komintern i Kompartija Kuby : Pervye Gody », *Mejdnarodnoie Levie Dvijenie 1918-1945*, 1995, pp. 25-28. L.S. Kheiferts, « Delo Jhulio Antonio Mel'i i Komintern », *Problemy Otchestvennoi i Zarubejnoi Istorii*, St-P. 1997, 21-26 ; C. M. Rubiera, « La Huelga de Hambre de Julio Antonio Mella », *Bohemia*, 18 janvier 1953, 20-4, 845-7 ; E. Ravines, *The Yanan Way*, Westport, 22.

Des conflits droite / gauche surgirent d'abord sur la nature du gouvernement mexicain et le soutien que le Parti communiste devait donner à des candidats à la présidence¹. C'est dans ce contexte que s'est développé le désaccord entre Mella et le PCM comme le PCC.

Au Mexique, la critique par Mella de la politique communiste a été centrée sur la question syndicale. La centrale syndicale réformiste, la Confederación Regional Obrera Mexicana (CROM) était au bord du désastre à la lumière des appels pour des syndicats autonomes des partisans du candidat à la présidence, **Alvaro Obregón**². Mella disait que le PCM devrait mettre à profit la crise pour constituer une centrale syndicale unique de tous les syndicats autonomes, libérés de l'influence de la bourgeoisie nationale et des *caudillos* mexicains. Pour Mella, l'indépendance de la classe ouvrière avait une importance énorme. La majorité du CC du PCM condamna cependant toute action qui pourrait accélérer la chute de la CROM, affirmant que la tâche des communistes était d'unifier la centrale syndicale existante et de la gagner sur les réformistes³.

La position de Mella l'amena à être considéré comme le porte-parole d'**Andrés Nin** et d'**Alexandre Lozovsky**⁴, respectivement la gauche et le

1. La résolution du 4e congrès du PCM en mai 1926 « retournait » les résolutions du 3e congrès sur tous les points importants. Le gouvernement mexicain de Plutarco Elias Calles, comme celui de Tchiang Kai-chek, étaient définis comme chefs d'une révolution nationale.

2. **Alvaro Obregón** (1880-1928) premier président du Mexique élu après la fin des combats de la révolution, en 1920. Il inaugura un processus de réforme agraire limitée et déclencha une campagne anti-cléricale. Réélu, le président Calles fut assassiné par un étudiant de droite.

3. Quand le PCM adopta la ligne tactique de la Deuxième Période, il adoucit sa ligne à l'égard de la CROM. Le PCM chercha à travailler avec elle afin d'y construire des fractions communistes.

4. **Andreu (Andrés) Nin** (1892-1937), instituteur, membre des JS, puis de la CNT avait été quelque temps après-guerre secrétaire de la CNT. Il rejoignit le Parti communiste poussé à l'adhésion de la CNT à l'Internationale. Membre de la direction de la Profintern et de l'exécutif du Soviet de Moscou, il participa à l'Opposition de gauche, fut expulsé d'URSS au début des années 30 et dirigea l'Opposition en Espagne jusqu'en 1935 où son ralliement au POUM entraîna la rupture avec Trotsky. Ministre pendant la guerre civile, victime d'une entreprise criminelle de Staline, il fut enlevé, torturé et assassiné d'abord, puis accusé d'être un traître. On possède aujourd'hui la vérité sur son assassinat. **Aleksandr Lozovsky** (1878-1952), responsable syndical, exclu du Parti bolchevique en janvier 18 (réadmis en 1918) joua un rôle important dans la Profintern et les relations avec les comités anglo-russes. Survivant

centre politique, au VI^e congrès de la Profintern tenu à Moscou en mars-avril 1926¹. L'origine de ces accusations est apparemment dans les rencontres de Mella avec Nin, qui était au Comité exécutif de la Profintern quand Mella assista aux réunions des communistes latino-américains à Moscou dès la mi-1927, à la suite du Congrès mondial de Bruxelles contre l'Oppression colonialiste et l'Impérialisme. C'était le premier contact d'un Cubain avec le trotskysme et, selon **Gálvez Cancino**², Nin et Mella passèrent au programme de l'Opposition de gauche russe et de ce qu'on appela « le trotskysme », contre la direction droitière-centriste de l'axe Boukharine-Staline.

A ces réunions de Moscou, Mella manifesta aussi combien sa pensée indépendante entrait en conflit avec les exigences d'une direction de plus en plus rigide du mouvement communiste quant à la conclusion de la lutte à l'intérieur du PC russe. **Victorio Codovilla**³ fit circuler un document exigeant l'exclusion de Nin de la Profintern et du Parti russe sous le prétexte qu'il était membre de l'Opposition de gauche et demanda aux délégués de signer ce document. Selon **Gálvez Cancino**⁴, Mella, ainsi que deux Péruviens liés au Parti socialiste Péruvien dirigé par **José Carlos Mariateguá**, refusèrent de le signer ou évitèrent de le faire⁵. Codovilla refusa alors de maintenir la proposition selon laquelle

des Grandes Purges, il a trouvé la mort lors de la campagne antisémite de Staline après-guerre.

1. A. Gálvez Cancino, « Le Mouvement Ouvrier Mexicain, les Communistes et Julio Antonio Mella », *Cahiers Léon Trotsky*, 59, août 1997, p. 44.

2. Gálvez Cancino, « Julio Antonio Mella : Un Marxista revolucionario », *op. cit.* 118. Malheureusement il n'apporte aucune preuve pour soutenir son affirmation. Il faut creuser la question car il date la rencontre de Nin et Mella du 4^e congrès de la Profintern, qui s'est tenu en avril 1928, alors que Mella avait déjà quitté la Russie (Nous nous permettons d'indiquer ici qu'il est possible que l'erreur porte sur le lieu de la rencontre elle-même et non sur sa date ; auquel cas, il n'y aurait pas de démenti valable, Rédaction *CLT*).

3. **Victorio Codovilla** (1900-1950), avec son camarade italien Vittorio Vidali, fut l'un des agents les plus brutaux pendant la guerre civile.

4. Gálvez Cancino, *ibid.*, p. 118.

5. **José Carlos Mariateguá** (1894-1930) rompit en 1928 avec l'APRA pour fonder le Partido Socialista de Peru sur l'affirmation de Victor Raul Haya de la Torre qu'une sorte de développement capitaliste autonome était possible en Amérique Latine, particulièrement au Pérou. Cependant, bien qu'il ait appelé l'APRA le Guomindang Latino-Américain, il ne rompit jamais totalement avec la Deuxième Période tactique de la Comintern d'un parti reposant sur un bloc large de classes opprimées dans le cas péruvien, cela signifiait que le PS était le parti des ouvriers et

Mella serait celui des délégués qui resterait à Moscou pour travailler au centre de la Profintern sur les questions syndicales Latino-Américaines.

Selon **Eudocio Ravines**¹ Codovilla attaqua la candidature de Mella et se querella violemment avec ses défenseurs. Par des manœuvres souterraines bureaucratiques, il s'assura de la défaite de la candidature de Mella². Mella retourna au Mexique après un séjour non autorisé à New York où, selon un rapport, il se plaignit de l'ingérence excessive de Moscou dans les affaires intérieures des partis³.

Pendant que Mella avait démontré combien sa volonté d'indépendance se heurtait aux méthodes d'organisation imposées par la « bolchevisation », ses écrits et son activité à son retour au Mexique étaient plutôt en contradiction avec ce comportement. C'est-à-dire, bien que son pamphlet le plus connu, écrit pendant les mois qui ont suivi son départ de Moscou, incarnait une stratégie de Révolution permanente, son activité ultérieure indiqua à quel point il avait une conception avant tout « Deuxième Période » de la lutte pour le socialisme : son pamphlet « *Qu'est-ce que l'APRA ?* » mis en circulation en avril 1928, fut peut-être sa contribution la plus importante à la lutte pour le socialisme.

En tant que critique de l'anti-impérialisme professé par **Victor Raúl Haya de la Torre** et son mouvement, l'APRA⁴, coïncidant largement avec l'analyse

des paysans. Il est significatif qu'il ait réservé un rôle spécial, presque mystique à la paysannerie au Pérou sur la base des traditions indigènes de la propriété collective.

1. Ravines, *op. cit.*, p. 57. **Eudocio Ravines** (1897-1969) a d'abord été arliste avant d'être un agent de la Comintern dans ses rangs à partir de la fin des années 20. En 1930, il devint secrétaire général du Parti Socialiste Péruvien fondé par Mariategui et, après la mort de ce dernier, dirigea la campagne contre l'interprétation donnée par Mariategui du marxisme. Il fut envoyé au Chili pour organiser le Front populaire chilien au milieu des années 30, puis en Espagne pendant la Guerre civile et fut finalement exclu du Parti chilien à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale après que le pacte Hitler-Staline ait affaibli sa foi dans le communisme. Il est mort à l'extrême-droite anti-socialiste.

2. Ravines, *op. cit.*, p. 58.

3. J. Garcia Montes & A. Alonso Avila, *Historia del Partido Comunista de Cuba*, Miami 1970, 8. Ce volume écrit par des émigrés cubains, très violent de langage et anti-communiste, contient de riches détails et des informations de bonne source et est l'unique histoire officielle du PC Cubain à avoir été publié jusqu'à présent à Cuba ou à l'étranger.

4. **Raúl Haya de la Torre** (1875-1919) était le fondateur et dirigeant de l'Alianza Popular Revolucionaria Americana (APRA). Il assurait que la jeune classe ouvrière en Amérique Latine était trop faible et sa paysannerie trop primitive pour

de Trotsky, il affirma pour la première fois que le prolétariat pourrait collaborer avec les organisations représentatives de la **bourgeoisie** dans la lutte nationale pour l'indépendance, c'était, en dernière analyse, la classe ouvrière qui était l'unique garantie d'une libération nationale authentique.

Dans *Qu'est-ce que l'APRA ?*, Mella prétendait que l'interprétation apriste du front uni anti-impérialiste était ambiguë, et faisait des concessions politiques à la petite bourgeoisie¹. Nulle part, soulignait-il, l'APRA ne reconnaît que le principe fondamental de la lutte sociale est l'hégémonie de la classe ouvrière². Sur le rôle des classes en lutte, il écrivait :

« Les trahisons de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie ont une seule et unique cause que les ouvriers comprennent tous aujourd'hui. Elles ne luttent pas contre l'impérialisme étranger pour abolir la propriété privée mais au contraire défendent leur propriété contre le vol que les impérialistes tentent de mener à bien. Dans leur lutte contre l'impérialisme étranger — les bourgeoisies — les voleurs nationaux sont unis contre le prolétariat, la bonne vieille chair à canon. Mais ils finissent par comprendre qu'il vaut mieux s'allier avec l'impérialisme qui, en fin de compte, défend les mêmes intérêts. De prétendus progressistes se convertissent en réactionnaires. Les concessions qu'ils ont faites au prolétariat pour l'avoir à leur côté dès le début, ils les trahissent lorsque le prolétariat devient une menace tant pour le chef étranger que pour les chefs nationaux. D'où la clameur "contre le communisme" »³.

Faisant écho à la fois à la caractérisation de **Trotsky** et de **Mariateguï** de l'APRA comme un Guomindang Latino-Américain, en analysant Tchiang Kai-Chek en Chine, Mella a assuré que la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie des pays coloniaux trahiraient en définitive la classe ouvrière au cours d'une lutte

appliquer le socialisme, et que, en conséquence, la classe moyenne urbaine devait prendre le rôle de classe sociale dominante pour affronter les intérêts étrangers et réaliser une révolution anti-féodale. Ces arguments ont conduit Haya à construire l'organisation de l'APRA comme un large front anti-impérialiste multi-classiste sur une base continentale. Organisée, comme les Ligues anti-impérialistes sans distinction de classe, l'APRA entra en conflit avec la Comintern non seulement parce qu'elle perdait son monopole sur les organisations révolutionnaires, mais parce qu'à la suite de la défaite chinoise, les alliances avec la bourgeoisie nationale perdaient la faveur.

1. J. A Mella, *Qué es el ARPA ? Escritos revolucionarios*, op. cit. p. 9. Le titre utilise à la place des initiales APRA l'acronyme ARPA.

2. *Ibid.*, 20.

3. *Ibid.*, 42.

ostensiblement anti-impérialiste, peu importe à quel point les secteurs non-prolétariens semblent être révolutionnaires¹. Il écrivait :

« Les petites bourgeoisies [d'Amérique Latine] ne sont pas moins loyales à la cause de l'émancipation nationale authentique que leurs frères de classe le sont en Chine et dans tout autre pays colonial. Elles abandonneront le prolétariat et passeront à l'impérialisme avant la lutte finale »².

Quant à la question de la lutte de libération nationale, il était sans équivoque à son sujet dans sa conclusion :

« Bref, seul le prolétariat peut gagner une libération nationale absolue et ce sera au moyen de la révolution de la classe ouvrière »³.

Et donc, tandis que Mella affirmait sans ambiguïté que le socialisme et la révolution prolétarienne étaient les seules garanties de la libération nationale, son pamphlet *Qu'est-ce que l'APRA ?* parut au moment où se préparait un tournant après la politique de la Deuxième Période. La stratégie apriste de Haya qui consistait à créer des blocs « progressistes » multiclassés anti-impérialistes entra en conflit avec les nouvelles priorités de la Comintern, et, après la débâcle en Chine, la Comintern fut en mesure de prendre des initiatives pour l'application de la ligne tactique de la Troisième Période qui insistait sur l'indépendance de la classe ouvrière des forces nationalistes bourgeoises.

Plus important encore, bien qu'il y eut beaucoup d'éléments pour penser que Mella avait emprunté l'essence de la théorie de l'Opposition de gauche après sa visite à Moscou, son activité, à son retour au Mexique, correspondait encore largement au cadre des traditions de libération nationale révolutionnaire et du syndicalisme de la Cuba de sa naissance. C'est dire que, tandis que Mella soutenait l'organisation ouvrière indépendante dans les syndicats, ce qui était évident dans sa contribution au retour à la surface de la question syndicale, il lançait aussi un front multi-classe dans le milieu de l'exil révolutionnaire cubain

1. **Tchiang Kai-chek** (1887-1975) était le dirigeant militaire de droite du Guomindang, le principal parti nationaliste chinois. Le PCC, sur directive de la Comintern, y étant entré en 1923 se trouvait étroitement subordonné à sa direction politique. Les staliniens renversèrent leur appréciation lors du coup contre-révolutionnaire de Tchiang à Shanghai.

2. Mella, *op. cit.*, 38.

3. *Ibid.*, 25.

de México en 1928 sans appeler à l'indépendance politique de la fraction communiste.

En 1928, dans la communauté cubaine en exil, à son retour, Mella fonda et devint secrétaire général de l'Asociación General de Nuevos Emigrados Revolucionarios de Cuba (ANERC). Hors du contrôle des appareils du PCC et du PCM, l'ANERC cherchait à unir les forces anti-Machado, alors en exil. Un de ses buts immédiats était l'organisation d'une expédition de révolutionnaires cubains qui devaient partir en 1928-29 pour commencer une insurrection contre le régime de **Machado**¹. L'intention déclarée de Mella était dans une large mesure d'allumer la flamme d'une révolution démocratique anti-impérialiste et il subordonna l'indépendance politique et d'organisation de la fraction communiste dans l'ANERC à ce projet.

Selon un des premiers numéros de *Cuba Libre* !, le journal de l'ANERC, la tâche qu'elle s'était donnée était l'élaboration d'« un programme uni au peuple cubain pour l'action immédiate et la restauration de la démocratie »². Dans l'article *Où va Cuba ?*, Mella lui-même parlait d'une « nécessaire révolution démocratique, libérale et nationaliste » et affirmait que seuls les socialistes et les mouvements nationalistes révolutionnaires, c'est-à-dire ceux qui étaient prêts à répondre à la violence par la violence, « pouvaient donner de l'espoir à la Nation »³.

Pour Mella, à Cuba le prolétariat avait une signification particulière, mais seulement dans la mesure où son nombre et sa concentration favorisaient le développement d'un mouvement révolutionnaire, plus efficace que dans d'autres pays, moins développés, d'Amérique Latine⁴. Plutôt que d'adopter la stratégie de la Révolution permanente et d'insister sur l'indépendance politique de la classe ouvrière dans une première phase en une lutte ouverte, une révolution prolétarienne anti-impérialiste sans ambiguïté, Mella souhaitait que le prolétariat

1. Voir R. Roa, *El Fuego de la Semilla en el Surco*, La H. 1982, 299-7, 323-4, 350-1, & J. Ortiz, *Julio Antonio Mella. L'Ange rebelle. Aux origines du communisme cubain*, Paris 1999, pp. 64-9 pour l'activité de Mella dans l'ANERC et la préparation du débarquement. **Gerardo Machado** (1871-1939) fut président-dictateur à Cuba de 1925 à 1933.

2. Cité *ibid.*, 292-3.

3. Mella, « Hacia Donde Va Cuba ? », *Documentos y Artículos*, La H, 1975, 407, 410.

4. *Ibid.*, 408.

prenne part aux mouvements insurrectionnels, tout en restant conscient que cela pouvait faire apparaître un **Tchiang Kai-chek**, le leader du Guomindang en Chine. Pour lui, la pression que pouvaient exercer les masses populaires conduirait à une authentique révolution démocratique et il citait le cas de la Révolution mexicaine plutôt que celui de la Révolution d'Octobre russe, comme exemple de ce qui était possible ¹. En fait, comme l'a montré **Olga Cabrera**, alors que Mella se référait toujours au socialisme ailleurs, dans l'ANERC, il ne faisait allusion ni à **Lénine**, ni au communisme. Au lieu de la nécessité de l'insurrection armée, il insistait sur la nécessité de l'unité avec le mouvement nationaliste révolutionnaire, le programme démocratique de l'ANERC et les étapes de la révolution ².

En ligne avec la façon dont Mella abordait la question d'un bloc démocratique large, participant à l'ANERC avec un noyau de communistes, il y avait le Partido Unión Nacionalista proscrit, un parti de l'opposition bourgeoise à Machado. Pour Mella, la pression que pouvaient exercer les masses populaires allait conduire à une authentique révolution démocratique et il citait le cas de la Révolution mexicaine de préférence à la Révolution Russe d'Octobre, comme exemple que c'était possible ³. Leur travail en commun était tel qu'en 1929 un proche de Mella au Mexique reconnaissait qu'il s'était révélé difficile de distinguer l'activité du PCC de celle du PUN dans l'ANERC et la préparation de l'expédition armée ⁴. Ce travail et la perspective d'ensemble, notait le même rapport, étaient l'objet d'incessantes critiques de certains camarades. Comme l'écrivait **Russell Blackwell**, un autre des camarades de Mella à Mexico :

« De nombreuses divergences apparurent entre les camarades de la fraction communiste de l'ANERC au Mexique et le CEC du PC du Mexique, et les

1. *Ibid.*, 409.

2. O. Cabrera, « La Tercera Internacional y su influencia en Cuba (1919-1935) *Sociedad. / Estado*, México, 2, 1989, 57.

3. *El Movimiento revolucionario Latinoamericano. Versiones de la Primera Conferencia Comunista Latino-Americana*, Juin 1929, Buenos-Aires, nd, 126-7.

4. Russel Blackwell, « Julio A. Mella », *The Militant* New York, 15 janvier 1931, 3.

relations entre Mella et le parti étaient excessivement tendues vers la fin de 1928 »¹.

C'était de nouveau le temps où la Comintern préparait le terrain pour son tournant vers la tactique de la Troisième Période d'hostilité ouverte à toutes les forces non-communistes, y compris le secteur nationaliste révolutionnaire. La confrontation de Mella avec la direction du PCM prit plus d'importance encore avec le renouvellement de son intervention dans la polémique sur la question syndicale. Ce débat refit surface alors qu'il agissait en tant que secrétaire national par intérim du PCM de la mi-1928 à la fin, du fait de l'absence de deux délégués du PCM qui étaient à Moscou pour le VI^e congrès de la Comintern. Mella prit encore une fois les devants en assurant que continuer à mettre en avant un front unique avec la CROM était insoutenable dans une situation où la classe ouvrière était sur le point de la quitter définitivement. Il voulait que la CROM forme immédiatement une nouvelle centrale syndicale². Comme l'a raconté Blackwell :

« En septembre 1928, une conférence extraordinaire du parti fut appelée à discuter le changement dans la situation politique. A cette conférence, Martín demanda l'exclusion de Mella pour avoir travaillé contre la direction du parti sur la ligne du "dual unionism". La droite proposait un front unique avec les réformistes contre les Obrégonistes (et les membres de la gauche de la CROM), qui scissionnaient les syndicats. Mais non seulement Mella ne fut pas exclu du parti, cette fois, il l'emporta, avec la délégation de México, entraînant toute la conférence à une unique exception, à la lutte contre le suivisme opportuniste du Comité central ».

Pendant, alors qu'on attendait le retour de Moscou des délégués, le Comité central du PCM entreprit de saboter ces décisions. Selon Gálvez Cancino, à partir de septembre 1928, les directions du PCC et du PCM bloquèrent et affrontèrent Mella sur la question syndicale, critiquant aussi les activités politiques de l'ANERC³. Selon le compte rendu de Blackwell :

1. Gálvez C. « Le Mouvement ouvrier mexicain, les communistes et J. A. Mella », *op.cit.* ; Gálvez C., « Julio Antonio Mella, Un Marxista Revolucionario », *op. cit.* 134.

2. Blackwell, *op. cit.* Martín, ou Alfredo Stirner, était Edgar Woog (1893-1973), un communiste suisse représentant la Comintern.

3. Galvez C. « Le Mouvement ouvrier... » *op. cit.*, 46-7.

« Au retour de la délégation de Moscou après le VI^e congrès de la Comintern, le camarade Julio Antonio Mella n'a pas seulement été écarté de son poste provisoire [de secrétaire national] mais il a été sommairement écarté du comité central sur l'insistance du CEC de droite dirigé par Martín, et [Rafael] Carrillo [...] Vers la fin de 1928, les rapports entre Mella et la direction du parti étaient extrêmement tendus »¹.

C'est dans le contexte de cette critique sur le double fond de son activité dans l'ANERC et de sa position sur la question syndicale, que Mella, déjà exclu une fois du PCC, dût faire face à un nouveau round d'accusations, y compris celle d'être un trotskyste. Premièrement, à une réunion des communistes à Montevideo en avril 1928, **Codovilla** et **Ricardo Martínez** arguèrent que Mella avait des positions trotskystes et qu'il n'acceptait pas la discipline requise par le PCM². La direction du PCM examina les accusations mais ne trouva aucun élément pour prouver que Mella travaillait avec l'Opposition de Gauche. Cependant, à la lumière d'une campagne internationale qui se développait contre les prétendus dangers du trotskysme, le PCM appela Mella à se prononcer ouvertement contre le trotskysme. Ce qu'il fit, présentant une dénonciation formelle du point de vue de l'Opposition de Gauche³.

Les directions du PCC et du PCM continuèrent des tentatives pour discréditer Mella. Dans une lettre du secrétaire général du PCM, **Rafael Carrillo**, à **Bertram** et **Ella Wolfe**, dans laquelle il assurait qu'il fallait régler le compte de la « peste » du trotskysme, il écrivait :

« C'est un très grand danger que nos ennemis peuvent exploiter. La semaine dernière, nous avons eu quelque chose de semblable ici : **Sorrenti [Vittorio Vidali]** et **Ramirez [Manuel Diaz]**, à leur retour [du VI^e congrès de la Comintern] sont passés par Cuba où, pendant une semaine ils étaient avec le CC du PCC. Le CC cubain a voté une résolution qui exige que le groupe cubain du Mexique se soumette au CC du PCM et qu'ils n'écrivent ni ne travaillent à leur propre compte, compromettant de manière vraiment criminelle nos camarades qui vivent à Cuba. Nous laissons Mella et ses camarades prendre connaissance de cette résolution et ils peuvent déchaîner leur fureur contre le CC du PCC. Nous sommes prêts à publier une résolution là-dessus et à la faire circuler dans toute l'Amérique Latine et les Etats-Unis, mais justement hier nous avons reçu une

1. Blackwell, *op. cit.*

2. Galvez. C., « JAM : Un Marxist... », 130.

3. *Ibid.*

lettre de regrets de lui dans laquelle il retire sa démission et promet de continuer à travailler avec le parti. Cette semaine nous allons régler cette question. Mella a toujours eu des "débilites" trotskystes »¹.

Dans cette ronde d'accusations fausses et de confrontations avec la direction du PCM, Mella fut exclu du parti après lui avoir envoyé une lettre violente dans laquelle il disait ne plus pouvoir travailler avec eux alors même qu'il demandait un réexamen, puis reconnut ses torts, et fut réintégré dans le parti, la résolution stipulant qu'il ne devait occuper aucun poste de responsabilité pendant une période de trois ans ².

Pourtant, dans la nuit du 10 janvier 1929, Mella, abattu dans les rues de Mexico, mourut à l'aube du lendemain. A l'époque, Comintern et PCM accusèrent Machado, le Président cubain ³. Depuis, cependant, plusieurs auteurs ont mis en question cette version, et ont suggéré que des agents de la Comintern, particulièrement Vittorio Vidali, étaient fortement compromis dans cet assassinat ⁴. Le motif, disaient-ils, était dans les « déviations » de Mella et sa sympathie présumée pour les idées de l'Opposition de gauche.

Bien que ces accusations concernant les auteurs de l'assassinat n'aient jamais été complètement écartées ni confirmées ⁵, les éléments de preuve soutenant l'hypothèse selon laquelle il s'agissait du gouvernement cubain sont

1. Rafael Carrillo à Bertram D. et Ella Wolfe, Mexico, 4 décembre 1928. **Bertram D. Wolfe**, (1896-1977) un des pionniers du PC aux EU était alors un des dirigeants « droitiers » du PCUS, partisan de Lovestone.

2. Blackwell, *op. cit.*

3. Cf. R. A. Martinez ; « Assassination of J. A. Mella by Agents of Yankee Imperialism », *International Press Correspondance*, 1er février 1929 p. 26 ; « Ante el Asesinato de Julio A. Mella », *El Trabajador Latino Americano* (Montevideo) ; 15 janvier 1929, n 3/4.

4. K. Rienffern, *Comunistas Españoles en América*, Madrid, 1953 ; 130-139, V. Alba, *Esquema Historico del Comunismo en Iberoamérica*, Mexico, 1960, 622. J. Gorkin, *Como Asesino Stalin a Trotski*, Barcelona, 1961, tous formulent cette accusation mais c'est le travail d'Olivia Gall, pp. 46-55 qui présente l'exposé le plus complet et le plus cohérent de cette thèse.

5. L'article de Gálvez C « L'Auto-absolution de Vidali et la Mort de Mella » *Cahiers Léon Trotsky*, Paris, 26, juin 1986, 39-53, apporte les éléments pour accuser et défendre Vidali sur la question de son implication dans la mort de Mella, mais le travail partisan de Cabrera constitue la tentative la plus complète d'un chercheur cubain pour nier l'implication communiste officielle dans l'assassinat de Mella (O. Cabrera, « Un crimen Politico que Cobra Actualidad », *Nueva Antropologia* ; Mexico ; 7, n°27 ; Juillet 85 pp. 55-65).

convainquants. Tandis qu'une lettre d'un ami proche et camarade de Mella, **Leonardo Fernández Sánchez**, mettait en garde Mella, car des Cubains étaient partis pour le Mexique « avec de terribles intentions te concernant personnellement »¹, il indique qu'il y avait au gouvernement cubain intention de le tuer, les éléments de **Daniela Spenser** sont encore plus suggestifs.

Elle explique qu'à partir d'avril 1926, après que Mella et d'autres communistes cubains aient trouvé refuge au Mexique et ouvertement planifié une expédition armée à Cuba, Machado a effectué des démarches répétées auprès des autorités mexicaines pour qu'elles empêchent les activités publiques des exilés cubains. Cependant, étant donné la ligne tactique de Deuxième Période de la Comintern pendant la période 1926-1928, le PCM a maintenu de bons rapports avec le gouvernement mexicain, le soutenant même à diverses occasions.

Spenser argumente que le gouvernement mexicain, ne cherchant pas à compliquer ces rapports, refusa de prendre des mesures contre Mella, même après que le gouvernement cubain lui ait présenté des matériaux, probablement fabriqués, qui suggéraient que le PCM était impliqué dans une conspiration pour déstabiliser le pays à la suite de l'assassinat d'Obregón, président « élu », à la mi-1928. L'hypothèse convaincante de Spenser est qu'en constatant la mauvaise volonté des Mexicains pour agir, le gouvernement cubain prit sur lui d'organiser l'assassinat de Mella².

Mella avait essentiellement lutté au Mexique contre les droitiers du PCM qui adhéraient à la ligne syndicale défendue au niveau international par **Boukharine**. Cependant, dans un article publié dans *El Machete* deux jours avant son assassinat, Mella déclara nettement qu'il ne partageait pas non plus la conception ultra-gauchiste de construire un syndicat « rouge » relativement petit

1. Lettre de Leonardo Fernandez Sanchez à Mella, New York ; 14 décembre 1928. L. F. S. obtenait des informations du gouvernement cubain par ses liens familiaux. Il fut l'un des communistes cubains qui quittèrent le parti officiel en 1938 après ses premières initiatives pour s'allier à Batista. Il fut aussi l'un des principaux fondateurs des *Ortodoxos* à la fin des années 40 et fut ambassadeur après 1959.

2. D.F. Spenser, *El Triangulo Imposible : México, Rusia Soviética y Estados Unidos en los anos veinte*, Mexico 1998. Cf aussi C. Hatzky, « Julio Antonio Mella ; Sein Leben für die Befreiung Lateinamerikas und sein Bild in der Historiographie », *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism* (Leipzig), 4/5 ; N° 9-13 ; 1997-8 ; 84-97.

sur le modèle duquel la nouvelle centrale devait être éventuellement fondée¹. Il écrivait :

« Nous posons la question de l'unité syndicale, pas de l'unité du parti. Le Parti unit un certain nombre de gens qui disent avoir la même opinion. Les syndicats rassemblent la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes, quelles que soient les idées politiques qui existent dans leurs rangs, à l'intérieur. Nous sommes partisans de la liberté de culture et de lutte entre tendances politiques diverses à l'intérieur des organisations syndicales »².

Cette insistance sur l'organisation de syndicats indépendants était alors cependant autant une expression de la tradition syndicaliste révolutionnaire que du trotskysme. Mella raisonnait simplement face à l'offensive du gouvernement central, la centrale réformiste, la CROM, était sur le point de se désintégrer et le prolétariat dans son ensemble avait besoin d'une nouvelle organisation de classe pour défendre ses intérêts économiques.

Cependant, alors que Mella s'inquiétait de ce qu'il percevait comme des développements dangereux à l'intérieur du mouvement, il s'était aussi trouvé au centre d'un groupe de jeunes militants du PCM qui s'en allèrent ensuite pour fonder l'Opposition de Gauche mexicaine :

« Le camarade Julio Mella et quelques autres virent avec une certaine inquiétude ce qui arrivait, mais, peut-être parce qu'ils ne comprenaient pas que le Parti mexicain était aussi directement menacé de subir les mêmes conséquences d'une ligne fautive et opportuniste de la Comintern, ils n'ont pas essayé d'attirer l'attention de nos camarades sur ce problème »³.

Les soucis exprimés par Mella n'avaient pas une coloration explicitement trotskyste. Comme dans le cas de Mariateguá, l'opposition de Mella à l'intérieur du mouvement communiste officiel était contradictoire, et il mourut avant d'avoir été obligé de mettre en question les causes de sa propre dissidence et de prendre parti dans les débats plus clairement définis d'Amérique Latine entre la gauche, la droite et le centre. En réalité, la position ultérieure des Oppositionnels

1. Contrairement au projet de Mella, la nouvelle Confederación Sindical Unitaria de México (CSU) ne regroupait que les syndicats déjà dominés par les communistes.

2. J.A. Mella, « Proyecto de Tesis sobre la Unidad Sindicala Latinoamericana », *Memoria*, México ; 1, 6 ; fév-mars 1984, p. 137.

3. « Lo Que Propone la Oposición Comunista », *El Bóletin de la Oposición Comunista*, Mexico, 5 janvier 1930, p. 1.

mexicains aurait aussi directement contesté le travail de Mella à l'intérieur de l'ANERC.

En somme, le plus révélateur dans le débat autour du prétendu trotskysme de Mella a été son attachement aux activités de l'ANERC. Tout en rejoignant tardivement Trotsky, en mettant en garde contre le danger de subordonner le prolétariat aux partis du nationalisme bourgeois comme le Guomindang, son attachement à la préparation d'un mouvement insurrectionnel aux côtés des forces du Partido Unión Nacionalista Liberal démontre qu'en aucun cas sa dissidence ne pouvait être considérée comme la première manifestation de trotskysme dans le milieu communiste cubain. A la différence de Trotsky et de la première Comintern, Mella n'a jamais insisté sur l'indépendance de la fraction communiste dans l'ANERC et il n'a pas non plus appliqué la perspective de Trotsky selon laquelle seule une révolution anti-impérialiste prolétarienne pouvait réaliser une véritable libération nationale. Pourtant, il fut le premier Cubain à prendre contact avec les idées de Trotsky et en fait le premier Cubain à être accusé de trotskysme. C'était une accusation fautive, qui a obscurci son insistance sur la lutte de libération nationale et son attachement à développer une alliance non-critique avec le Partido Unión Nacionalista socialement conservateur.

Pierre Broué

Le GPU à la chasse aux trotskystes

Dans les années qui ont précédé son assassinat, Trotsky fut presque seul à s'efforcer de mettre en garde l'opinion publique et particulièrement le mouvement ouvrier mondial contre les pratiques meurtrières des services de Staline, que pourtant il sous-estimait.

Dans le même temps, les meurtriers de plume, journalistes comme Georges Soria, dirigeants de partis communistes comme Jacques Duclos, épaulaient de leur mieux les hommes de main. Tournant en ridicule les avertissements de Trotsky, dont l'un d'eux assurait qu'il voyait tous les jours un agent du GPU dans sa soupe, ils l'accusaient des pires crimes au service de Hitler, pour justifier d'avance son assassinat.

Il a fallu des années après la mort de Staline, et dix encore après la chute du Mur de Berlin pour commencer à avoir une idée de l'ampleur de cette activité meurtrière que les délires publicitaires sur le communisme « criminogène » contribuent finalement à dissimuler, par la confusion qu'ils sèment. Le travail est difficile, les archives du KGB ne sortent qu'au compte-goutte et à prix d'or. Les « révélations » de responsables comme Soudoplatov sont souvent incomplètes, délibérément fausses ou faussées, visant plus au règlement de compte qu'à la vérité historique.

Il est encore trop tôt pour une étude d'ensemble de cet aspect de l'histoire du stalinisme. L'objectif de cet article est de faire le point au moment où vient de paraître un volume très utile sur les écoutes américaines des communications des services russes, sans dissimuler qu'il reste bien des « taches blanches ».

Des informations complétées sans discussion

J'avais assuré en 1979 la préparation d'un numéro spécial des *Cahiers Léon Trotsky*, « Les Procès de Moscou dans le Monde », où j'avais fait un article intitulé : « Procès d'Américains à Moscou ou Procès de Moscou à New York ; l'affaire Robinson-Rubens ». Je concluais, après Herbert Solow qui avait enquêté sur cette affaire, que le prétendu Américain disparu à Moscou, Robinson ou Rubens, était vraisemblablement un agent du GPU qui se trouvait à Moscou, au centre d'une intrigue contre les trotskystes américains, mais qu'il fallait pour le moment renoncer à connaître son identité, les témoignages contre lui émanant seulement de personnes comme Whittaker Chambers qui l'avaient connu sous les noms de Richard ou Ewald.

Le livre consacré aux écoutes des messages des « organes » soviétiques, *Venona*, nous offre la clé. Le personnage était bien un agent, du nom d'**Arnold Ikal**, Letton, entré aux Etats-Unis dans les années 30, qui avait travaillé à la fabrique de passeports du GPU avec **Josef Peters** et vivait avec une Américaine qu'il avait épousée sous une fausse identité. Il avait bien été rappelé en 1937 et soumis à des interrogatoires qui lui arrachèrent des aveux fantasmagoriques, mais forcément utiles dans l'univers stalinien. Il « avouait » avoir pris contact en tant que représentant des fascistes lettons « commandés » par... le chef du GRU, le général Berzine en personne, avec les trotskystes des Etats-Unis, avoir fait parvenir des sommes importantes au leader des trotskystes américains James P. Cannon, par l'intermédiaire de son beau-frère Philip Rosenblit. Ces « aveux » n'ont pas été utilisés en procès public mais ont bien servi les desseins secrets de Staline qui se débarrassa ainsi du général Berzine à son retour d'Espagne et liquida en supplément Rosenblit, un agent devenu inutile. Il semble qu'Ikal revint sur ses aveux, mais bien inutilement, et sa trace se perd. L'affaire est enfin totalement élucidée.

Un autre aspect de l'entreprise contre Trotsky et ses partisans, connu dès le début des années 30 par les efforts de Trotsky, de son fils Léon Sedov et de ses

secrétaires, particulièrement Jan Frankel, concernait l'activité de deux frères, **Ruvin** et **Abram Sobolevicius**. Lituaniens, entrés autour de 1930 dans la section allemande de l'Opposition de gauche, ils en étaient devenus des dirigeants sous les noms de **Roman Well** et **Abraham Sénine**, également membres de la direction internationale. Ils avaient rendu visite à Trotsky à Prinkipo. Trotsky lui-même les avait démasqués à la fin de 1932.

On avait perdu leur trace pendant quelques années, en-dehors de la présence de Well en Espagne pendant la Guerre civile et de l'intérêt de Sénine pour le refuge mexicain de Trotsky. On les avait retrouvés ensuite aux Etats-Unis où ils furent après-guerre les dirigeants d'un important réseau d'espionnage.

On pensait généralement que, tout en poursuivant leur activité d'agents staliniens, ils avaient alors abandonné tout lien avec leur ancienne activité spécialisée d'infiltration et de surveillance des trotskystes au moment où elle passait au premier plan de l'activité du GPU. On se trompait.

Venona nous montre en effet que, tout en étant les dirigeants du service d'espionnage que l'on sait, ils avaient l'un après l'autre et peut-être l'un et l'autre au même moment, contrôlé personnellement la partie de ce réseau concernée alors tant par la surveillance de Trotsky au Mexique, à partir de 1937, que par celle des trotskystes américains qui apportaient à l'exilé une aide décisive.

Leur place avait été prise en Europe par un ancien membre du parti communiste polonais, émigré en France en 1927 et recruté à Grenoble par les services, **Mordka** dit **Mark Zborowski** (dans les services, noms de code **Tulip** et **Kant**). L'homme était entré au groupe bolchevik-léniniste de Paris, puis au POI où il s'appelait **Etienne**, et, repéré par la compagne de Sedov pour sa connaissance précieuse de la langue russe, était devenu finalement le bras droit de ce dernier, notamment pour la publication du *Biulleten Oppositsii*.

Bien que rien ne prouve qu'il ait été au courant du détail de l'activité politique de Sedov, notamment de ses liens avec des oppositionnels russes, il n'en était pas moins capable de le surveiller au jour le jour, de participer à la tentative pour l'enlever qui fut déjouée par une maladie soudaine, de permettre le vol des archives de Trotsky en dépôt à Paris et finalement de donner aux tueurs le lieu de l'hospitalisation de Sedov qui y trouva la mort.

Entré aux Etats-Unis en 1940, il fut d'abord de toute évidence destiné par ses chefs à continuer son activité d'espionnage des trotskystes. Van Heijenoort se souvenait d'avoir été « marqué » par lui, comme au football, dans les débuts de la guerre, à New York, à travers le « groupe français ». Mais on lui confia en 1944 la tâche de s'occuper de Kravchenko, dont la défection avait fait grand bruit et préoccupait les dirigeants staliniens. Susan Weissman travaille sur lui et a ramené documents et informations de son séjour en Europe.

Des révélations parfois longtemps contestées

Le lecteur effectue à la suite des documents de *Venona* une véritable filature de suspects et on découvre avec lui aux Etats-Unis d'autres centres d'intérêt, d'autres activités, toujours dans le même domaine. Comme on peut s'en douter, le principal objectif des services est désormais le dirigeant trotskyste américain, le leader du SWP James P. Cannon.

On apprend d'abord que celui-ci avait été surveillé pendant des années, de son appartement proche, par son beau-frère, un vétéran du PC lié aux services, le dentiste **Philip Rosenblit**. On apprend aussi — nous le savons depuis peu — que ce dernier, appelé en URSS en 1937 ou 1938, y a disparu, liquidé.

Mais l'homme avait été très vite remplacé auprès de Cannon, dans son propre appartement, cette fois, par un outil plus sûr, un micro espion qui permettait d'entendre et d'enregistrer tout ce qui se disait.

Il avait été installé en 1936 par un membre des services dont on sait peu, le Lituanien **Joseph Katz**, 26 ans à l'époque, qui travailla dans les années 1940 avec **Zborowski** et autres « spécialistes ». Parmi ces derniers, le journaliste **Albert Kahn**, membre secret du PCUS et homme des services pourrait bien être — bien que les auteurs de *Venona* n'en parlent pas — le Kahn de « Sayers et Kahn » le célèbre monument de calomnies intitulé *La Grande Conspiration contre l'URSS*, complice des tueurs donc en même temps que dénonciateur des... victimes.

Dans l'intervalle, les agents de Staline avaient réussi contre Cannon, une autre opération, particulièrement délicate, dont le succès a toujours été contesté par la victime et ses amis comme par ceux qui se considèrent comme ses héritiers : l'installation d'une femme des services au poste de confiance de secrétaire personnelle de Cannon.

Le GPU pouvait ainsi contrôler l'ensemble de la correspondance qui transitait avec d'innombrables précautions depuis Mexico pour aboutir dans le bureau de Cannon et, du coup, finalement, en copies, de là, ... à Moscou. C'est également ainsi que la lettre de Trotsky demandant à ses camarades français de vérifier les accusations d'Orlov contre « Mark » (Zborowski) et de le surveiller, ne parvint pas à ses destinataires.

La jeune femme, **Sylvia Callen**, recommandée par Kling, des Jeunesses Communistes, était membre des JC à Chicago et fut retenue pour ce poste de confiance par le résident du GPU à New York **Grigory Rabinowicz**. L'opération eût été impossible pour une New-Yorkaise qui aurait risqué d'être reconnue.

Elle vint travailler à New York, adhéra au SWP, se distingua dans le petit groupe trotskyste par sa compétence professionnelle et son zèle. C'est pourquoi elle fut appelée à remplacer dans ses fonctions la vieille militante Lilian Curtiss, qui quittait New York. Elle portait dans le SWP le nom de **Sylvia Caldwell** et les dirigeants du SWP ignoraient aussi qu'elle était mariée à **Zalmond Franklin**, membre du PC et des services, et qu'elle le rencontrait dans un appartement loué à cet effet par le GPU à New York.

Pourquoi Cannon et ses camarades ont-ils nié que Sylvia était un agent ? Parce que Cannon appréciait beaucoup la jeune femme et lui faisait confiance ? Parce que la réussite de cette opération contre eux prouvait de leur part une certaine incompetence, voire de la légèreté face à un adversaire redoutable ? On ne sait.

En tout cas, informés, selon Albert Glotzer, dès 1940, par les shachtmaniens, ils nièrent et dénoncèrent les « méthodes » de leurs ex-camarades. Plus tard, le groupe britannique de Gerry Healy reprit l'affaire comme un instrument pour atteindre des dirigeants du SWP, particulièrement Joe Hansen et George Novack. Les camarades de Cannon nièrent toujours l'affaire Sylvia qui avait pourtant à moitié reconnu son rôle d'agent devant le FBI.

C'est en 1936 qu'entra dans le petit cercle contrôlé par les frères Soblen et Soble un nouveau venu, un homme jeune du nom de **Floyd Cleveland Miller**. Entré au CPUS en 1936, presque aussitôt recruté par les services, il passe des mois branché sur les écoutes de l'appartement de Cannon afin de saisir l'ensemble des problèmes et même des personnalités. Puis il adhère au SWP, où il monte rapidement dans la hiérarchie. Il se fait appeler **Michael Cort** et

signe pendant la guerre les articles sur sur les opérations militaires. Il était cité, mais pas nommé par Soudoplatov.

Très vite il a joui de la confiance des dirigeants qui l'affectent à la « section maritime ». Il devient marin mais aussi responsable de la fraction du SWP dans le syndicat maritime Sailors Union of Pacific (SUP). Dans ses aveux publics ultérieurs, il déclarera sans ambages :

« Mon boulot était de suivre à la trace tous les déplacements de marins trotskystes, de sorte qu'un agent stalinien se trouve toujours au port [de débarquement de ces marins en URSS] et puisse surveiller tout trotskyste entrant en Union soviétique ».

Bel hommage rendu à l'obstination des trotskystes américains dans ce travail dangereux et difficile.

En 1944, Miller est envoyé au Mexique. Il est porteur du manuscrit mis au point à New York du *Staline* de Trotsky pour Natalia et réussit avant son départ à le remettre à Jack Soble qui le photographie et envoie la copie à Moscou. Il reste six semaines à Coyoacán chez Natalia Sedova qu'il espionne ainsi que Victor Serge et les trotskystes mexicains, au sujet desquels il envoie de vrais rapports policiers.

Il avoue ses activités au FBI en 1954 et paraît au procès de Robert Soblen pour espionnage en 1961. Il n'a pas été condamné, tant il est vrai que ce n'est pas un délit aux Etats-Unis d'espionner les trotskystes.

Ne quittons pas le Mexique avant de relever une information importante. Il s'agit de la confirmation d'une hypothèse avancée par des historiens dont je suis, selon laquelle le leader syndical mexicain **Vicente Lombardo Toledano**, dont le rôle fut capital dans la campagne de préparation de l'assassinat de Trotsky, était un agent stalinien, en liaison avec le GPU, selon moi, à partir de 1935. *Venona* révèle le nom de la femme qui a été, pendant des années, son lien avec le GPU, **Catherine**, dite **Kitty Harris**, ancienne compagne d'**Earl Browder**.

Eclairage d'une biographie

J'ai déjà abordé dans les *CLT* à propos des mémoires de **Pavel Soudoplatov** la version particulière qu'il donne de l'assassinat de Trotsky. Il ne nomme en effet, à propos du meurtre de Trotsky, ni des hommes dont il parle par ailleurs et qui apparaissent dans *Venona* comme des responsables de haut

niveau, le diplomate en poste à New York, **Gaïk Ovakimian**, qui participe au recrutement et à la sélection des agents, l'homme de l'ambassade à México **Lev Tarassov**, de son vrai nom **Lev Vassiliévitch** qui veille sur l'opération criminelle contre Trotsky, ni des hommes couramment cités par d'autres sources.

En revanche *Venona*, de son côté, ne nomme pas l'Anglais Morrison, dit Harry sur lequel Soudoplatov ne tarit pas d'éloges, ni non plus **Iossif Romualdovitch Grigoulewitch**, d'origine lituanienne comme les Sobolevicius¹ et son camarade **Taubman**, le meurtrier de Klement, et même pas celle dont Soudoplatov fait en quelque sorte l'héroïne de l'aventure qui aboutit au meurtre. Pour le chef des tueurs, en effet, celle qu'il appelle **Maria de la Sierra**, dite **Africa**, en réalité **Africa de las Heras**, dite entre autres **Maria**, une Espagnole, fille d'officier, collaboratrice des services, aurait été secrétaire de Trotsky en Norvège et au Mexique. Nous avons retrouvé sa trace mais pas celle de la secrétaire qu'elle aurait été et suggéré qu'elle avait pu jouer un rôle moins exposé d'opératrice radio.

Peu avant notre lecture de *Venona*, Sieva Volkov, petit-fils de Trotsky, nous avait envoyé le magazine uruguayen *tres* avec un long article de Fernando Barreiro sur cette femme. Résumons ; née à Ceuta le 26 avril 1909, morte à Moscou le 8 mars 1998, fille d'officier, **Africa** (c'est son prénom) **de las Heras Gavilán**, après des études au Collège du Sacré Cœur de Jésus, s'est enthousiasmée pour la révolution d'Octobre en 1934, a adhéré aux Jeunesses communistes de Catalogne en 1936 et participé, après le début de la guerre civile, aux patrouilles de contrôle, la nouvelle police ouvrière.

Remarquée dans son activité par le fameux agent **Orlov**, elle a été recrutée rapidement au GPU en même temps que deux autres espagnoles, filles d'officiers aussi, les sœurs **Rodriguez Danilevskaia**, dont l'une deviendra la femme de l'agent français Georges Soria.

1. Grigoulewich, lituanien de riche famille, au service du GPU depuis longtemps, fut envoyé par Béria au Mexique et y créa une troisième équipe de tueurs. Selon Soudoplatov, il aurait collaboré avec Siqueiros et c'est à lui que le secrétaire de Trotsky, l'Américain Bob Sheldon Harte ouvrit la porte lors de l'attentat de mai 1940. La figure de cet aventurier qui finit diplomate costaricain auprès du Vatican a été évoquée par une historienne du Costa Rica, mais nous n'avons pu encore consulter ce travail. C'est lui qu'on appela « Felipe », le « Juif français ».

Selon Barreiro, il semble qu'Africa était effectivement à Mexico en 1937, logée par Frida Rivera, et il cite des témoins évoquant ses interventions au moment de la commission Dewey, qui irritaient Trotsky, lequel aurait demandé de l'éloigner. D'autres assurent qu'il lui a peut-être dicté du courrier ou des documents pendant la période de grosse pression du travail pour la commission mais qu'elle ne fut pas sa secrétaire. Elle repartit avant qu'il ait quitté la maison de Frida et c'est le plan de cette dernière qu'elle fournit, pas celui de la demeure où il fut tué.

Peut-être une recherche dans les papiers de Frida serait-elle utile ? Le témoignage le plus insistant sur elle est celui du diplomate russe **Iouri Papourov**, curieux personnage. Barreiro pense qu'elle a été rappelée en fonction de défections qui auraient pu la faire démasquer.

Elle vécut quelque temps à Moscou et, après un intervalle obscur, son biographe la retrouve effectivement dans les rangs des Partisans d'Ukraine, sous le nom d'**Yvonne**, opérateur radio. Elle est revenue à Moscou en 1944, a travaillé là au GPU sous le nom de **Patria**. Elle a épousé en 1956 un agent italien du GPU du nom de **Valentino Marchetti**, en réalité **Giovanni Antonio Bertoni**, qui avait été secrétaire de Togliatti à la Comintern entre 35 et 37.

C'est ensemble, faux ménage d'antiquaires, qu'ils ont dirigé à Montevideo — où elle était **Maria Luisa** — toutes les affaires d'espionnage en Amérique latine jusqu'à la mort de Marchetti en 1964. Elle revint à Moscou en 1966, y enseigna dans les écoles du GPU et mourut en 1988. Elle est enterrée au cimetière de Jovanskoje, au sud de Moscou avec « Africa » en lettres énormes, l'indication qu'elle était colonel et la figuration de quelques-unes de ses décorations, des plus hautes.

On est évidemment loin de la version donnée dans *Missions spéciales*. Soudoplatov et ses « nègres » russes ont-ils souhaité flanquer les assassins de Trotsky, sordide réalité, d'une belle femme, héroïne de la « guerre contre le fascisme » ? Pourquoi pas ?

Que reste-t-il à découvrir et à comprendre ?

L'obscur discussion qui s'est déroulée dans les colonnes des *Cahiers du Mouvement ouvrier* sur la mort de Sedov est la preuve que tout n'est pas encore clair aux yeux de tous. Les arguments utilisés contre Jean-Michel Krivine, qui a

pourtant manifestement tort, ne l'ont pas convaincu que les aveux ne sont pas significatifs de ce que les hommes torturés ont fait, mais de ce que les bourreaux ont voulu leur faire dire qu'ils avaient fait. On manque de documents, côté bourreaux, pour convaincre.

Pour mesurer à quel point, il suffit de penser à l'affaire que nous avons presque été les seuls, aux *Cahiers Léon Trotsky*, à rendre publique, celle de l'assassinat en 1953 de **Wolfgang Salus**, alias **Krieger**, un des dirigeants du groupe trotskyste tchèque. Il était réfugié à Munich et c'est peu avant de mourir que Staline ordonna sa liquidation.

Le document qui nous l'apprend, adressé aux dirigeants après la mort de Staline, publié au temps de la *perestroïka* par la journaliste Natalia Gevorkian, rend compte du succès de la mission, de l'emploi d'un poison spécial agissant avec retard, qui a abusé tout l'entourage de Salus, les siens, ses amis politiques de la IVe, y compris : tout le monde a cru à une mort naturelle, personne n'a soupçonné l'assassinat. Et pourtant...

Et puis, parmi ceux qui pourraient et devraient contribuer aux recherches, notamment les historiens de gauche, trop nombreux sont ceux pour qui prudence implique silence. Argument familier : le stalinisme est mort, pourquoi remuer de vieux faire-part à l'heure de l'union de la gauche ou de la gauche plurielle ? Ceux-là parlent d'acharnement. Il faut pourtant être acharnés à démasquer tous les crimes de Staline tout simplement parce que c'est défendre la vérité, et que le stalinisme n'est pas mort.

J'aimerais ajouter que la pénétration d'agents staliniens dans leurs organisations et leurs méthodes en ce domaine devraient être soigneusement étudiées par les organisations trotskystes et proches.

Ils y découvriraient que ce qui est vrai des nazis infiltrés dans le PC allemand avant 1933, est vrai des staliniens infiltrés dans les rangs trotskystes. Ils sont les plus zélés, les plus disciplinés, les moins critiques que l'on puisse rêver. Ils traquent avec passion l'opposition, et gagnent ainsi leurs galons de bons staliniens.

Quand se dessine une crise, ils sont les champions des exclusions, de la répression interne et de la dénonciation publique des opposants. Bref, ils jettent toujours de l'huile sur le feu des conflits internes et sont experts à provoquer les

scissions dont ils vont se gausser : « *Deux trotskystes : un parti. Trois trotskystes : une scission* ».

Il ne faut jamais oublier combien sont proches la sœur et le frère, la calomnie et le meurtre, deux démarches qui consistent à supprimer l'opposition plutôt que d'essayer de lui répondre.

Staline était passé maître dans l'emploi de l'une et l'autre.

PS. Cet article était terminé lorsque j'ai trouvé dans les documents de *Venona* une autre affaire. De Moscou, le 25 avril 1946, le général Fitine, qui commandait les « opérations » des « services » à l'étranger, écrivait à ses subordonnés qui dirigeaient le travail aux Etats-Unis. Il venait en effet d'apprendre par un rapport de Mark Zborowski que Jean van Heijenoort allait revenir en France. Il insistait pour être informé le plus vite possible de tous les détails de ce voyage. Il est bien évident que Staline et ses séides voulaient se débarrasser de Jean van Heijenoort qu'ils appréciaient, eux, à sa juste valeur. Mais les projets de voyage furent abandonnés et ils ne purent perpétrer ce crime-là.

Michael Löwy

La IVe Internationale en Amérique latine : les années 50

Les années cinquante sont une période difficile pour les mouvements trotskystes en Amérique latine : c'est une époque de crise, de division, parfois de marginalisation (la « traversée du désert »), mais aussi, au moins dans certains pays, une période de participation à de grandes luttes ouvrières et populaires, parfois même dans des mouvements révolutionnaires de masse.

C'est aussi l'âge d'or du « populisme », c'est-à-dire des régimes bonapartistes comme ceux de Perón (1944-1955), Vargas (1950-1954), Paz Estenssoro en Bolivie (1952-1956), Jacobo Arbenz au Guatemala (1951-1954) qui s'appuient sur des mobilisations populaires pour réaliser certaines réformes et promouvoir un développement industriel national.

Quelques-uns des plus importants mouvements sociaux de cette époque ont été dirigés par des forces de type populiste : c'est le cas notamment du mouvement syndical péroniste en Argentine et de la révolution bolivienne de 1952, hégémonisée par le MNR. Au Brésil, les bureaucrates syndicaux fidèles à Getulio Vargas (organisés dans le PTB, Parti travailliste brésilien) disputaient le contrôle du mouvement ouvrier au Parti communiste.

Ce n'est qu'au Chili, et dans une certaine mesure en Uruguay, que des partis ouvriers, socialistes et communistes, avaient la direction dans le mouvement ouvrier et syndical. La politique des staliniens, présents dans tous

les pays du continent, mais fortement implantés au Chili, au Brésil, en Uruguay et au Guatemala, a considérablement évolué au cours de cette décennie : après une période sectaire, pendant la guerre froide, le 20^e congrès du PCUS ouvre en 1956 une époque de crise, plusieurs fois suivie d'une période droitière.

C'est dans ce contexte politique que vont évoluer les organisations qui se réclament du trotskysme et essaient de s'insérer dans les syndicats populistes ou de pratiquer l'entrisme dans les partis communistes et socialistes ; la connaissance de ces organisations à cette époque n'est pas aisée : les faits les plus élémentaires sont souvent couverts d'une couche épaisse de polémiques fractionnelles locales et/ou internationales.

En outre, il n'existe pas d'histoire « crédible » du trotskysme latino-américain. On peut certes trouver des travaux sur l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, par exemple, mais le seul ouvrage de poids sur le mouvement à l'échelle du continent est celui d'un universitaire américain, Robert J. Alexander, *Trotskyism in Latin America*, publié par la Hoover Institution de Stanford, une fondation en l'honneur de l'ancien chef du FBI, spécialisée dans la lutte contre le communisme... Ce livre est une mine de renseignements, grâce notamment à des entretiens de l'auteur avec d'anciens dirigeants trotskystes latino-américains, mais il manque d'un minimum de structure analytique ou cadre de référence ; en outre, la totale extériorité au sujet de l'auteur, social-démocrate bon teint, l'empêche souvent de *comprendre* les enjeux politiques des débats.

Il existe aussi un excellent dossier sur les années 30, organisé par Pierre Broué pour le n°11 des *Cahiers Léon Trotsky* (1982), mais il ne va pas au-delà de l'année 1940. Enfin un ancien étudiant de Broué, l'historien Osvaldo Coggiola a publié au Brésil un petit ouvrage (*O trotskismo na America Latina*, S. Paulo, Brasiliense, 1984), utile, mais trop bref et unilatéral, surtout pour les années postérieures à la scission de 1953.

Pendant les années 50, les organisations trotskystes ont une réelle influence surtout en Argentine, en Bolivie et au Chili, mais il existe des groupes ou noyaux plus ou moins importants au Brésil, Uruguay, Pérou, Mexique et

Cuba. On trouve aussi des références à des noyaux en Colombie, Equateur et El Salvador, mais il existe peu d'informations à leur sujet. Dans la plupart de ces pays, le mouvement est divisé en groupes et fractions antagonistes qui s'organisent à partir de la scission de l'Internationale elle-même en deux blocs, le BLA, Bureau latino-américain affilié au SI (Secrétariat International de la IV^e) et le SLATO (Secrétariat Latino-américain affilié au Comité international).

Ces groupes sont en général assez réduits — moins d'une centaine de militants —, mais le dévouement de leurs activistes et la radicalité de leurs positions inspirées par la théorie de la révolution permanente et le Programme de transition, leur assure un écho bien plus large que leur force organisée. En butte à la répression policière et militaire et à l'hostilité implacable des staliniens, ils arrivent difficilement à sortir de leur isolement. Il est vrai aussi que leurs pratiques sont souvent sectaires et fractionnelles et leurs analyses trop optimistes, sinon triomphalistes, ou trop calquées sur les textes « classiques » de Trotsky et sur le modèle de la Révolution russe.

En Argentine, le mouvement est constitué essentiellement par deux courants dont les organisations changent fréquemment de nom et qu'il faut donc désigner par celui de leurs dirigeants véritablement charismatiques, **Nahuel Moreno**, pseudonyme d'**Hugo Bressano**, et **J. Posadas**, pseudonyme d'**Homero Cristalli**. Au cours des années 40, ces deux courants se sont distingués nettement par leur attitude à l'égard du péronisme : tandis que le POR (Partido Obrero Revolucionario) de Moreno, dénonce le gouvernement péroniste pour ses « caractéristiques fascistes ou semi-fascistes », le GCI (Grupo Cuarta Internacional) de Posadas le définit comme « cas-type de gouvernement nationaliste d'une semi-colonie ». Posadas et ses camarades, qui prônent en Argentine et ailleurs la formation d'un parti ouvrier basé sur les syndicats, vont prendre, au cours des années 50 la direction du BLA animé dès lors par le militant uruguayen **Ortiz**, pseudonyme d'**Alberto Sendic**. Ce bureau, créé en 1948, en accord, avec le SI, lors d'une Conférence latino-américaine à Buenos-Aires, sera formellement institué par le III^e congrès de 1951 et deviendra, dix années plus tard la base principale de la scission « posadiste » de l'Internationale.

Le IIIe congrès est le point de départ d'un intérêt croissant de l'Internationale pour les révolutions du Tiers-Monde — appelées « révolution coloniale » dans la terminologie de l'époque — et en particulier pour l'Amérique latine qui fait pour la première fois l'objet d'une résolution spécifique.

Au cours des années 50, la réflexion de l'Internationale sur les mouvements populaires latino-américains est étroitement liée à son analyse de la « révolution coloniale » c'est-à-dire de la guerre d'Indochine, de la montée du nassérisme, du Pacte de Bandoeng et de la guerre d'Algérie.

C'est aussi lors du congrès de 1951 qu'il a été décidé de reconnaître le groupe de Posadas comme section argentine de la IVe Internationale, à cause de son sérieux d'organisation et d'une analyse politique jugée plus correcte ¹. Il faut souligner qu'à l'époque, Posadas n'avait pas commencé son extravagante et tragi-comique dérive politique, et son équipe argentine comptait plusieurs dirigeants connus, **Roberto Muniz**, **José Lungarzo**, **Oscar Fernandez**, une pléiade de cadres parmi lesquels on peut citer **Adolfo Gilly**, **Alberto Pla**, **Guillermo Almeyra**, **Angel Fanjul** ainsi que les Uruguayens **Alberto Sendic** et **Gabriel Labat**.

Par ailleurs, le POR de Moreno acceptait la reconnaissance du GCI comme section, demandant seulement qu'il change de nom, et a fait une autocritique publique pour avoir refusé le mot d'ordre de Front uni anti-impérialiste ². C'est le début d'une réorientation politique de Moreno et de ses amis qui va les conduire en 1954 à se joindre à un parti péroniste de gauche (Partido Socialista de la Revolución nacional) et même, en 1956, à publier leur journal *Palabra Obrera* en tant qu'organe « sous la discipline du général Perón et du Conseil supérieur péroniste » ! Au cours des années 50, les deux groupes ont acquis une base syndicale non négligeable, leurs positions sur le péronisme se sont beaucoup rapprochées — sans que cela diminue en rien leur rivalité et hostilité réciproque.

La Bolivie est de loin le pays où le trotskysme avait la plus grande influence, notamment dans le puissant syndicat des travailleurs des mines (FSTMB) qui avait approuvé, lors de son congrès de 1946 à Pulacayo un ensemble de thèses rédigées par un dirigeant du POR bolivien, **Guillermo**

1. Les congrès de la quatrième internationale, vol. 4, pp. 299-300.

2. *Ibid.* pp. 298-301.

Lora, qui reprennent, en les adaptant au contexte du pays, les idées centrales du Programme de transition. Cependant, contrairement aux groupes argentins, le POR bolivien restait un réseau de militants plutôt qu'une organisation d'avant-garde structurée et organique.

Lors de la révolution du 9 avril 1952 — ouvrière par sa base sociale, avec des aspirations nationalistes et démocratiques radicales — le POR bolivien apporte un soutien critique au MNR (Movimiento Nacional Revolucionario) de Paz Estenssoro et de **Juan Lechin**, et gagne pour quelques mois une position hégémonique à la tête de la COB (Central Obrera Boliviana). En septembre 1952, la COB adopte une plateforme rédigée par un dirigeant du POR, **Hugo González Moscoso**, qui propose la constitution par les syndicats d'une assemblée des travailleurs, structure de double pouvoir visant à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan. Sous la pression des bases populaires, Paz Estenssoro est obligé d'exproprier les mines d'étain, d'épurer l'armée, de décréter une réforme agraire. Cependant il ne peut tolérer la menace que représente une COB indépendante, fortement influencée par les thèses trotskystes de la révolution permanente ; au cours des derniers mois de 1952, le MNR, à travers son aile gauche sous le syndicaliste Juan Lechin, mène l'offensive contre le POR et, avec l'appui des staliniens, reprend le contrôle de la Centrale ouvrière.

Au cours des années suivantes, le POR va connaître, de 53 à 56, une crise grave qui aura pour résultat de le diviser et de l'affaiblir considérablement. Les circonstances précises n'en sont pas faciles à établir. La principale source, ce sont les livres de Lora, fort documentés, mais assez déformés par l'esprit fractionnel et dépourvus d'un minimum d'objectivité¹. Essayons de résumer brièvement les principales étapes de cette crise.

En juin 1954, le Xe congrès du POR approuve les Thèses présentées par Guillermo Lora sur l'orientation suivante :

1. Cela vaut aussi pour le volume publié en France en 1972 avec une très longue préface de deux militants de l'OCI, Catherine et François Chesnais, par EDI : Guillermo Lora : *Bolivie : de la naissance du POR à l'Assemblée populaire*. Pour une présentation plus objective des faits on peut se reporter au livre d'un historien de gauche anglais, James Dunkerley, *Rebellion in the Veins ; political struggle in Bolivia 1952-1982*.

« Loin de lancer le mot d'ordre de renversement du régime Paz Estenssoro, nous le soutenons afin qu'il résiste à l'offensive de la Rosca ¹ et nous appelons le prolétariat international à défendre inconditionnellement la révolution bolivienne et son gouvernement transitoire [...] La tâche immédiate n'est pas de crier "A bas le gouvernement", mais d'exiger de lui qu'il réalise les revendications fondamentales de la révolution ».

Par ailleurs, ce document envisage la possibilité d'une prédominance de la gauche dans le MNR :

« Ce n'est que dans ces conditions que l'on peut soulever l'éventualité d'un gouvernement de coalition du POR et du MNR qui serait une manière de réaliser la formule "gouvernement ouvrier et paysan", qui, à son tour, constituerait l'étape de transition vers la dictature du prolétariat »².

Suite à ces thèses, deux fractions se constituent dans le POR, la Fraction Ouvrière Léniniste, dirigée par Lora et le syndicaliste **Erwin Moller**, et la Fraction prolétarienne internationaliste de Hugo González Moscoso et **Fernando Bravo**, qui rejette cette orientation et propose une ligne de rupture avec le MNR et de constitution d'un double pouvoir à partir de la COB.

En 1954, une partie de la FOL, sans Lora, sous la direction d'Erwin Moller, rompt avec le POR pour adhérer au MNR. Contrairement aux espoirs des trotskystes, ce n'est pas le POR qui va attirer Lechin et la gauche du MNR mais au contraire, c'est celle-ci qui va provoquer la scission du POR. La tendance d'Hugo González Moscoso devient majoritaire et obtient le soutien du SI mais Lora n'accepte pas sa défaite et, après quelques hésitations, scissionne et forme son propre POR autour du journal *Masas*. Affaibli par ces départs et par les luttes fractionnelles, le POR, aux élections de 1956, n'obtient que 2239 votes...

Quelques mois avant le IV^e congrès Mondial, en décembre 1953, se réunit une conférence des sections latino-américaines de la IV^e Internationale convoquée par le BLA, qui se déclare solidaire du SI et de son orientation politique. Les documents de cette conférence donnent très peu d'indications sur les individus et organisations des participants, sauf pour regretter l'absence, involontaire, de la section bolivienne. C'est Posadas qui présente le rapport sur la situation politique, qu'il définit, selon sa méthode habituelle, de façon linéaire : « *La*

1. La Rosca désigne en Bolivie l'oligarchie rurale et minière.

2. Lora, *op. cit.* pp. 35-43.

conscience politique du prolétariat s'élève continuellement etc. » Les résolutions de la conférence sont en revanche plus nuancées et conditionnelles et suggèrent une vision dialectique de la construction de l'avant-garde :

« Il est impossible de conquérir la direction des masses sans travailler en leur sein et sans disposer de forces d'avant-garde relativement importantes [...] Il est impossible de triompher dans l'avant-garde sans réaliser un travail au sein des masses et sans mener une lutte théorique et politique contre tous les courants centristes, opportunistes, staliniens, etc. »¹

En juillet 1954 se réunit le IV^e congrès de l'Internationale, avec la participation de onze délégués latino-américains, parmi lesquels Posadas, Oscar Fernández, Hugo González Moscoso, Guillermo Almeyra (alors établi au Brésil), Leoncio Martins Rodriguez, dirigeant du POR brésilien, devenu aujourd'hui un des principaux politologues non-marxistes de ce pays, et Ortiz. L'absence de certaines organisations, comme le parti de Nahuel Moreno, montre que la scission de l'Internationale commençait à avoir des effets en Amérique Latine.

Le Manifeste du Congrès mentionne à peine l'Amérique Latine, et la résolution politique accorde seulement quelques paragraphes aux pays de ce continent dans le chapitre « tâches particulières ». Ce document prend nettement position dans le débat bolivien en appelant à une « franche dénonciation » du cours « droitier et même réactionnaire » du gouvernement — tout en nourrissant encore l'illusion d'une possible rupture de l'aile gauche du MNR. Des recommandations plus détaillées aux sections latino-américaines ont été élaborées par une commission composée des onze délégués du continent, de Pierre Frank et Michel Pablo. Ce texte à vocation interne rappelle la nécessité de lutter en Argentine et en Uruguay pour un parti ouvrier basé sur les syndicats et essaie de traduire dans la réalité politique du continent la tactique entriste approuvée par l'Internationale comme orientation générale. Cela signifie au Chili l'entrée dans le PSP, au Brésil dans le PC, et au Pérou « un travail entriste partiel dans l'APRA ».

Les propositions sur la Bolivie sont plus dures encore que celles de la résolution politique. Elles demandent au POR d'accentuer sa critique du gouvernement de la « gauche » et ne laissent guère d'espoirs dans les différenciations internes au sein du MNR. Il faut constater qu'aucun des

1. Bulletin interne du Secrétariat International, janvier 1954, pp. 4, 10, 11.

documents du IV^e congrès ne considère l'Amérique Latine comme un ensemble avec des caractéristiques communes : il est question tantôt de l'ensemble des pays « coloniaux et semi-coloniaux », tantôt de certains pays latino-américains envisagés séparément.

Au cours des années 1955-56, la scission du trotskysme en Amérique latine s'approfondit. Le BLA de Posadas et Ortiz, affilié au Secrétariat International, organise en mars 1956, en Uruguay, non au Chili comme il est indiqué dans les textes officiels, la III^e Conférence latino-américaine avec la participation de 45 délégués, représentant six pays (Argentine, Bolivie, Chili, Uruguay, Brésil, Pérou). Parmi ces derniers, on remarque la présence de **José Maria Crispim**, ancien dirigeant et député du PC du Brésil, qui avait récemment adhéré à la section brésilienne. Le rapport de Posadas à cette conférence est typique du triomphalisme qui caractérisait la politique du BLA mais aussi, à un degré moindre celle du SI :

« Les luttes révolutionnaires des masses latino-américaines se sont développées à un point tel qu'elles sont irréversibles et s'achèment vers le pouvoir ouvrier et paysan »¹.

Les groupe de militants argentins et uruguayens autour de Posadas — une équipe homogène et soudée de « révolutionnaires professionnels » entièrement dévoués à la cause — exerce une influence déterminante sur le BLA et envoie souvent des émissaires et des conseillers auprès des autres sections pour des séjours allant de quelques mois à plusieurs années.

Quelques mois après, en septembre 1956, les partisans du Comité International se réunissent à leur tour et fondent, au cours d'une réunion en Argentine, le SLATO (Secrétariat Latino-Américain du Trotskysme Orthodoxe). La base principale de ce courant est le POR argentin de Nahuel Moreno qui, de son propre aveu, ne dépasse pas la centaine de militants mais qui a une influence croissante dans les syndicats de la CGT péroniste et réunit autour de lui plusieurs cadres de valeur : **Milciades Peña**, un brillant historien marxiste, auteur d'un livre remarquable, *Masas, Caudillos y Elites*, qui se suicide à 32 ans en 1963, **Angel Bengochea**, **Daniel Pereyra** et **Hugo Blanco** qui revient au Pérou en 1956. Au Chili, le POR est une petite organisation, avec 34 membres déclarés, dont le principal dirigeant est **Luis Vitale**, historien, auteur d'une

1. *BI du SI*, mai 1956, p. 7.

Histoire Marxiste du Chili en 4 volumes ; Vitale avait rompu dès 1954 avec le SI et créé un comité latino-américain du trotskysme orthodoxe, première étape vers la constitution du SLATO. Ces deux groupes et un autre plus petit encore au Pérou, constituent l'essentiel des forces liées au C.I.

Le document de la conférence latino-américaine de 1956 dénonce le « liquidationnisme pabliste » et critique la politique entriste au Chili et au Pérou. Curieusement il ne fait état d'aucune divergence sur l'Argentine, car les deux rivaux semblent développer des analyses similaires sur le péronisme. Sur la Bolivie, le SLATO se borne à décrire les différentes fractions du POR en affirmant que celle de Moscoso « *suit le pabliste avec une orientation politique indépendante [et] en général a une position politique plus correcte* ». L'analyse de la conjoncture par Moreno dans son rapport final est plus sobre et réaliste que celle du BLA :

« La position de l'impérialisme US s'est renforcée dernièrement en résultat de la défaite de la révolution guatémaltèque, du renversement du régime Perón, etc. [...] Tandis qu'en Asie le prolétariat suit une lutte en essor, en Amérique Latine, la classe ouvrière recule ».

Le document du SLATO reconnaît par ailleurs, dans un aveu assez révélateur, que le Comité International « *n'est actuellement rien de plus qu'une force qui représente un front uni contre le pabliste [...] Ce front uni doit commencer une discussion sur des questions politiques, de façon à pouvoir formuler une orientation politique précise et homogène* »¹.

C'est en septembre 1957 que se réunit le Ve Congrès mondial, avec la participation de 14 délégués latino-américains, parmi lesquels Posadas et Oscar Fernández pour l'Argentine, Fernando Bravo et **Jesus Maria Morales** du POR bolivien, José Maria Crispim et Gabriel Labat, architecte uruguayen envoyé au Brésil par le BLA, pour le POR brésilien, **Jorge MacGinty** et **Raul Santander** pour le POR chilien, **Ismael Frías**, pour le Pérou et Ortiz pour l'Uruguay.

1. *Summary of the Report of Latin-American Pre-Conference of Orthodox Trotskyism, which took place in Argentina in the month of September 1956, lasting 10 days.*

L'Amérique Latine apparaît peu dans les documents du Congrès, noyée dans l'ensemble de la « révolution coloniale ». Dans le Manifeste, il y a tout de même quelques paragraphes sur la Bolivie, comme toujours excessivement optimistes :

« L'esprit combatif des héroïques masses boliviennes [...] est aussi élevé que jamais. Guidées par le POR, section bolivienne de la IVe Internationale, elles sauront bientôt imposer la convocation d'un Congrès extraordinaire de la COB qui décide la formation d'un véritable Gouvernement ouvrier et paysan, libérant les masses du pays du cauchemar économique dans lequel elles vivent actuellement et de la menace de la dictature ».

De toutes ces prévisions, c'est, hélas, celle de la dictature qui allait se réaliser quelques années plus tard.

Plus intéressant et plus réaliste est un document interne qui recueille les résolutions du congrès sur les tâches des sections latino-américaines, Le texte sur la Bolivie, destiné uniquement aux membres du CEI, du BLA et à la direction de la section bolivienne [...] reconnaît la possibilité d'une « évolution ultérieure de la révolution bolivienne vers un palier de stabilisation capitaliste » et même vers un « régime fort ». Dans ce contexte, il insiste sur l'importance du travail militaire du POR :

« Le Parti doit s'opposer avec une extrême énergie à la réorganisation et à la consolidation de l'armée bourgeoise. Il opposera l'augmentation de l'armement des ouvriers et des paysans, sous commandement national unique [...] Le Parti doit être capable de se lier organiquement avec les formations militaires des masses et de poursuivre en même temps un travail systématique de pénétration dans l'armée et la police bourgeoises. Le Parti doit se lier avec des éléments révolutionnaires versés ou désireux de se verser dans l'activité militaire [...] et les pousser à envisager la poursuite de la lutte armée, y compris en cas d'un succès provisoire de la réaction, sous la forme d'une guérilla prolongée de partisans. Cette dernière question doit être étudiée avec l'extrême sérieux qu'elle mérite, et envisagée concrètement »¹.

Au moment même où ce texte était publié, « une guérilla prolongée de partisans » se battait, sous la direction de Fidel Castro, Camilo Cienfuegos et Ernesto Che Guevara, dans les montagnes de la Sierra Maestra à Cuba. Parmi la

1. *BI du SI*, novembre 1957, « La situation bolivienne et les tâches du POR », pp. 2-3.

poignée de combattants qui avaient survécu au débarquement du *Granma* en 1956 se trouvait un ouvrier noir **Pablo Dias**, vieux militant trotskyste sous le nom de **Lassalle**, qui avait appartenu au Partido Bolchevique-léninista de Cuba dans les années 30 et ensuite.

La victoire des révolutionnaires cubains en janvier 1959 sur la dictature du général **Batista**, allait changer l'histoire de l'Amérique Latine en ouvrant une nouvelle période révolutionnaire. Ce fut aussi le début d'un nouveau chapitre pour les partisans latino-américains de la IVe Internationale qui vint rompre leur isolement et multiplier leurs forces dans tout le continent.



Denis Collin

Marxisme et morale

Marx sait gré aux économistes classiques de ne pas s'embarrasser de considérations morales. La brutalité avec laquelle Smith, Ricardo et *tutti quanti* exposent les lois du mode de production capitaliste permet de dévoiler l'essence des rapports sociaux. Ainsi la morale est-elle considérée comme une pure hypocrisie sociale. Conformément à la ligne suivie par le courant dominant de la tradition rationaliste, l'action politique libératrice semble ainsi s'opposer à la morale.

Trotsky, dans *Leur morale et la nôtre*, est censé résumer avec brio la position dite amoraliste des marxistes. En nous arrêtant un moment sur ce texte, on verra quelle contradiction interne recèle cet amoralisme. Les anti-marxistes les plus cultivés citent d'ailleurs ce livre comme une des preuves flagrantes des conclusions inacceptables auxquelles conduit le marxisme en matière de morale. Dans ce pamphlet, Trotsky s'en prend vigoureusement aux moralistes « petits bourgeois », grâce à qui « des échantillons de perfection éthique sont distribués gratuitement dans toutes les rédactions intéressées ».

Trotsky vise plusieurs idées liées entre elles et qui constituent l'essence de la position du « moralisme abstrait ».

- (1) On ne peut répondre à la violence et à l'oppression en utilisant soi-même des moyens violents et amoraux.
- (2) Les fascistes et les révolutionnaires utilisant des moyens identiques doivent être renvoyés dos à dos.
- (3) L'essence des fautes des bolcheviks réside dans le principe — attribué aux Jésuites — selon lequel « la fin justifie les moyens ».

Trotsky réfute les points (1) et (2) par des polémiques plus brillantes que profondes et par une ironie dont il faut bien dire qu'elle sonne bizarrement aujourd'hui. On pourrait résumer sa réponse ainsi :

(1) Les moralistes en identifiant les méthodes des réactionnaires et des révolutionnaires « oublient » l'opposition des fondements matériels de la réaction et de la révolution. Or les révolutionnaires défendent les intérêts de l'avenir de l'humanité ; donc leurs méthodes sont morales puisqu'elles sont au service des fins que l'histoire universelle assigne.

(2) Si on veut justifier une morale autonome par rapport aux besoins de la lutte des classes, il n'y a pas d'autre moyen que de recourir à une forme ou une autre de déisme. Donc les moralistes, même athées, sont des déistes qui s'ignorent. Les disciples de Shaftesbury, tenants du « sens moral », ne font que donner un pseudonyme philosophique à Dieu.

(3) Le matérialisme doit nous débarrasser de la morale.

« L'idéalisme classique en philosophie, dans la mesure où il tendait à séculariser la morale, c'est-à-dire à l'émanciper de la sanction religieuse, fut un immense progrès (Hegel). Mais, détachée des cieux, la morale avait besoin de racines terrestres. La découverte de ces racines fut l'une des tâches du matérialisme. Après Shaftesbury, il y eut Darwin, après Hegel, Marx. »

Ce que je voudrais montrer ici, c'est

- (1) Le système amoraliste de Trotsky ne résiste pas à la critique.
- (2) Trotsky lui-même se contredit et doit réintégrer les principes universels de la morale (du sermon sur la montagne à Kant !).
- (3) L'amoralisme ne concerne pas seulement les marxistes, mais toutes les philosophies du progrès issues du rationalisme moderne : *mutatis mutandis*, la

position théorique de Trotsky pourrait parfaitement convenir à un libéral économique orthodoxe ou à un n'importe quelle variété de scientiste intégriste.

Que l'amoralisme de Trotsky ne résiste pas à la critique, cela peut se montrer facilement. L'idée que la morale est un « produit fonctionnel et transitoire de la lutte des classes » ne veut rien dire du tout. D'une part, la morale n'est pas fonctionnelle et en général les explications fonctionnalistes ne sont pas très convaincantes. D'autre part, la morale n'est pas transitoire, sauf à admettre des conséquences inacceptables du point de vue même dont se place Trotsky, à savoir du point de vue de l'émancipation de l'humanité.

En effet, si la morale est un produit fonctionnel, il faut donc l'expliquer par sa fonctionnalité : la morale existe parce qu'elle sert à quelque chose. Or Trotsky ne nous dit pas à quoi elle sert. On peut supposer qu'il sous-entend qu'elle sert à défendre les intérêts de la classe dominante. Admettons que ce soit cela la bonne explication. Comment la morale peut-elle défendre les intérêts de la classe dominante ? La classe dominante défend ses intérêts par la force, par la corruption, par l'utilisation de toutes les ressources étatiques et non étatiques en sa possession.

Mais en quoi la morale lui sert-elle ? Par exemple, s'il s'agit d'une morale fondée sur l'obéissance au décret divin qui nous condamne à souffrir sur terre, en punition du péché d'Adam, on voit bien quel profit peuvent en tirer les classes dominantes. S'il s'agit d'une morale à la Hobbes qui fait de l'obéissance au souverain l'alpha et l'oméga des préceptes moraux auxquelles nous devons obéir dès que nous connaissons la loi de la nature qui nous conduit à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver notre vie, on voit encore comment elle peut s'adapter fonctionnellement aux besoins des possédants. Mais s'il s'agit d'une morale universaliste à la Kant ou à la Rousseau, l'argumentation tombe, puisque ce sont des morales égalitaristes qui peuvent facilement être tournées comme des armes théoriques dirigées contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Historiquement d'ailleurs, le mouvement ouvrier est né de ces revendications égalitaires et morales contre l'immoralité du système capitaliste. En outre, même les morales religieuses peuvent être des outils fonctionnellement peu adaptés à la défense du mode de production capitaliste et de la domination en général. Les doctrines chrétiennes et musulmanes reprennent la critique de

l'argent et de la dépravation à laquelle conduit sa recherche en tant que but en soi, critique qu'on trouve chez Aristote dans les passages consacrés à la chrématistique, immorale par nature. Cette attitude à l'égard de l'argent peut certes conduire l'exploité à accepter sa pauvreté, mais elle disqualifie aussi le possédant.

Autrement dit, la morale en général n'est pas un produit de la lutte de classes aussi fonctionnel que Trotsky veut bien le dire. Il n'y a pas une morale en général, mais des morales qui se révèlent remplir des « fonctions » — si on veut à tout prix maintenir ce vocabulaire — bien différentes ; bref il y a de la lutte de classes dans la morale !

Mais ce n'est pas tout. D'un point de vue fonctionnaliste, toutes les fonctions qu'on peut attribuer à la morale se ramènent en dernière analyse à une seule : légitimer les actions humaines. La répression à l'encontre des voleurs et des criminels est légitime parce que nous réprouvons moralement le vol et le crime. Inversement, la condamnation pour vol d'une femme qui s'approprie quelques biens alimentaires dans un supermarché parce qu'elle n'a plus d'autre moyen pour faire vivre ses enfants, nous paraît une injustice, parce que voler pour nourrir ses enfants n'est pas acte moralement répréhensible. Ce qui le serait dans ce cas, ce serait de laisser les enfants crier famine pendant que des victuailles non consommées iront finir dans les poubelles du supermarché.

C'est cette fonction de légitimation que les marxistes semblent mettre en cause dans leur critique de la morale. « *La classe dominante impose ses fins à la société et l'accoutume à considérer comme immoraux les moyens qui vont à l'encontre de ces fins* ». Par exemple, si notre morale pose comme juste en toutes circonstances le respect de la propriété privée, la morale vise à légitimer la propriété capitaliste des moyens de production. Or, la question que ne se posent jamais les « amoralistes » quand ils ramènent la morale à sa fonction de légitimation, c'est la question de l'origine et de la nature de ce besoin de légitimation. Nous avons besoin de la morale pour rendre légitimes nos actions (ou nos inactions) mais personne ne nous explique pourquoi nous avons besoin de légitimer nos actes. Les lions n'ont besoin d'aucune légitimation de nature morale pour dévorer les antilopes et les renards dévastent les poulaillers en se moquant de l'impératif catégorique.

Les voyous peuvent commettre de nombreux actes immoraux sans aucune légitimation à l'égard des honnêtes gens et semblent bien se conduire comme les lions et les renards. Mais entre eux ou en dehors de leur « business », ils respectent les règles de la morale ordinaire : la fidélité à la parole donnée par exemple fait partie des valeurs morales avec lesquelles il est préférable de ne pas badiner. Les capitalistes, à bien des égards, ressemblent aux voyous — il arrive de plus en plus souvent que la frontière entre ces deux catégories de la population soit très poreuse — et comme eux acceptent un certain nombre de règles morales à usage interne ou en dehors du « business » mais, en plus, ils ont besoin que leur domination soit l'objet d'un consensus obtenu non par la crainte mais par l'accord sur des normes et des règles de vie qui rendent légitime le mode de production capitaliste.

Les relations sociales ne peuvent pas se réduire à des relations de force comme le sont les relations naturelles. Ce qui les caractérise, c'est qu'elles se conçoivent toujours sur le mode du « devoir être » et qu'il est impossible d'être sans que cet être soit relié à un devoir être, c'est-à-dire sans l'institution d'un système de valeur. C'est ce que dit Aristote quand il affirme que l'homme est un animal politique parce qu'il possède le langage qui signifie, non l'agréable et le douloureux, mais l'avantageux et le nuisible, le juste et l'injuste ou le bien et le mal.

Autrement dit, définir la morale par sa fonction de légitimation, c'est tomber dans un cercle vicieux, puisque le besoin de légitimation est l'expression de la nature « morale », c'est-à-dire ici normative, de toute existence sociale, c'est-à-dire de toute existence humaine en général. Quant au caractère transitoire de la morale, c'est une évidente absurdité. On peut remarquer que les préceptes moraux sont variables historiquement — voir ce qui a été dit plus haut quant à la séparation de la morale privée et de la morale publique. Freud note ce caractère historique de la morale et les limites du progrès moral :

« Mais le degré d'intériorisation des interdictions varie beaucoup suivant les instincts frappés par chacune de celles-ci. En ce qui touche aux plus anciennes exigences de la culture, déjà mentionnées, l'intériorisation semble largement réalisée, si nous laissons de côté l'inopportune exception constituée par les névropathes. Mais les choses changent de face si nous considérons les autres exigences instinctives. On observe alors, avec surprise et souci, que la majorité des hommes obéit aux défenses culturelles s'y rattachant sous la seule pression

de la contrainte externe, par conséquent là seulement où cette contrainte peut se faire sentir et tant qu'elle est à redouter. Ceci s'applique aussi à ces exigences culturelles dites morales qui touchent tout le monde de la même façon. Quand on entend dire qu'on ne peut se fier à la moralité des hommes, il est le plus souvent question de choses de ce ressort. Il est d'innombrables civilisés qui reculeraient épouvantés à l'idée du meurtre ou de l'inceste, mais qui ne se refusent pas la satisfaction de leur cupidité, de leur agressivité, de leurs convoitises sexuelles, qui n'hésitent pas à nuire à leur prochain par le mensonge, la tromperie, la calomnie, s'ils peuvent le faire avec impunité. Et il en fut sans doute ainsi de temps culturels immémoriaux ».

Autrement dit, si les formes de la morale varient dans le temps, la morale elle-même n'est pas transitoire, puisque son développement et son renforcement s'identifient au processus de civilisation. Quand Marx évoque l'idée du dépérissement de l'État, cela ne peut se comprendre que dans un sens : une fois l'État privé de ses fonctions d'oppression d'une classe sur une autre, les individus progressant en raison parce qu'ils ne subiront plus aveuglément leur propre force sociale seront capables de régler spontanément tous les problèmes de la vie sociale sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des forces de coercition spécialisées.

Le communisme de Marx — et on trouve chez Lénine et chez Trotsky de nombreux passages qui vont dans le même sens — n'est donc pas un monde sans morale, mais un monde dans lequel l'intériorisation d'une morale rationnelle par tous les individus rend inutile l'application mécanique extérieure de l'impératif catégorique altruiste. Si la définition de la morale comme « produit fonctionnel et transitoire de la lutte des classes » s'effondre, l'amoralisme ne peut plus que s'appuyer sur le dernier pilier, celui de la dialectique de la fin et des moyens.

Trotsky reproche aux moralistes de considérer que les moyens sont moraux ou immoraux en eux-mêmes, sans regard de la fin poursuivie, et entreprend, *primo*, de réhabiliter les Jésuites à qui est attribué le précepte selon lequel la fin justifie les moyens et, *secundo*, de réfuter le moralisme précisément en ce qu'il veut la fin sans vouloir les moyens et donc se transforme en pure tartufferie. Or, dans tous les passages où Trotsky aborde ces questions, il se conduit lui-même en moraliste, c'est-à-dire qu'il mène contre ses adversaires une discussion de philosophie morale.

Que la fin justifie les moyens, c'est un précepte commun à toute morale. Mais ce précepte doit être subordonné à la question essentielle qui est : qu'est-ce qui justifie la fin ? Mais Trotsky ne répond pas à cette question qu'il évacue dans des généralités historiques vagues : « *Dans la vie pratique comme dans le mouvement de l'histoire, les fins et les moyens changent sans cesse de place* ». Mais il y a une réponse implicite. Après avoir répété que « *le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique par les nécessités intérieures de la lutte* », Trotsky précise :

« L'émancipation des ouvriers ne peut être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. Il n'y a donc pas de plus grand crime que de tromper les masses, de faire passer les défaites pour des victoires, des amis pour des ennemis, d'acheter des chefs, de fabriquer des légendes, de monter des procès d'imposture — de faire en un mot ce que font les staliniens ».

Il y a donc bien un ensemble de règles fondées sur un impératif, celui de l'émancipation des travailleurs. Or, du point de vue du marxisme traditionnel, l'émancipation des travailleurs n'a de sens et de légitimité que parce qu'elle est le moyen d'une émancipation générale de l'humanité.

Notons d'ailleurs, en passant, que le point de vue moral du communisme n'est pas celui du bonheur : à la différence de la morale d'Aristote ou de celle des pères fondateurs de la Constitution américaine, la philosophie morale de Marx et du communisme n'est pas un eudémonisme, mais une morale de la liberté. Donc, la dialectique de la fin et des moyens s'inscrit, pour Trotsky, dans une perspective morale, bien que le mot même de morale soit réfuté.

Le purisme moral est une position inacceptable parce qu'il conduit à renoncer aux valeurs morales elles-mêmes. Ce que réfute Trotsky, comme on vient de le voir, ce n'est pas la morale en général, mais un certain genre de morale puriste qu'on attribue souvent, et pas toujours, mais souvent à tort, à Kant. L'argument majeur de Trotsky est celui-ci : respecter les règles de la morale dans la lutte des classes, cela revient à combattre un adversaire à qui tout est permis en respectant les règles de la boxe française. Par conséquent, l'impératif catégorique revient d'abord à organiser sa propre impuissance et finalement à légitimer la domination et l'oppression, puisque s'y opposer reviendrait à être à son tour injuste. Comme, selon le précepte socratique, il vaut

mieux subir l'injustice que la commettre, il vaut donc mieux subir l'oppression que la combattre avec les moyens adéquats.

La critique du purisme moral n'est pas propre à Trotsky ni au marxisme. Elle est au cœur de la polémique entre Kant et Benjamin Constant sur un prétendu de droit de mentir par humanité. Vladimir Jankélévitch la reprend avec des accents qui le placent incontestablement du côté de Trotsky. Par conséquent, la polémique contre le purisme moral n'est pas un conflit entre la morale et l'amoralisme marxiste, mais une discussion qui se place entièrement dans le champ de la morale.

(3) S'il y a un reproche à faire aux donneurs de leçons de morale, c'est que, le plus souvent, ils ne prennent pas eux-mêmes leurs propres principes au sérieux. Autrement dit, ce n'est pas la morale qui est en cause, mais les moralistes impuissants et hypocrites. La critique trotskyste des moralistes se mène ainsi au nom de la morale et par conséquent légitime cette même morale qu'on prétendait à l'instant ramener à ses fondements sociaux petits bourgeois.

C'est pourquoi, tout en s'en prenant apparemment à la morale en général, le centre de la critique de Trotsky est adressé aux pharisiens qui identifient la morale bourgeoise et la morale « en général ». Or la morale bourgeoise, telle que Trotsky la dépeint, est tout sauf une morale, puisqu'elle n'est qu'un discours hypocrite destiné à protéger l'immoralité profonde de la domination bourgeoise.

Opposant la morale révolutionnaire des bolcheviks aux méthodes staliniennes, Trotsky écrit ainsi :

« Les méthodes staliniennes achèvent, portent à la plus haute tension, et aussi à l'absurde, tous les procédés de mensonge, de cruauté et d'avilissement qui constituent le mécanisme du pouvoir dans toute société divisée en classes, sans en exclure la démocratie. Le stalinisme est un conglomérat des monstruosité de l'État tel que l'histoire l'a fait ; c'en est aussi la funeste caricature et la répugnante grimace. »

Autrement dit, « l'amoralisme marxiste » du Trotsky qui dénonçait la morale comme « produit fonctionnel et transitoire de la lutte des classes » est réfuté par Trotsky lui-même, non seulement dans ce texte consacré spécifiquement à la morale mais aussi dans de très nombreux autres textes... sans parler de la personnalité de Trotsky lui-même qui reste un exemple des plus hautes qualités morales humaines. Il faut ajouter maintenant que le traitement

que nous avons fait subir à l'amoralisme marxiste de Trotsky, on peut le faire subir à l'amoralisme nietzschéen ou à l'amoralisme spinoziste. Si la possibilité de la morale reste problématique, il semble bien que nous soyons obligés de reconnaître l'impossibilité de l'amoralisme.



Courrier

Lettre au directeur d'*Historia* sur un article de M. Alexandre Adler, « historien et éditorialiste »

Pierre Broué
BP 276
38400 St-Martin d'Hères Cedex

27 février 2000

au

Directeur de la revue *Historia*

Monsieur le Directeur,

Je suis de ceux qui apprécient les connaissances et la capacité de synthèse de M. Alexandre Adler. Tout au plus ai-je parfois regretté un certain empressement à se saisir d'une indication donnée par une source unique dans le sens de son analyse, sans vérification sérieuse, dans un domaine que j'ai étudié : je me souviens d'une affirmation de lui selon laquelle Boris Yeltsine appartenait à la famille des Eltsine, collaborateurs de Trotsky. En d'autres termes, j'avais aussi regretté le mépris dans lequel il tient parfois le vieux principe du droit romain et de la recherche historique « *Testis unus, testis nullus* » (un seul témoin = pas de témoin). J'avoue m'être dit que c'était là faute de jeunesse et emballement de chercheur.

Maintenant, après son article sur **Parvus** — un social-démocrate devenu affairiste et agent allemand pendant la guerre — dans *Historia* de mars, il faut lui dire : « Hola, arrêtez le massacre ». On y chercherait vainement l'une des sources scientifiques de la vraie polémique qui se poursuit encore entre connaisseurs sur cet homme, depuis la première guerre mondiale. L'unique référence d'Adler est un ouvrage sur Lénine, cité dans ses premières lignes, *Paul Mourousy, Ed. du Rocher, Monaco*. Je confesse que je ne connais pas et que j'ai tendance à ne pas prendre au sérieux, tellement sont nombreux et connus ceux qui ont débattu cette affaire avant lui (de ZAB Zeman à Roman Rosdolsky en passant par A. K. Van Goudoever et notre regretté Georges Haupt).

Mais je veux ici m'arrêter sur ce que je connais bien, à savoir la vie politique de Khristian Rakovsky, à qui j'ai consacré une biographie parue chez Fayard, après de longues recherches dans les archives européennes (Moscou et Kharkov, KGB compris).

1° Je relève des remarques empruntées aux calomnies de l'époque : p.51, « *c'est avec l'aide de son grand ami Kh. R., le fondateur des partis sociaux-démocrates roumain et bulgare, il multiplie les actions... pour entraîner ces deux pays hésitants dans le camp des empires centraux* ». Ne nous attardons pas sur le fait que Rakovsky ne fonda pas le parti bulgare, mais le parti roumain. S'il veut dire que Rakovsky travaillait avec Parvus pour les centraux, c'est faux. On attend toujours depuis près d'un siècle des semblants de « preuves » de ces accusations contre un homme qui déplaisait par son internationalisme et sa guerre à la guerre.

Si Parvus était alors en Bulgarie, Rakovsky était, lui, en Roumanie, ce qui devrait poser à Adler quelques autres questions. Quiconque a lu mon travail sur Rakovsky sait que Parvus lui avait rendu visite à Bucarest et que c'était à l'origine de « rumeurs », mais que personne n'a jamais pu affirmer et moins encore prouver que Rakovsky connaissait alors, dans les conditions de la censure de guerre, les rapports secrets entre Parvus et le gouvernement allemand.

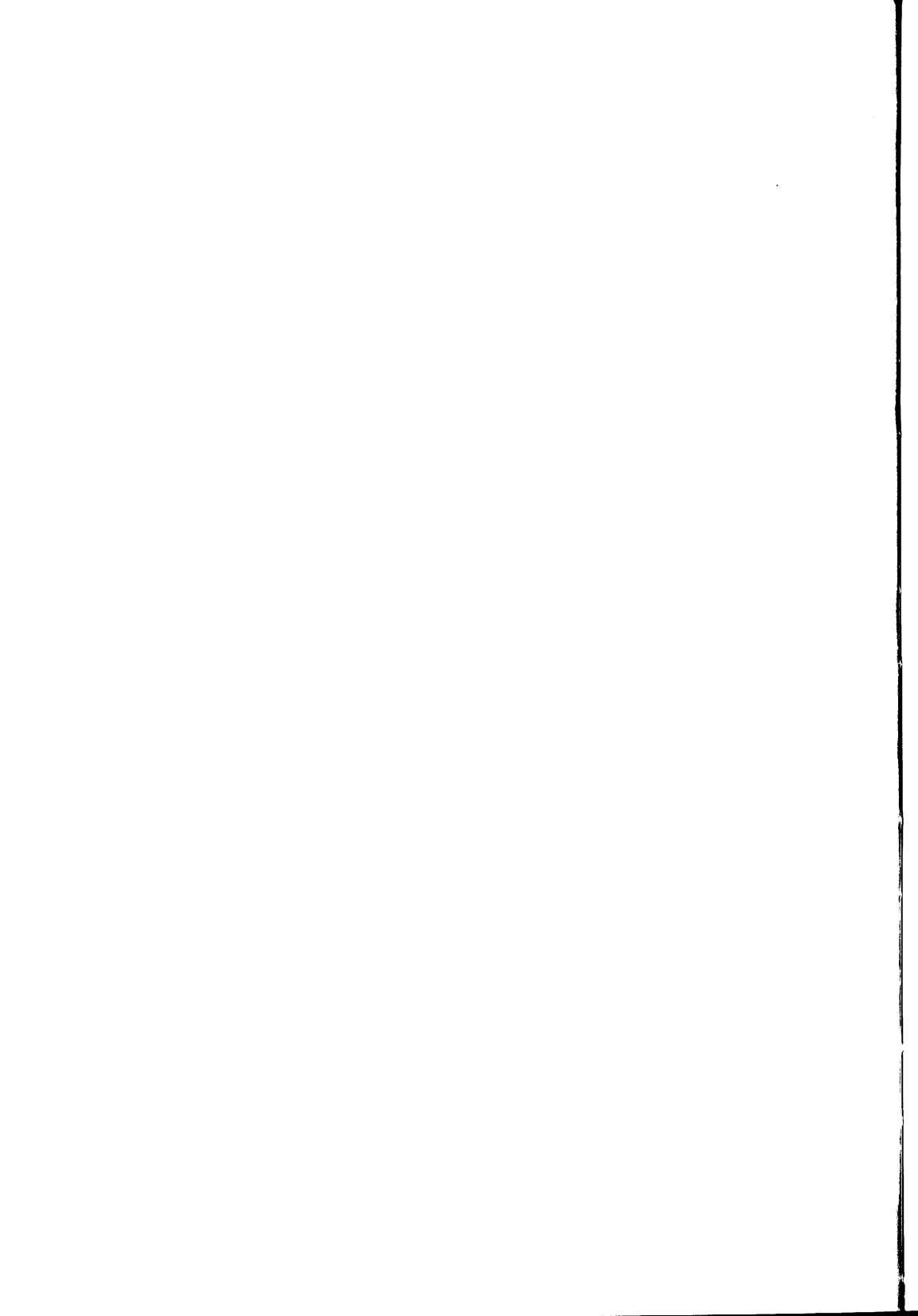
2° Un peu plus loin, de plus en plus engagé dans la voie du roman historique, Alexandre Adler nous assure qu'à l'Institut de Parvus à Copenhague, « paravent pour les services secrets allemands », qui exista à partir de la seconde moitié de 1916, Rakovsky travaillait avec lui. Le malheur est que Rakovsky, qui ne quitta pas la Roumanie après l'entrée en guerre de ce pays le

16 août, resta prisonnier, notamment à Iasi, jusqu'au 1^{er} mai 1917 où il fut libéré par les soldats russes mutinés.

Je crois qu'Alexandre Adler a rédigé cet article, non en historien voire en éditorialiste, mais en journaliste pressé. C'est triste et c'est dommage d'écrire ainsi « sur le genou ». Je crois que ses lecteurs méritent mieux et ont raison d'attendre plus de lui.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre Broué



Les départs

Cliff, Tony (1917-2000), Ygael Gluckstein, dit L. Rock, dit

Tony Cliff, qui était né **Ygael Gluckstein** le 20 mai 1917 en Palestine est mort à Londres le 9 avril 2000.

Fils d'un petit entrepreneur de maçonnerie, il fut très tôt attiré par la politique mais rompit rapidement avec les sionistes de gauche. Il se souvenait d'avoir eu les doigts cassés par un service d'ordre brutal d'une réunion de gauche où il avait réclamé une attitude « internationaliste » à l'égard des Arabes.

Il adhéra au PC à 17 ans, au moment où se révélait au monde la double faillite du stalinisme et de la social-démocratie face à Hitler, vainqueur en Allemagne sans combat.

A la recherche d'une voie révolutionnaire, il s'organisa avec d'ex-brandlériens en 1937, militant dans le Kol Hammadad, puis, gagné au trotskysme par Gabriel Baer, émigré allemand de l'IKD, fonda avec lui en 1939 le Brit kommunistim Mahapahanin. C'est à partir de cette date qu'il fut en liaison épistolaire avec Trotsky, à qui il écrivait des lettres signées **L. Rock**. Il fut arrêté au début de la guerre et condamné à 18 ans de prison par les autorités britanniques.

Il rejoignit la Grande-Bretagne à la fin de la guerre, milita dans les rangs du Revolutionary Communist Party (CP), membre de la IVe Internationale et polémiqua avec Ted Grant, critiquant sa conception de la société soviétique comme un « capitalisme d'Etat ». Son activité politique lui valut d'être expulsé et il vécut cinq ans en Irlande dans une situation matérielle plus que précaire, se ralliant à l'analyse de l'URSS comme « capitalisme d'Etat », et la définissant finalement comme un « impérialisme ».

Revenu en Grande-Bretagne, il y fonda la *Socialist Review* puis le groupe de la *Socialist Review*, devenu au début des années 60, le groupe *International*

Socialism, très actif en 1968, d'où est sorti en 1977 le Socialist Workers Party, aujourd'hui de loin le plus nombreux et le plus influent des groupes à la gauche du Labour Party. Paul Foot, qu'il a personnellement recruté, conduit aujourd'hui la liste de la LSA aux élections londoniennes.

Auteur de nombreux ouvrages, dont des biographies de Lénine, de Trotsky, de Rosa Luxemburg, des travaux théoriques sur la révolution permanente et sa mauvaise interprétation sur le Tiers Monde, sur l'aristocratie ouvrière, l'économie d'armements permanente et, bien sûr, la « nature » de l'Union soviétique et des pays dits « socialistes », il a également écrit des mémoires qui viennent juste de paraître : *A World to Win* (Bookmarks, Londres/Chicago, 2000). Extrêmement séduisant, dirigeant charismatique, désintéressé, il est aujourd'hui en général surtout connu comme le théoricien du « capitalisme d'Etat ». En fait, il a été aussi un remarquable organisateur, rassembleur et meneur d'hommes, comme l'ont montré les rapides progrès de son organisation en Grande-Bretagne et sa diffusion dans le monde. Il laisse derrière lui, avec sa famille, sa compagne et quatre enfants, et aussi, comme écrit Paul Foot, « des milliers de socialistes que nous sommes, qui, sans lui, auraient dégénéré dans l'apathie, l'opportunisme ou le carriérisme ».

Nous avons largement utilisé pour cette notice nécrologique le bel article de Paul Foot dans le *Guardian* du 11 avril 2000, intitulé « *Tony Cliff. Revolutionary political theorist and organiser who fired the Socialist Workers Party with his charisma, charm and vision* », celui de Chris Harman, rédacteur en chef du *Socialist Worker*, le 15, intitulé « *Tony Cliff "Revolutionary Socialist" 1917-2000. The Pilot who weathered the storm* », ainsi que les archives de Trotsky à Harvard pour la correspondance de L. Rock.

Achevé d'imprimer,
d'après les documents fournis,
en juin 2000
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

par



Dépôt légal juin 2000

N° d'imprimeur : 2441

Printed in France



OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**